

# PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique  
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Programme Communiste)

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Communistes de temps meilleurs

Bases pour l'adhésion au Parti  
Communiste Internationaliste  
(Programme Communiste)

Socialisme et syndicalisme dans le  
mouvement ouvrier français

Notes de lecture

Notes d'actualité

Le prix de l'unité syndicale  
A un milliard de télécrétinisés.

**Sommaire du numéro précédent :**

**N° 24 - Juil.-Sept. 1963**

La grande idylle Kremlin-Vatican

Thorez invoque Lénine et imite Koutsky

La planification démocratique

« Compétition pacifique » et pays sous-développés

Gaspillage capitaliste et communisme

Socialisme et Syndicalisme dans le mouvement ouvrier français

Notes d'actualité

Nos tracts

---

## **Réunions de Lecteurs**

**A PARIS, Salle Lancry, 10, rue de Lancry, (X<sup>e</sup>)**

le vendredi 25 octobre à 21 heures :

**LE CONFLIT SINO-RUSSE ET NOTRE COMBAT**

Le vendredi 6 décembre à 21 heures :

**QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?**

**A MARSEILLE « A l'Artistic », Cours Joseph Thierry**

le samedi 26 octobre à 21 heures :

**IL N'Y A PAS DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

Le samedi 14 décembre à 21 heures :

**LE COMMUNISME ET LES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

# Communistes de temps meilleurs

*La crasse ignorance de l'histoire et des grandes questions du communisme dans laquelle vit sans remords tout démocrate, tout progressiste, tout homme cultivé d'aujourd'hui, contraste comiquement avec l'énergie rhétorique qu'il dépense dès qu'il s'agit de défendre les droits sacrés de la personne humaine à l'information, au savoir, à la pensée. C'est ainsi par exemple que l'hebdomadaire progressiste « France-Observateur » prend Programme Communiste pour un organe trotskyste, tandis que le réactionnaire Candide voit en nous une tendance chinoise. Rien d'étonnant. En France, chacun peut, Dieu merci, lire n'importe quoi. En France, il n'y a pas eu, Dieu merci, de ces sinistres auto-da-fé qui ont déshonoré, comme on sait, l'Allemagne hitlérienne et empêché ses citoyens de se former une libre opinion de toute chose. Pourtant, en France, le plus clair de ce que l'on sait sur le communisme se limite grossièrement à ceci : autrefois, la question fut de savoir qui l'emporterait, de Staline ou de Trotsky ; aujourd'hui, par contre, c'est Khrouchtchev ou bien Mao. L'extrémisme est trotskyste ou bien « chinois » ; c'est tout un et on n'en connaît pas d'autre. Cela prouve une seule chose : le savoir est le dernier souci du citoyen du monde libre dès qu'il cesse d'être de l'espèce monnayable en succès politiques ou en argent ; les questions de théorie l'assomment, l'histoire du mouvement ouvrier lui indiffère, il n'a soif que d'idéologie, de politique pratique ou de sensationnel. Il est satisfait des lumières que lui prodigue sa presse libre et se croit fin connaisseur de son époque : il ne fait que dormir du sommeil bienheureux de la classe moyenne d'Occident qui, en 1963, ne se sent, Dieu merci, plus menacée par aucun danger de guerre ou de révolution.*

*L'ignorance et l'aveuglement du citoyen informé et éclairé du monde libre ne nous chagrinent nullement. Tout au contraire, ils nous réjouissent. Nous n'avons jamais cru que la liberté politique était la source de toutes les lumières et de toutes les perfections : les désillusions de ce genre ne sont donc pas pour nous. Nous avons toujours dit que la liberté politique laissait intact le principe même de tout obscurantisme, la société bourgeoise ; que le libéralisme, surtout socialement progressiste, vénère en son cœur et défend. Nous n'avons jamais considéré la classe moyenne cultivée, démocrate et progressiste comme le produit le plus exquis, le résultat le plus haut de tout le progrès humain : nous lui avons laissé cette flatteuse opinion d'elle-même. Mais nous avons fait plus que dénoncer sa nullité théorique et politique en temps de paix sociale, et son rôle contre-révolutionnaire en temps de guerre civile : nous avons brisé ses idoles en dénonçant le caractère de classe de la civilisation et de la culture qu'elle révère. Ce n'est donc pas à elle que nous sentons le besoin de dire ce qu'est le communisme. Ce n'est pas elle que nous voulons éclairer sur ce que nous sommes : ce sont les hommes du prolétariat. Où sont-ils ? Ils nous le feront savoir. Qui sont-ils ? Ce*

sont tous ceux que l'idéal mesquin de la culture de soi-même écœure, que la misérable production intellectuelle d'une société putréfiée repousse et qu'aucun attachement à la tranquillité bourgeoise n'a encore châtré de toute audace révolutionnaire. Tous ceux qui aspirent non à la liberté politique, mais à la révolution sociale. Tous ceux qui sentent que la tâche de notre époque n'est pas de sauver la démocratie, mais de détruire le Capital et que le but du communisme est de gagner une guerre de classe, non de défendre une paix impossible. Tous ceux enfin qui, vomissant la politique « réaliste » et son complément fatal, l'idéologie, cherchent patiemment à retrouver au milieu d'un obscurantisme universel les armes théoriques séculaires de la lutte prolétarienne.

✱

Nous ne sommes pas des trotskystes, et moins encore des « chinois ». Cette dernière précision n'exprime aucune préférence pour les premiers au détriment des seconds : elle n'aurait aucun sens. Elle correspond à un fait historique capital que tous ignorent — ou font mine d'ignorer. A l'époque de la lutte entre Trostsky et Staline, dans les années 1923-28, c'étaient les questions théoriques fondamentales du communisme qui étaient débattues et donc l'avenir même du mouvement international qui était en jeu, en même temps que l'orientation de classe du pouvoir soviétique. C'est pourquoi des dizaines de milliers de militants de tous les pays y ont participé ardemment, bien souvent au prix de leur vie et de leur liberté, et pas seulement en U.R.S.S.

De nos jours, rien de tel. Le mouvement qui continue à s'appeler « communiste » a massacré ses principes en même temps que ceux qui les défendaient. Il n'y a donc plus en son sein de discussions théoriques dont l'avenir dépende, parce qu'il n'y a plus d'avenir révolutionnaire pour ce mouvement. Cet avenir est tout entier réfugié dans les petites fractions qui, où qu'elles soient, ont résisté aux coups de la contre-révolution, à l'usure de l'attente, à l'impatience opportuniste. Pour le mouvement officiel, l'avenir était depuis longtemps tracé : bons rapports de l'U.R.S.S. avec le monde bourgeois, coexistence pacifique des partis « communistes » avec leurs Etats nationaux et avec tous les partis démocrates, social-démocrates et national-révolutionnaires qu'on voudra. En son sein, il n'y a donc plus place que pour les controverses idéologiques, rançon du « réalisme » politique qui, n'obéissant à aucune doctrine et ne respectant aucun principe, n'engendre fatalement que désillusions.

C'est pour cela que les membres des partis communistes officiels assistent passivement aux débats, qu'il n'y aura cette fois ni bourreaux ni victimes, mais pas non plus d'Internationale nouvelle. L'idéologie communiste officielle veut que l'U.R.S.S. ait été investie d'une mission démocratique à l'égard des pays arriérés en lutte contre l'impérialisme et tait, bien entendu, la mission révolutionnaire à l'égard du prolétariat international que la république léninienne s'était juré de remplir. La théorie marxiste, elle, a toujours affirmé qu'ayant trahi cette mission là, l'U.R.S.S. ne remplirait pas davantage sa mission fictive à l'égard des pays sous-développés. Mao exige que l'U.R.S.S. se comporte selon l'idéologie officielle, non pas parce qu'il est stalinien, mais parce que la Chine a besoin des capitaux et des techniciens russes. Khrouchtchev confirme la théorie marxiste en refusant d'en rien faire, non pas parce qu'il est un révisionniste, mais parce que les intérêts véritables ne peuvent pas toujours se dissimuler derrière l'idéologie. Les khrouchtcheviens renient, bien entendu, aujourd'hui ce qu'ils disaient hier encore, mais les maoïstes tombent du haut de leurs illusions sans pouvoir se défaire de leur idéologie.

Nous n'avons rien à faire avec tout cela. Nous, nous militons pour le communisme et non pas pour la bonification des pays sous-développés ; nous, nous sommes des marxistes révolutionnaires et non des idéologues désillusionnés. Nous ne sommes donc à aucun titre des « chinois ».

✱

Quand les démocrates éclairés de la classe moyenne nous appellent trotskystes, nous n'avons rien à objecter. A la différence de Mao, Trotsky fut un théoricien marxiste et un chef prolétarien. Dans le monde des démocrates éclairés, il symbolise toujours le parti et l'Internationale révolutionnaire, l'insurrection et la dictature du prolétariat. Or c'est précisément tout ce que nous défendons contre l'idéologie de progrès, de paix, de socialisme national-étatique et, par dessus le marché, de liberté qui tend désormais à devenir commune aux démocrates si attachés aux droits sacrés de la personne humaine et aux héritiers politiques du stalinisme, assassin de prolétaires révolutionnaires. « Trotskystes » ? Soit.

Mais les hommes du prolétariat, eux, doivent savoir qu'aucun chef n'est assuré de rester jusqu'à sa mort égal à lui-même, et que Trotsky n'était pas plus préservé de l'erreur qu'aucun autre. Ils doivent, en outre, savoir que le mouvement qui se réclame de lui, la « IV<sup>e</sup> Internationale », pratique non pas l'exemple révolutionnaire qu'il a donné, mais le culte scrupuleux de toutes les erreurs qu'il a commises. A eux, nous pouvons dire : « Non, nous ne sommes ni n'avons jamais été des trotskystes. »

Jusqu'à la veille de la seconde guerre impérialiste, Trotsky a refusé d'admettre que nous avions perdu la première bataille révolutionnaire internationale de l'ère impérialiste et qu'il n'y avait plus qu'à rassembler en silence les faibles forces qui restaient. En 1938, il le croyait si peu qu'il jondait ce qu'il s'imaginait être l'Internationale nouvelle : nous n'étions pas trotskystes. Jusqu'en 1939 et peut-être jusqu'à sa mort, il a refusé de voir que le destin de la révolution d'octobre s'était tragiquement accompli depuis des années déjà, que le pouvoir soviétique n'avait plus rien de prolétarien, qu'il n'y avait plus rien à défendre en U.R.S.S. où, selon la doctrine de Lénine, il n'y avait pas un brin de socialisme économique : nous n'étions pas trotskystes. De son exil à son assassinat par un émissaire de l'« Etat ouvrier dégénéré » qu'il voulait malgré tout défendre, sa thèse fut la suivante : tant qu'il n'y aura pas en Russie de restauration violente de la bourgeoisie de 1917, le prolétariat restera « la classe économique dominante » et la propriété d'Etat, une forme socialiste : nous n'étions pas trotskystes, mais le Trotsky de la bonne époque ne l'avait pas non plus été.

Pendant tout ce temps, il crut qu'une restauration violente menaçait : nous, nous voyions celle qui avait déjà eu lieu. Il voulait à tout prix l'empêcher et croyait que cela dépendait de sa petite opposition internationale : nous n'en faisons pas partie. Tout comme au temps où il était un des dirigeants de la Troisième Internationale, il croyait que l'influence dominante pouvait passer des partis pseudo-prolétariens aux fractions révolutionnaires en vertu d'un choix judicieux et de la propagande active de mots d'ordre transitoires aptes à séduire les ouvriers : c'était trop beau pour être vrai. Nous étions si peu trotskystes qu'on nous avait exclu de l'Internationale à peu près en même temps que lui pour l'avoir dit et répété, pour avoir osé prévoir que de « transition » en « transition », il ne resterait plus rien du mouvement communiste.

Nous n'avons donc jamais été des trotskystes mais nous sommes, en outre,

*des adversaires déclarés, des ennemis ouverts de tous ceux qui, n'ayant rien vu, rien compris, rien médité, rien appris répètent vingt-cinq ans plus tard les mêmes erreurs, y ajoutent de nouvelles doses de démocratisation et ont encore l'impudeur de s'en vanter !*

*Des gens qui, ne voyant pas se produire la restauration violente que Trotsky redouta jusqu'à sa mort, n'ont pas encore compris qu'elle s'était déjà produite avec l'écrasement de l'Opposition russe par Staline qui signifiait écrasement du parti bolchevick par le nationalisme russe, ces gens sont devenus des tenants de la théorie maudite du « socialisme dans un seul pays » que leur maître combattit avec éclat ; des gens que même les alliances impérialistes de guerre de l'U.R.S.S., même le partage du monde entre elle et les U.S.A., même les offres actuelles de convivence pacifique avec le Capital mondial n'ont pas éclairés, ces imbéciles de cette sorte sont en même temps des renégats achevés de l'internationalisme prolétarien : nous les combattons.*

*Des gens qui renonceront à leur thèse monstrueuse de l'« Etat ouvrier dégénéré » uniquement le jour où ils verront les capitalistes de 1917, les koulaks de 1928 ressusciter, lancer leur armée de fantômes contre le pouvoir atomique de Khrouchtchev et le lui ravir ou bien le jour où la Russie moderne se trouvera réduite à l'état de colonie — des gens donc qui n'y renonceront jamais sont des morts politiques qui ne font que chanter les rengaines de leur vivant : nous les méprisons.*

*Des gens qui ont fondé toute leur politique sur le seul fait que Staline « respectait » la propriété et la gestion d'Etat et qui ne changent pas cette politique d'un seul iota alors que dans la Russie khrouchtchevienne cette gestion s'en va en morceaux dans les mains des kolkhoses propriétaires de leur capital d'exercice, des directeurs responsables des entreprises autonomes, des adjudicataires de travaux de toutes sortes, des gens qui ne s'aperçoivent même pas de tout cela, qui ne voient même pas que le secret de la libéralisation politique qu'ils applaudissent c'est la libération du capitalisme, de tels gens sont des imbéciles achevés dont on ne peut que rire.*

*Dans l'U.R.S.S. pauvre, austère, isolée de 1929, Trotsky croyait que le prolétariat restait « la classe économiquement dominante ». La formule était fautive théoriquement, parce que le prolétariat ne « domine » économiquement que dans la mesure où le SALARIAT a cessé d'être la forme économique dominante, c'est-à-dire où le prolétariat a cessé d'exister comme classe ! Ce n'était pas le cas en Russie, où, en outre, le prolétariat avait désormais perdu le pouvoir politique. En disant cela, Trotsky se trompait, mais il s'inclinait devant la nécessité historique de l'industrialisation capitaliste de la Russie. Croire que dans la Russie khrouchtchevienne du profit d'entreprise, du fructueux commerce international, de l'exportation de capital, dans la Russie « occidentalisation » d'aujourd'hui, le prolétariat reste encore et toujours la « classe économiquement dominante », ça n'est plus que s'incliner devant le parasitisme social, la richesse bourgeoise des innombrables sangsues qui réclament aujourd'hui à grand cri la destalinisation, le retour à la pleine démocratie. Ne plus le croire, mais le cacher, mais parler encore et toujours de « socialisme » soviétique, c'est prouver qu'on est un ami conscient des parasites, une canaille pure et simple qui défend en Russie le parasitisme dont elle profite dans tous les autres pays avancés, cultivés, démocratiques et progressistes sur le dos de ceux qui vendent leur force de travail ! Nous aurions honte d'être des trotskystes !*

*Des gens qui croient ou veulent faire croire que « défendre » la deuxième*

grande puissance mondiale a la même valeur de classe, la même portée révolutionnaire que défendre la première république rouge sont des larbins politiques de Khrouchtchev qui, lui, veut faire croire qu'il retourne à Lénine; mais des gens qui s'imaginent que la seconde puissance du monde aura besoin d'eux un jour, alors que l'U.R.S.S. s'est parfaitement passée d'eux pendant la vingtaine d'années qu'elle a mis à atteindre ce rang, ces gens sont non seulement des larbins, mais des mégalomanes — des larbins mégalomanes, c'est-à-dire des gens qui ont perdu tout à la fois leur honneur politique et leur raison.

Nous, nous n'appelons pas socialisme l'expansion économique de la Russie et opportuniste son militarisme, sa défense policière, son pacifisme idéologique et sa diplomatie mondiale. Nous parlons d'impérialisme soviétique, tout comme en 1939, et plus que jamais. Nous, nous ne crions pas que la démocratie prolétarienne du temps de Lénine renaît quand le multipartisme parlementaire est rétabli dans l'Etat soviétique en fait, et dans les partis communistes en doctrine. C'est que nous, nous ne sommes pas des trotskystes. Nous ne sommes pas des renégats qui se jettent dans les bras de la démocratie bourgeoise par haine de la dictature bourgeoise, qui renient la dictature du prolétariat sous le curieux prétexte que la dictature du capital est horrible.

Exploitant la tradition internationaliste qu'ils ont trahie comme tout le reste, les renégats trotskystes postulent avec arrogance auprès de l'Histoire un emploi de « direction de rechange » du prolétariat mondial. Elle ne leur donnera pas cette sinistre satisfaction, mais le terme convient parfaitement. Ce qu'ils proposent est en effet de recommencer du début ce qui a déjà été fait une fois; de refaire le chemin qui a conduit à la magnifique liquidation khrouchtchevienne de l'idéologie communiste (et non pas de la théorie depuis longtemps abandonnée!) en partant de l'opportuniste communiste qui a liquidé, lui, l'Internationale révolutionnaire par incapacité de rendre coup pour coup et d'écraser finalement le nationalisme et le réformisme staliniens. Heureusement, c'est chose impossible. Le prolétariat de la future reprise révolutionnaire ne sera pas, ne pourra pas être le même que celui des années 1923-28. Le développement historique, l'expérience historique ne sont pas de vains mots. Après des défaites graves, le prolétariat met irès longtemps à s'ébranler à nouveau, c'est-à-dire que ce sont des générations toutes différentes des anciennes qui s'engagent dans la lutte. Mais quand il s'ébranle, ce n'est pas à reculons. Nous, nous n'avons jamais cru que le cours révolutionnaire peut être accéléré par des manœuvres tactiques. Nous avons toujours attendu avec confiance les nouvelles générations révolutionnaires. Mais nous, nous ne sommes pas des trotskystes, des bâtisseurs d'« Internationale de rechange »!

\* \*

Tous ces « extrémistes » dont on parle dans les milieux éclairés et progressistes sont des « communistes » de la basse époque, des communistes purement idéologiques, c'est-à-dire des politiciens réalistes, ou encore des démocrates, des antifascistes, des socialistes-nationaux ou les national-révolutionnaires coloniaux pratiques. Ils n'ont vécu que grâce à la destruction de l'Internationale, que grâce à la défaite du prolétariat. C'est bien pourquoi ils ne pourront ni faire obstacle à l'Internationale nouvelle avec leurs misérables « directions de rechange », ni même garder leur apparence de vie jusqu'à la reprise du prolétariat et à plus forte raison après elle. C'est pourquoi aussi, dès aujourd'hui, le prolétariat les englobe dans cette indifférence politique qu'ils déplorent et dont nous nous

*réjouissons, parce que c'est la première manifestation de sa juste haine de classe contre les politiciens, mais certainement pas la dernière.*

*Nous, nous sommes des communistes de temps meilleurs, des communistes de la vieille époque — de la haute époque des militants. Ce sont des militants qui ont pris révolutionnairement le pouvoir en octobre 1917 en Russie; ce sont des militants qui, à l'extérieur, les ont soutenus de toutes leurs forces; ce sont les politiques pratiques et réalistes, doublés d'idéologues, qui ont arraché le pouvoir au prolétariat et géré l'industrialisation capitaliste de la Russie. Admettre qu'il pouvait en aller autrement, c'est retomber dans la croyance au « socialisme dans un seul pays », faire du national-socialisme au sens propre. C'était inévitable, et ceux qui ne l'ont pas reconnu à temps sont aujourd'hui des morts politiques. Ceci dit, au grand jamais la fraction nationaliste qui a fait la contre-révolution en Russie n'aurait pu s'offrir, en outre, une agence idéologique et une police anti-prolétarienne pratique à l'échelle mondiale, si au « temps des militants » n'avait succédé trop vite le temps des tacticiens, au temps des Lénine, celui des Zinoviev, pour faire une image simple. Il a fallu que les « tacticiens » minent et dissolvent d'abord l'Internationale prolétarienne pour que la police idéologique et l'idéologie policière du nationalisme stalinien puisse se constituer en internationale. De même que le « tacticien » est le type intermédiaire entre le militant et le réaliste idéologue, le temps de l'opportunisme communiste a été un chaînon indispensable pour que vienne le temps des liquidateurs, des politiciens purs, des purs idéologues — les Togliatti et les Thorez.*

*Notre courant est celui qui a fondé, il y a plus de quarante ans de cela, la section italienne de l'Internationale communiste. Il a mené dans les congrès internationaux la seule bataille dont l'Internationale ait été capable contre les « tacticiens » de malheur, les antifascistes « prolétariens », les faiseurs de « front unique » avec les réformistes — bref, contre l'opportunisme communiste derrière lequel attendait la canaille pure et simple du stalinisme, et qui furent souvent représentés dans les mêmes personnes, comme il se doit.*

*Cette bataille, nous l'avons perdue parce qu'il ne s'est trouvé aucun marxiste, ni dans la section allemande, ni dans la section française, ni dans aucune autre pour la conduire avec nous. Il suffisait que nous ayons lutté, toutefois, afin que le temps des militants ne soit jamais suivi du temps des politiciens dans notre Internationale — il suffisait de cela pour que nous restions des internationalistes. Les seuls. Les seuls qui n'aient pas « défendu » la « patrie socialiste » dans la guerre impérialiste. Les seuls qui n'aient ni cru aux buts de guerre « antifascistes » des impérialistes occidentaux, ni incité de façon « réaliste » les prolétaires à adhérer politiquement à cette guerre, à la faire leur, sous le prétexte d'« habileté tactique ». Les seuls. C'est ainsi.*

*Voilà pourquoi nous avons pu reconstituer un parti véritablement communiste internationaliste en Italie au lendemain de la seconde guerre mondiale; pourquoi nous sommes en mesure de défendre aujourd'hui en France aussi le programme communiste intégral. Il n'y a pas là de mystère. Le fil qui nous a conduit des temps meilleurs de Lénine à la basse réaction d'aujourd'hui sans que nous ayons rien abandonné en chemin des principes révolutionnaires était la haine de l'opportunisme. Ce fil est assez solide pour nous conduire aussi sûrement jusqu'aux temps meilleurs encore de la future reprise révolutionnaire. Ce qu'on a dû subir après l'avoir prévu, après avoir essayé de toutes ses forces de le combattre, on l'a compris pour toujours, on ne l'oublie jamais plus. Mais le prolétariat de demain n'aura pas non plus oublié la leçon politique capitale que l'histoire lui a administré par la violence et dans le sang.*

# Bases pour l'adhésion au Parti Communiste Internationaliste

(*Programme Communiste*)

## I. — THEORIE

La doctrine du parti est fondée sur les principes du matérialisme historique et du communisme critique de Marx et Engels, qui ont été énoncés dans le *Manifeste Communiste*, *Le Capital* et leurs autres œuvres fondamentales, et qui ont formé la base de l'Internationale Communiste de 1919.

1. — Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, où elle se manifeste dans l'opposition d'intérêts et la lutte de classe du prolétariat et de la bourgeoisie dominante.

2. — Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'État bourgeois. Même quand il fait usage d'élections démocratiques et quelle que soit la forme de représentation qu'il comporte, il constitue toujours un organe exclusif de défense de la classe capitaliste.

3. — Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le mécanisme des rapports de production capitalistes dont son exploitation dérive sans détruire le pouvoir bourgeois par la violence.

4. — Le Parti de classe est l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus décidée de celui-ci, il unifie les efforts des masses ouvrières qui luttent pour des intérêts partiels et des résultats contingents en un combat général pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels de l'action, de diriger la classe ouvrière tout au long de la lutte, assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. — Après avoir abattu le pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'État et

en instaurant sa propre dictature. Il privera de tout droit et de toute fonction politiques les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, les organes du nouveau régime reposant exclusivement sur la classe productrice. Tel est le programme que le Parti communiste se propose de réaliser et qui le caractérise. C'est donc lui qui représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne.

6. — Seule la force de son Etat permettra au prolétariat d'intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en prenant toutes les mesures qui assureront la transformation progressive du capitalisme en une gestion collective de la production et de la distribution.

7. — Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toute la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité même de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira peu à peu pour laisser place à une administration rationnelle des activités humaines.

8. — Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le développement de l'économie capitaliste a été marqué par la constitution de syndicats patronaux tendant au monopole, et par des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, qui allèrent jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat. Dans le domaine politique, on constate un renforcement de la police, de l'armée et des formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, et encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois ; il s'agit tout au contraire de formes du capitalisme le plus développé, celui-ci exerçant le pouvoir et dirigeant l'Etat de façon plus directe et plus exclusive que dans le passé.

Ce processus exclut les prévisions pacifistes, évolutionnistes et progressistes sur le développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'affrontement de forces de classe adverses. Pour que le prolétariat puisse opposer au potentiel accru de l'ennemi des énergies révolutionnaires renforcées, il ne doit pas reconnaître comme sienne la revendication illusoire d'un retour au libéralisme démocratique et aux garanties constitutionnelles. Le Parti ne doit même pas l'admettre comme moyen d'agitation, puisqu'il doit en finir historiquement avec la pratique des alliances avec des partis bourgeois ou pseudo-ouvriers et réformistes, même pour des buts contingents.

9. — Les guerres impérialistes démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait qu'il est entré dans une période où son expansion, au lieu de signifier accroissement continu des forces productives, est conditionnée par des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, les classes dominantes étant parvenues à lui imposer la solidarité nationale et militaire avec l'un ou l'autre des belligérants. La solution historique opposée pour laquelle nous luttons est la reprise de la lutte de classe jusqu'à la guerre civile, à la destruction de tous les Etats bourgeois

et de toutes les coalitions internationales, par la reconstitution du parti communiste international comme force autonome, indépendante des pouvoirs politiques et militaires actuels sans aucune distinction.

10. — L'Etat prolétarien ne tire pas sa fonction de réorganisation sociale de sa conformité à un modèle constitutionnel quelconque, mais de sa nature révolutionnaire. L'exemple historique le plus achevé d'un tel Etat est, jusqu'à présent, celui des Soviets (Conseils de travailleurs) qui sont apparus dans la révolution d'octobre 1917 alors que la classe ouvrière s'armait sous la direction du parti bolchevique, qui se sont érigés en organes exclusifs du pouvoir, l'Assemblée Constituante ayant été dissoute, qui ont repoussé les attaques des gouvernements bourgeois étrangers et écrasé à l'intérieur la rébellion des classes vaincues, des couches petites-bourgeoises et opportunistes, alliés habituels de la contre-révolution dans les moments décisifs. C'est cette œuvre historique imposante, et non point leurs statuts internes, qui ont fait des Soviets un modèle de pouvoir socialiste.

11. — La réalisation intégrale du socialisme est inconcevable dans les limites d'un seul pays et la transformation socialiste ne peut aller sans succès et reculs momentanés. La défense du régime prolétarien contre les dangers toujours présents de dégénérescence n'est possible que si l'Etat ouvrier reste continuellement solidaire de la lutte internationale du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie, son Etat et son armée ; cette lutte ne saurait connaître de trêve, même en temps de guerre. Cette coordination ne peut être assurée que si le Parti communiste mondial (L'Internationale prolétarienne) contrôle la politique et le programme des Etats où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

## II. — TACHES DU PARTI COMMUNISTE

1. — La classe ouvrière ne pourra se libérer de l'exploitation capitaliste que par une lutte dirigée par un organe politique révolutionnaire : le Parti communiste.

2. — Pour le marxisme, l'aspect le plus important de la lutte politique est la guerre civile et l'insurrection armée par lesquelles une classe renverse le pouvoir de la classe dominante opposée et instaure le sien. Une telle lutte ne peut vaincre que si elle est dirigée par l'organisation du parti.

3. — Pas plus que la lutte contre le pouvoir de la classe exploiteuse, l'extirpation des structures économiques capitalistes ne peut se faire sans parti révolutionnaire : la dictature du prolétariat, qui est nécessaire pendant toute la période historique où se réalisera ce passage du mode capitaliste au mode socialiste de production, sera exercée ouvertement par le parti.

4. — Avant, pendant et après la lutte armée pour la prise du pouvoir, le Parti doit défendre et diffuser la théorie du mouvement ; il doit défendre et renforcer son organisation intérieure en diffusant la théorie et le programme

communistes et en agissant constamment dans les rangs du prolétariat, partout où celui-ci est poussé à la lutte pour ses propres intérêts.

5. — Non seulement le parti ne rassemble pas dans ses rangs tous les membres de la classe prolétarienne, mais il n'en constitue même pas la majorité. Il est l'organisation de cette minorité qui est parvenue collectivement à la maîtrise de la théorie et de la pratique révolutionnaires, autrement dit à la vision générale des buts du mouvement historique du prolétariat, considéré dans son extension mondiale et dans tout le cours historique qui sépare l'époque de sa formation de sa victoire finale. Le parti ne se forme pas sur la base de la conscience individuelle : il n'est pas possible que chaque prolétaire parvienne à la conscience et encore moins à l'assimilation culturelle de la doctrine de sa classe, pas plus que chaque militant pris à part, ni même que les chefs du parti. Cette conscience est le produit des rapports propres à une collectivité de parti inscrite dans la tradition révolutionnaire.

On doit donc rejeter toute conception faisant dériver la révolution d'actions individuelles ou au contraire d'actions de masse dépourvues de tout encadrement de parti. Quant au parti, c'est une fraction différenciée, un organe de la classe prolétarienne dont la fonction est de réaliser les tâches révolutionnaires de celle-ci sous tous leurs aspects et dans leurs phases successives, et non point un regroupement d'individus savants, inspirés ou conscients.

6. — Le marxisme a toujours énergiquement repoussé la théorie syndicaliste qui ne propose au prolétariat que des associations de métiers, d'industries ou d'entreprises et nie l'organisation politique, parce qu'il considère que de telles associations ne peuvent ni mener jusqu'au bout la lutte des classes ni à plus forte raison transformer la société. Incapable de faire face aux exigences immenses de la révolution sociale, le syndicat est cependant indispensable pour mobiliser le prolétariat sur le plan politique révolutionnaire. Cela n'est possible, cependant, que si le Parti communiste non seulement agit en son sein, mais le contrôle. Seuls peuvent être pénétrés par le Parti les syndicats dont la composition est purement prolétarienne, auxquels l'adhésion est volontaire, et qui n'imposent pas d'opinions politiques, religieuses ou sociales données à leurs adhérents. Tel n'est pas le cas des organisations confessionnelles ou à adhésion obligatoire, ou de celles qui sont devenues partie intégrante de l'appareil d'Etat.

7. — Le Parti ne formera jamais d'associations économiques excluant les travailleurs qui n'acceptent ni ses principes ni sa direction. Il constitue au sein des syndicats existants un réseau de fractions défendant son programme, non seulement dans les situations pré-insurrectionnelles, mais dans toutes les phases où il lui est possible de renforcer tant soit peu son influence. Il n'y a pas à vrai dire de situation révolutionnaire tant qu'il ne parvient pas à une liaison organique et continue avec les prolétaires encadrés dans les syndicats.

Mais même dans les périodes de passivité ouvrière, le parti doit prévoir et encourager l'apparition d'organisations à buts économiques immédiats qui

pourront être aussi bien des syndicats de métier, d'industrie, des conseils d'entreprise ou tout autre forme déjà bien connue, que des organisations absolument nouvelles. Le parti encourage toujours les formes d'organisation qui facilitent le contact entre les travailleurs de différentes localités et de différents métiers et leur action commune. Il repousse au contraire les formes d'organisation fermées.

8. — En toute situation, le Parti repousse à la fois la vision idéaliste et utopiste qui fait dépendre la transformation sociale de l'action d'apôtres et de héros ; la vision libertaire qui la fait dépendre de la révolte d'individus ou de masses inorganisés ; la vision syndicaliste ou économiste qui la confie à des organisations apolitiques, usant ou non de la violence ; la vision volontariste et sectaire qui ignore que la rébellion de classe surgit d'un enchaînement d'actions collectives bien antérieures à une claire conscience théorique et même à une volonté résolue d'action et qui, par suite, préconise la formation d'un petit parti d'élite isolé des syndicats prolétariens ou, ce qui revient au même, appuyé sur des syndicats excluant les non communistes. Cette dernière erreur, qui a historiquement caractérisé le K.A.P.D. allemand et le Tribunisme hollandais, a toujours été combattue par la Gauche marxiste italienne.

### III. — HISTOIRE DE L'OPPORTUNISME

Les raisons pour lesquelles notre courant s'est détaché de la Troisième Internationale ne peuvent être traitées sans référence aux différentes phases historiques du mouvement prolétarien.

1. — On sait que la Gauche marxiste italienne a repoussé la tactique dite de *Front unique politique* préconisée par la direction russe de l'Internationale Communiste. Il est cependant impossible, sous peine de tomber dans l'idéalisme ou dans des considérations mystiques, éthiques et esthétiques complètement étrangères au marxisme, de soutenir que dans toutes les phases historiques du mouvement prolétarien la même intransigeance s'imposait, qu'il fallait refuser *par principe* toute alliance, tout front unique, tout compromis. Bien au contraire, c'est exclusivement sur le plan historique qu'on peut résoudre les questions de stratégie et de tactique de la classe et de son parti. Pour cela, c'est le développement de la classe prolétarienne dans le monde entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste qu'il faut considérer, et non point ces particularités de temps et de lieux dont se nourrit la casuistique politique qui abandonne les questions pratiques à l'arbitraire de groupes ou de chefs.

2. — Le prolétariat lui-même est avant tout un produit de l'économie et de l'industrialisation capitalistes. Par conséquent, si le communisme ne peut naître des inspirations d'individus, de cénacles, de confréries, mais seulement de la lutte des prolétaires eux-mêmes, il a pour condition la victoire irrévocable du capitalisme sur les formes qui l'ont historiquement précédé, c'est-à-dire de la bourgeoisie sur l'aristocratie féodale et terrienne et sur les autres

classes qui ont caractérisé l'ancien régime aussi bien asiatique qu'européen, ou d'autres continents.

A l'époque du *Manifeste Communiste*, le développement de l'industrie moderne en était encore à ses débuts et ne se vérifiait que dans un petit nombre de pays. Pour accélérer l'éclatement de la lutte moderne des classes, il fallait inciter le prolétariat à lutter, les armes à la main, aux côtés des bourgeoisies révolutionnaires dans les insurrections anti-féodales ou de libération nationale. C'est ainsi que la participation des travailleurs à la grande révolution française et à sa défense contre les coalitions européennes, jusque pendant la phase napoléonienne, s'intègre dans l'histoire de la lutte prolétarienne, et ceci bien que dès le début la dictature bourgeoise ait réprimé féroce-ment les premières luttes sociales d'inspiration communiste.

En raison des défaites subies par les révolutions bourgeoises de 1848, cette stratégie d'alliance entre prolétaires et bourgeois contre les classes d'ancien régime reste valable, aux yeux du marxisme, jusqu'en 1871, puisque ce régime subsiste en Russie, en Autriche et en Allemagne et que l'unité nationale de l'Italie, de l'Allemagne et des pays de l'Est européen est une condition du développement industriel de l'Europe.

3. — 1871 constitue évidemment un tournant historique. La lutte contre Napoléon III et sa dictature est en effet dirigée contre une forme capitaliste et non point féodale ; elle est à la fois le produit et la preuve d'une mobilisation des deux classes fondamentales et ennemies de la société moderne ; bien qu'il voie en Napoléon un obstacle au développement bourgeois de l'Allemagne, le marxisme révolutionnaire se place immédiatement sur le front de la lutte anti-bourgeoise qui sera celui de tous les partis de la Commune, première dictature historique des travailleurs. A cette date, il n'est plus possible au prolétariat de choisir entre les partis ou les armées nationales en lutte, dans la mesure où toute restauration de formes pré-bourgeoises est devenue socialement impossible dans deux grandes aires géo-historiques : l'Europe jusqu'aux confins des empires ottoman et tsariste et l'Angleterre d'une part, l'Amérique du nord de l'autre.

#### A. — *L'opportunisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

Si l'on fait abstraction du bakounisme dans la Première Internationale et du soréliisme dans la Seconde, qui sont étrangers au marxisme, le révisionnisme social-démocrate représente la première vague opportuniste au sein du mouvement prolétarien marxiste. Sa vision était la suivante : la victoire de la bourgeoisie sur l'ancien régime une fois universellement assurée, une phase historique sans insurrection et sans guerre s'ouvre devant l'humanité ; le socialisme devient possible par évolution graduelle et sans violence, sur la base de l'extension de l'industrie moderne et grâce à l'augmentation numérique des travailleurs armés du suffrage universel. On tente ainsi (Bernstein) de vider le marxisme de son contenu révolutionnaire en prétendant qu'il a hérité l'esprit insurrectionnel de la bourgeoisie révolutionnaire et n'appartient pas

en propre à la classe prolétarienne. A cette époque, la question tactique de l'alliance entre partis bourgeois avancés et parti prolétarien revêt un aspect différent de celui qu'il avait dans la phase précédente : il ne s'agit plus d'aider le capitalisme à vaincre, mais d'en faire dériver le socialisme à l'aide de lois et de réformes ; plus de combattre sur les barricades des villes et dans les campagnes contre des menaces de restauration, mais seulement de voter ensemble dans des assemblées parlementaires. C'est pourquoi la proposition de conclure des alliances et de former des blocs, jusqu'à l'acceptation de postes de ministres par des chefs ouvriers, revêt désormais le caractère d'une déviation de la voie révolutionnaire. C'est pourquoi aussi les marxistes radicaux condamnent tout bloc électoral avec des partis non prolétariens.

## B. — *L'opportunisme en 1914*

5. — La seconde vague opportuniste s'abat sur le mouvement prolétarien lors de l'éclatement de la guerre de 1914. La plupart des chefs parlementaires et syndicaux, de forts groupes de militants, et dans certains pays le parti tout entier, présentent le conflit qui oppose les Etats nationaux comme une lutte susceptible de conduire à une restauration de l'absolutisme d'Ancien Régime et à la destruction des conquêtes de la civilisation bourgeoise, voire de l'économie moderne. En conséquence ils prêchent la solidarité avec l'Etat national en guerre, aussi bien dans le camp des puissances centrales (puisque la Russie du tsar se trouve alliée aux bourgeoisies avancées de France et d'Angleterre) que dans ce dernier camp (puisque'il s'oppose à la monarchie prussienne et austro-hongroise).

La majorité de la Seconde Internationale tombe ainsi dans l'opportunisme de guerre auquel très peu de partis échappent, parmi lesquels le parti socialiste italien. Bien pis, seuls des groupes et fractions avancés acceptent la position de Lénine qui, ayant défini la guerre comme un produit du capitalisme et non point d'un conflit entre celui-ci et des formes politico-sociales moins évoluées, en tire la conclusion que l'union sacrée doit être condamnée et que le parti prolétarien doit pratiquer à l'intérieur de chaque pays le défaitisme révolutionnaire à l'égard de l'Etat et de l'armée engagés dans la guerre.

6. — La Troisième Internationale naît d'une réaction historique dirigée à la fois contre le social-démocratie et contre le social-patriotisme. Dans l'Internationale Communiste, non seulement personne ne fait d'alliances avec d'autres partis pour l'exercice parlementaire du pouvoir, non seulement tous nient que le pouvoir puisse être conquis par des voies légales, même si c'est de façon « intransigeante » par le seul parti prolétarien, mais tous réaffirment sur les ruines de la phase idyllique du capitalisme, la nécessité de la violence armée et de la dictature.

Non seulement on ne conclut pas d'alliance avec les gouvernements en guerre — même s'il s'agit d'une guerre « défensive », persistant même dans

ce cas dans l'opposition de classe —, mais on tente d'engager l'action défaitiste à l'arrière du front pour transformer la guerre impérialiste des Etats en guerre civile des classes.

7. — La réponse révolutionnaire à la première vague de l'opportunisme avait été : aucune alliance électorale, parlementaire ou ministérielle pour obtenir des réformes. La réponse à la seconde était, depuis 1871 : aucune alliance de guerre avec l'Etat et la bourgeoisie. L'efficacité tardive de ces réactions empêcha le prolétariat de profiter du tournant et de la crise de 1914-1918 pour engager la lutte contre la guerre et pour la destruction de l'Etat bourgeois.

8. — Il n'y eut qu'une exception, il est vrai grandiose : la victoire d'octobre 1917 en Russie. La Russie était le seul grand Etat européen encore régi par un pouvoir autocratique et où les formes capitalistes de production n'avaient encore que peu pénétré. Le parti prolétarien n'y était pas numériquement puissant, mais il avait une tradition de fermeté doctrinale et s'était opposé dans la Seconde Internationale aux deux vagues successives d'opportunisme. En même temps il s'était montré capable de poser, dès 1905, les problèmes dérivant du développement simultané d'une révolution bourgeoise et d'une révolution prolétarienne.

En février 1917, ce parti lutte avec les autres contre le tsarisme, mais dans la phase immédiatement successive il est amené à combattre, non plus seulement le libéralisme bourgeois, mais l'opportunisme prolétarien passé ouvertement dans le camp ennemi, et il triomphe de l'un comme de l'autre. En outre, il est à l'origine de la reconstitution de l'Internationale révolutionnaire.

9. — La portée de cet événement formidable se condense dans des résultats historiques désormais irrévocables. Dans le dernier pays d'Europe situé hors de l'aire géo-historique de l'Occident, une lutte ininterrompue conduit au pouvoir un prolétariat dont le développement social n'était même pas achevé. Balayant les formes libérales-démocratiques de type occidental instaurées dans la première phase de la révolution, la dictature prolétarienne affronte l'immense tâche d'accélérer l'évolution économique, ce qui signifie à la fois dépassement des formes héritées de la féodalité sur la lancée de la révolution soviétique, et dépassement des formes capitalistes toutes récentes sur la lancée de la révolution européenne escomptée. La réalisation de cette tâche exigeait avant tout la victoire sur les bandes contre-révolutionnaires insurgées et les interventions suscitées par le capitalisme étranger. Mais elle exigeait aussi, non seulement la mobilisation du prolétariat mondial pour la défense du pouvoir soviétique et pour l'assaut direct aux pouvoirs bourgeois en Occident, mais encore l'extension de la lutte révolutionnaire aux aires habitées par les races de couleur, c'est-à-dire la mobilisation de toutes les forces capables de lutter par les armes contre les métropoles capitalistes blanches.

10. — Dans l'aire euro-américaine, la phase des blocs stratégiques avec des mouvements bourgeois de gauche contre les forces d'ancien régime était

close et avait laissé place à la stratégie de la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir ; mais dans les pays arriérés les partis prolétariens et communistes en formation ne dédaignèrent pas de participer aux insurrections d'autres classes anti-féodales, soit contre les hiérarchies locales, soit contre les colonisateurs blancs.

A l'époque de Lénine, l'alternative historique est la suivante : ou bien la lutte mondiale se termine par la victoire, c'est-à-dire par la chute du pouvoir capitaliste au moins dans une grande partie de l'Europe avancée, et alors l'économie russe se transforme à un rythme accéléré *en sautant* l'étape capitaliste et en se mettant rapidement au niveau de l'industrie d'Occident déjà mûre pour le socialisme, ou bien les grands centres de l'impérialisme se maintiennent, et alors le pouvoir révolutionnaire russe est contraint de se cantonner dans les tâches économiques de la révolution bourgeoise, accomplissant un effort de développement productif immense, mais de caractère capitaliste et non pas socialiste.

11. — Il était bien évident que seule une conquête rapide du pouvoir en Europe pouvait éviter la chute violente de l'Etat soviétique, ou son involution en Etat capitaliste dans un délai historiquement bref. Pourtant, après les graves secousses consécutives à la première guerre mondiale, la société bourgeoise se consolida rapidement, les partis communistes n'étant pas parvenus à la victoire, à l'exception de quelques tentatives rapidement réprimées. Cela conduisit les partis communistes à se demander par quelles manœuvres ils pourraient bien conjurer les influences social-démocrates et opportunistes qui continuaient à s'exercer sur de larges couches prolétariennes et qui, fournissant les conditions politiques de cette consolidation, apparaissaient comme mortelles pour la sauvegarde du pouvoir révolutionnaire russe.

Deux méthodes entrèrent alors en conflit : la première — celle de la Gauche marxiste italienne — considérait comme des ennemis déclarés les partis de la Seconde Internationale, qui continuaient ouvertement une campagne impitoyable à la fois contre le programme communiste et contre la Russie révolutionnaire, et elle les combattait sur le front de classe comme le détachement le plus dangereux de l'ennemi ; la seconde consistait à recourir à des expédients, à des « manœuvres » stratégiques et tactiques pour détourner vers le parti communiste les masses influencées par les partis sociaux-démocrates.

12. — Pour justifier ces dernières méthodes, on invoqua à tort et en déviant de la juste ligne théorique les expériences de la politique bolchevique en Russie. Là en effet, les offres d'alliance à des partis petit-bourgeois et même bourgeois étaient historiquement justifiées par le fait qu'en mettant tous ces mouvements hors la loi le tsarisme les contraignait à une lutte insurrectionnelle. En Europe au contraire, même quand elles étaient proposées seulement dans un but de pure manœuvre, les actions communes se développaient fatalement sur un terrain légalitaire, qu'il fût syndical aussi bien que parlementaire. En Russie, la phase de parlementarisme libéral avait été très brève, (l'année 1905 et quelques mois de 1917) de même que la reconnaissance légale du mouvement syndical. Dans le reste de l'Europe, au

contraire, un demi-siècle de dégénérescence du mouvement prolétarien avait fait de ces deux champs d'action le domaine par excellence de l'étouffement des énergies révolutionnaires et de la corruption des chefs prolétariens. La garantie que constituait la fermeté bolchevique dans les principes et dans l'organisation était une chose et celle que constituait, au dire de Moscou, l'existence d'un pouvoir révolutionnaire en Russie en était une tout autre car, du fait des conditions sociales dans lesquelles il s'était formé et du rapport de forces international, ce pouvoir était précisément l'organisme prolétarien le plus exposé (l'histoire ne l'a que trop démontré !) à renoncer aux principes et aux directives révolutionnaires.

13. — La gauche de l'Internationale (à laquelle appartenait l'immense majorité du Parti Communiste d'Italie avant que la réaction, favorisée essentiellement par l'erreur de stratégie, ne l'ait pratiquement détruit) soutint qu'en Occident il fallait absolument écarter toute alliance ou proposition d'alliance avec les partis socialistes et petits-bourgeois, en d'autres termes, le *front unique politique*. Elle admettait bien que les communistes devaient tendre à élargir leur influence sur les masses en participant à toutes les luttes économiques et locales, en appelant les travailleurs de toutes tendances à leur donner le maximum de développement, mais elle rejetait toute subordination de l'action du parti à celle de comités hybrides, même si cette subordination devait rester du domaine des déclarations publiques et être contredite par les directives intérieures aux militants du parti et les intentions subjectives des dirigeants.

Elle repoussa avec encore plus de vigueur la soi-disant tactique « bolchevique », avec le mot d'ordre et pis les désastreuses expériences de « gouvernements ouvriers », car il s'agissait tout simplement d'un retour à la voie parlementaire de prise du pouvoir et à la constitution de majorités hybrides avec des partis socialistes de diverses nuances. Tout cela n'avait rien à voir avec la situation russe de 1905 et la perspective de participation bolchevique à un gouvernement provisoire : un tel gouvernement n'aurait en effet pu naître que de la victoire de la *révolution* anti-tsariste, et non point, comme en Occident, de combinaisons parlementaires ; la perspective répondait au refus des bolcheviks de déduire du caractère *bourgeois* de la révolution russe la renonciation à une politique *prolétarienne* indépendante comme le faisaient les mencheviks ; au lieu de leur lier les mains, elle leur a au contraire permis de conduire douze ans plus tard une action indépendante, jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir et à l'élimination de ceux qu'ils considéraient, en 1905, comme des alliés possibles. Prétendre transposer cette stratégie dans des pays où l'Etat démocratique était en place depuis près d'un demi-siècle et où tous les partis non-communistes se plaçaient d'emblée sur le terrain du constitutionnalisme et de la lutte contre le prolétariat — à la différence des partis anti-tsaristes de la Russie de 1905 — était une absurdité pure et simple.

14. — Les résultats de la tactique appliquée par l'Internationale Communiste entre 1921 et 1926 furent négatifs, ce qui n'empêcha pas celle-ci de préconiser des solutions de plus en plus opportunistes, entre le III<sup>e</sup> et le

IV<sup>e</sup> Congrès International et les Exécutifs élargis de 1926. La méthode de l'Internationale Communiste consistait à changer de tactique en fonction des situations, analysées d'ailleurs de façon fantaisiste puisqu'on découvrait tous les six mois de nouveaux stades du capitalisme. Le révisionnisme de l'I.C. résidait au fond essentiellement dans ce volontarisme qui lui est commun avec tous les révisionnismes précédents. Les réformistes de 1900 raisonnaient déjà ainsi : la *situation* exclut désormais toute possibilité d'insurrection ; n'attendons pas l'impossible, travaillons pour des réformes concrètes en nous servant des moyens légaux, pour des conquêtes économiques en nous servant des syndicats. La faillite de cette méthode provoqua la réaction syndicaliste que constituait elle aussi un volontarisme, puisqu'elle substituait l'attaque brusquée de minorités audacieuses à la lutte politique de parti, prétendant forcer le cours révolutionnaire au jour J de la grève générale syndicale. De même, voyant que le prolétariat occidental ne passait pas à l'attaque contre l'Etat bourgeois, l'Internationale Communiste recourut à des expédients, qui bien entendu ne modifièrent ni la situation objective ni le rapport des forces, mais affaiblirent et corrompirent par contre l'organisation prolétarienne. La confusion entre le programme communiste de conquête révolutionnaire du pouvoir et l'appui ou la participation des communistes à des gouvernements « ouvriers » issus de majorités parlementaires, anéantit les effets de la restauration léninienne des principes révolutionnaires et désarma idéologiquement le parti prolétarien mondial, sans autres effets pratiques que la fin burlesque de l'expérience de Saxe et de Thuringe où deux policiers suffirent à venir à bout du chef communiste du gouvernement.

15. — La confusion introduite dans les questions d'organisation intérieure ne compromit pas moins les effets de la difficile sélection d'éléments révolutionnaires dans les divers pays et de leur délimitation d'avec les opportunistes. L'erreur consista à croire que des groupes social-démocrates de gauche arrachés aux vieux partis et intégrés aux partis communistes pouvaient constituer des effectifs dociles aux directives du centre révolutionnaire, alors qu'ils ne pouvaient qu'entretenir une crise permanente au sein de l'organisation communiste. Sous le prétexte de conquérir des groupes importants de travailleurs, on pactisa en réalité avec les chefs, bouleversant continuellement les cadres des partis communistes, modifiant la composition de leur direction jusque dans des moments de lutte active où la continuité organisationnelle s'imposait plus que jamais. Au lieu d'exiger l'adhésion individuelle aux diverses sections de la nouvelle Internationale qui, une fois constituée, devait fonctionner de façon stable et continue comme Parti mondial, on pratiqua des fusions avec des fractions et des groupes issus de partis opportunistes, mais qualifiés de « communistes », effaçant les frontières entre partisans et adversaires du communisme, brisant la continuité d'action des partis révolutionnaires et n'obtenant en conséquence que des échecs à l'échelle internationale. Face à toutes ces pratiques dissolvantes, la Gauche défendit toujours l'unité et la continuité de l'organisation communiste.

Le bouleversement de la structure des partis sous prétexte de « bolchevisation » constitua un sujet supplémentaire de divergence entre la Gauche et la direction de l'Internationale. En remplaçant l'organisation territoriale

du parti par un réseau de cellules d'usine, on restreignait en effet l'horizon politique de leurs membres, qui se trouvaient avoir le même métier et les mêmes intérêts économiques immédiats, et on empêchait la synthèse des diverses impulsions qui, dans des organisations de parti à composition sociale variée, s'effectue naturellement, favorisant leur dépassement dans une lutte générale, commune à toutes les catégories. Cette synthèse venant à manquer, le seul élément d'union était représenté par les instances supérieures, dont les représentants devenaient du même coup des fonctionnaires, avec toutes les caractéristiques négatives de l'appareil des vieux partis socialistes.

La critique de la Gauche marxiste italienne à cette pratique organisationnelle ne doit pas être confondue avec la revendication d'un retour à la « démocratie interne » et à de « libres élections » pour désigner les cadres du parti. Ce n'est en effet ni la démocratie interne ni les libres élections qui confèrent au Parti sa nature de fraction la plus consciente et la plus décidée du prolétariat et sa fonction de guide révolutionnaire. Or la divergence portait sur le déterminisme réel qui, dans la lutte de classe, fait que le parti conserve ou perd cette nature et cette fonction, c'est-à-dire la capacité de prévoir le danger de dégénérescence opportuniste et d'y faire face. La divergence était donc de principe.

16. — De telles déviations se sont vérifiées en Russie où, pour la première fois dans l'histoire, s'est posé le difficile problème de l'organisation et de la discipline intérieures du parti communiste parvenu au pouvoir et dont les effectifs avaient évidemment augmenté dans d'énormes proportions. Les difficultés rencontrées dans la lutte sociale intérieure pour une nouvelle économie et dans la lutte politique révolutionnaire à l'extérieur provoquèrent des contrastes d'opinion entre les bolcheviks de la vieille garde et les nouveaux adhérents. Le groupe dirigeant du parti avait dans les mains non seulement l'appareil de ce dernier, mais tout l'appareil d'Etat. Il fit prévaloir ses opinions ou celles des majorités qui se formaient en son sein, non pas à l'aide d'éléments déduits de la doctrine du parti et de ses traditions nationales et internationales de lutte, mais par des mesures étatiques contre les oppositions, et l'étouffement policier du parti. Toute désobéissance aux organes centraux du parti fut présentée comme un acte contre-révolutionnaire justifiant, outre l'expulsion, des sanctions pénales. Le rapport entre parti et Etat fut ainsi complètement faussé. Cela permit au groupe qui contrôlait l'un et l'autre d'imposer une série d'abandons successifs des principes et de la ligne historique du parti et du mouvement révolutionnaire mondial. En fait, le parti est un organisme unitaire dans sa doctrine et son action. L'adhésion à celui-ci impose des obligations impérieuses aux chefs et aux militants. Mais cette adhésion est volontaire, et elle ne doit jamais devenir le prétexte d'une contrainte physique quelconque ni avant, ni pendant, ni après la conquête du pouvoir. Le parti dirige seul et de façon autonome la lutte de la classe exploitée pour détruire l'Etat capitaliste. C'est également seul et de façon autonome qu'il dirige l'Etat du prolétariat révolutionnaire. Mais précisément dans la mesure où il est un organe historiquement transitoire, l'Etat ne peut intervenir contre des membres ou des

groupes du parti, sans que ce soit un indice de crise grave. Dès le moment où cette pratique prévalut en Russie, il se produisit un afflux au parti d'éléments opportunistes qui n'avaient d'autre but que de se procurer des avantages ou du moins de bénéficier de la tolérance du pouvoir. Pourtant ils furent acceptés sans hésitation, et au lieu d'un dépérissement de l'Etat, on eut un dangereux gonflement du parti gouvernemental.

Cela provoqua un tel renversement d'influences, que les opportunistes réussirent à éliminer les orthodoxes ; ceux qui trahissaient les principes révolutionnaires, à paralyser, à immobiliser, mettre en accusation et finalement condamner ceux qui les défendaient de façon cohérente et dont certains avaient compris, trop tard, que jamais plus le parti ne redeviendrait un parti révolutionnaire.

En fait, le gouvernement qui était aux prises avec la dure réalité intérieure et extérieure résolut les questions à la place du parti et il lui imposa ses solutions. Celui-ci, à son tour, eut beau jeu dans les congrès internationaux de les imposer aux autres partis, qu'il dominait et manœuvrait à son gré. C'est ainsi que les directives du Comintern devinrent de plus en plus éclectiques et conciliatrices à l'égard du capitalisme mondial. La Gauche italienne ne contesta jamais au parti qui avait conduit à la victoire la première révolution prolétarienne ses mérites révolutionnaires ; mais elle soutint que les contributions des partis qui étaient encore en lutte ouverte avec le régime bourgeois restaient indispensables. La hiérarchie qui devait résoudre les problèmes de l'action révolutionnaire dans le monde et en Russie devait donc, selon elle, être la suivante : l'Internationale des partis communistes du monde — ses différentes sections, parmi lesquelles la section russe — enfin le gouvernement communiste pour l'intérieur de la Russie mais sous les directives du parti. Autrement, le caractère internationaliste du mouvement et son efficacité révolutionnaire ne pouvaient qu'être compromis.

C'est seulement en respectant cette règle qu'on aurait pu éviter une divergence d'intérêts et de buts entre l'Etat russe et la révolution mondiale. Lénine lui-même avait bien souvent admis que si la révolution européenne et mondiale éclatait, le parti russe passerait non point à la seconde, mais au moins à la quatrième place dans la direction générale, politique et sociale, de la révolution communiste.

17. — Il n'est pas possible de dater exactement le début de la vague opportuniste qui devait emporter l'I. C. et qui est historiquement la troisième après celle qui avait paralysé l'Internationale de Marx et celle qui avait conduit la Seconde Internationale à une fin honteuse. Les déviations et les erreurs politiques, tactiques et d'organisation traitées aux points 11, 12, 13, 14, 15 et 16 précipitèrent en tout cas le mouvement communiste mondial dans un opportunisme total qui se manifesta dans son attitude à l'égard du fascisme et des gouvernements totalitaires. Ces formes apparurent après les grandes attaques prolétariennes qui, en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Bavière et dans les pays balkaniques, suivirent la première guerre mondiale. L'Internationale Communiste les définit comme une offensive patronale ten-

dant à abaisser le niveau de vie des classes travailleuses sur le plan économique, et comme une initiative politique visant à supprimer le libéralisme démocratique, qu'elle présentait, dans une formule d'un marxisme douteux, comme une ambiance favorable à l'offensive prolétarienne, alors que le communisme la considérait traditionnellement comme la pire arme de corruption du prolétariat. En réalité, le fascisme représentait la pleine vérification de la vision marxiste de l'histoire : la concentration économique non seulement mettait pleinement en évidence le caractère social et mondial de la production capitaliste, mais elle poussait celle-ci à s'unifier et la bourgeoisie à déclarer la guerre sociale au prolétariat, la pression exercée par ce dernier restant bien au-dessous de la capacité de défense de l'Etat capitaliste.

Les chefs de l'Internationale, au contraire, firent une grossière confusion historique avec la période de Kérénsky en Russie, qui n'entraîna pas seulement une grave erreur d'interprétation théorique, mais un inévitable bouleversement de tactique. On établit pour le prolétariat et les partis communistes une stratégie de défense et de conservation des conditions existantes, leur conseillant de former un front avec tous les groupes bourgeois qui soutenaient qu'il fallait garantir aux ouvriers certains avantages immédiats et ne pas priver les classes populaires de leurs droits démocratiques, se montrant par là bien moins décidés et perspicaces que les fascistes, et en tant que tels de bien piètres alliés. L'Internationale ne comprenait pas que le fascisme ou le national-socialisme n'avaient rien à voir avec une tentative de retour à des formes despotiques et féodales de gouvernement, ni même avec une victoire de soi-disant couches bourgeoises de droite opposées à la classe capitaliste plus avancée de la grande industrie ou à une tentative de gouvernement autonome de classes intermédiaires entre le patronat et le prolétariat. Elle ne comprenait pas davantage que, se libérant d'un parlementarisme hypocrite, le fascisme héritait par contre en plein du réformisme social pseudo-marxiste, assurant aux classes les plus déshéritées non seulement un minimum vital, mais une série de progrès dans le domaine de l'assistance sociale grâce à un certain nombre de mesures et d'interventions étatiques, prises bien entendu dans l'intérêt de la conservation du capitalisme. L'Internationale Communiste donna donc le mot d'ordre de la lutte pour la liberté, qui dès 1924 fut imposée au parti communiste d'Italie par le président de l'Internationale. Pourtant la presque totalité de ses militants voulaient mener contre le fascisme au pouvoir depuis quatre ans une politique autonome de classe et ils repoussaient le bloc avec tous les partis démocratique et même monarchique et catholique pour la défense des garanties constitutionnelles et parlementaires. Et c'est en vain que la gauche italienne avertit la direction de l'Internationale que la voie qu'elle empruntait (et qui aboutit finalement aux Comités de Libération Nationale !) conduirait à la perte de toutes les énergies révolutionnaires, exigeant que soit dénoncé ouvertement le contenu réel de l'antifascisme de tous les partis de la moyenne et petite bourgeoisie et des partis pseudo-prolétariens.

Par nature, la politique du parti communiste est offensive et en aucun cas il ne doit lutter pour une conservation illusoire de conditions propres au capitalisme. Si, dans la période antérieure à 1871, le prolétariat avait à lutter

aux côtés des forces bourgeoises, ce n'était pas pour conserver certains avantages, ni pour éviter un retour au passé devenu impossible, mais pour aider à la destruction totale de toutes les formes politiques et sociales dépassées. Dans la vie économique quotidienne comme dans la politique générale, la classe prolétarienne n'a rien à perdre et n'a donc rien à défendre : l'attaque et la conquête, tels sont ses seuls devoirs.

En conséquence, le parti révolutionnaire ne doit voir dans l'apparition des formes totalitaires du capitalisme que la confirmation de sa doctrine, et donc sa victoire idéologique intégrale. Il ne doit se préoccuper que du rapport réel des forces pour se préparer à la guerre civile révolutionnaire, rapport que seuls l'opportunisme et le gradualisme ont jamais rendu défavorable. Il doit faire tout son possible pour déclencher l'attaque finale, et là où il ne le peut pas, faire front, sans jamais lancer un « Vade retro Satana » aussi défaitiste que stupide, puisqu'il revient à mendier la tolérance et le pardon de l'ennemi

### C. — *L'opportunisme après 1926*

18. — Dans la Seconde Internationale, l'opportunisme se présentait sous des formes humanitaires, philanthropiques et pacifistes, atteignant son point culminant dans la répudiation de l'action armée et de l'insurrection et, pire encore, dans l'apologie de la violence légale des Etats en guerre.

Fait nouveau, dans la troisième vague de l'opportunisme, la déviation et la trahison de la ligne révolutionnaire se sont vérifiées jusque dans des formes de combat et de guerre civile. Mais même quand l'opportunisme veut faire prévaloir à l'intérieur d'un pays un gouvernement donné contre un autre au moyen d'une lutte militaire comportant la conquête de territoires et de positions stratégiques, la critique révolutionnaire reste la même que lorsqu'il organise des fronts, des blocs et des alliances dans des buts purement électoraux et parlementaires. Par exemple, la politique d'alliance de la guerre civile d'Espagne et du mouvement partisan contre les Allemands ou les fascistes pendant la seconde guerre mondiale représente sans aucun doute une trahison de la lutte de classe et une forme de collaboration avec le capitalisme, en dépit de la violence dont ils ont fait usage. Dans de tels cas, le refus du parti communiste de se subordonner à des comités unissant des partis hétérogènes ne doit être que plus décidé : quand on passe de l'agitation légale à la conspiration et au combat, il est encore plus criminel d'avoir quoi que ce soit en commun avec des mouvements non prolétariens. Il est inutile de rappeler que dans les cas de défaite, ces collusions se sont conclues par la concentration de tous les coups de l'adversaire sur les communistes, et, dans les cas de succès apparent, par le désarmement complet de l'aile révolutionnaire et la consolidation de l'ordre bourgeois.

19. — Toutes les manifestations d'opportunisme dans la tactique imposée aux partis européens et dans la politique intérieure russe ont été couronnées au cours de la seconde guerre mondiale par l'attitude de l'Etat soviétique à l'égard des autres Etats belligérants et par les directives imposées par Mos-

cou aux partis communistes. Ceux-ci n'ont pas refusé d'adhérer à la guerre, ni tenté de profiter de celle-ci pour entreprendre des actions de classe visant à la destruction de l'Etat bourgeois. Tout au contraire, dans une première phase la Russie conclut un accord avec l'Allemagne ; on décida alors que la section allemande ne tenterait rien contre le pouvoir hitlérien, et on dicta une tactique qui osait s'appeler « marxiste » aux communistes français, qui devaient dénoncer la guerre des bourgeoisies française et anglaise comme impérialiste et agressive et mener une action illégale contre l'Etat et l'armée de leur pays. Cependant, dès que l'Etat russe entra en conflit avec l'Allemagne et trouva donc intérêt à ce que les adversaires de celle-ci soient puissants, les partis de France, d'Angleterre, etc., reçurent des directives politiques opposées et l'ordre de passer dans le camp de la défense nationale, tout comme les socialistes de 1914 dénoncés par Lénine. Bien plus, on falsifia toutes les positions théoriques et historiques du communisme, en déclarant que la guerre des occidentaux contre l'Allemagne n'était pas une guerre impérialiste, mais une croisade pour la liberté et la démocratie, et qu'elle l'avait été dès le début, dès 1939, alors que la propagande pseudo-communiste était à ce moment dirigée tout entière contre les franco-anglais.

Il est donc clair que l'Internationale Communiste qui, à un certain moment, fut formellement liquidée pour donner des garanties supplémentaires aux puissances impérialistes, ne fut à aucun moment employée pour provoquer la chute d'un pouvoir capitaliste quelconque, ni même pour favoriser l'apparition des conditions d'une conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle servit uniquement à une collaboration ouverte avec le bloc impérialiste allemand, le bloc opposé ayant préféré se passer de son aide quand la Russie se rangea à ses côtés. On ne peut donc pas parler d'un simple opportunisme : il s'agit d'un abandon total du communisme, d'ailleurs prouvé par la hâte avec laquelle, en même temps que les alliances de la Russie, changeait sa définition de la nature de classes des Etats en guerre. Impérialistes et plutocratiques en 1939-40, la France, l'Angleterre et l'Amérique devinrent par la suite des représentants du progrès, de la liberté et de la civilisation, ayant en commun avec la Russie un programme de réorganisation mondiale. Ce tournant extraordinaire n'a pas empêché que, dès les premières dissensions de 1946 et dès les premiers conflits de la guerre froide, la Russie n'accable ces mêmes Etats sous les plus terribles accusations d'impérialisme.

Il ne faut donc pas s'étonner si, commençant par de simples contacts avec les social-traitres et les social-patriotes dénoncés la veille, continuant par les fronts uniques, les gouvernements ouvriers (renonciation patente à la dictature de classe) et même les blocs avec des partis de la petite-bourgeoisie, le mouvement de Moscou est tombé, pendant la guerre, dans un asservissement total à la politique des puissances « démocratiques » dont il a dû reconnaître lui-même plus tard qu'elles étaient non seulement impérialistes, mais aussi fascistes que l'Allemagne et l'Italie d'autrefois. Rien d'étonnant non plus qu'ainsi les partis révolutionnaires qui s'étaient réunis à Moscou en 1919-1920 aient perdu jusqu'au dernier reste de leur nature communiste et prolétarienne.

20. — La troisième vague historique de l'opportunisme réunit toutes les caractéristiques des deux précédentes, dans la mesure même où de nos jours le capitalisme se présente dans le monde sous toutes les formes propres à ses différents stades de développement.

Une fois la seconde guerre impérialiste terminée, les partis opportunistes, unis à tous les partis bourgeois dans les Comités de Libération nationale, participent également avec eux au gouvernement. En Italie, ils entrent même dans des cabinets monarchistes, renvoyant à des moments plus « opportuns » la question de la République. Ils répudient donc l'usage de la méthode révolutionnaire pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, préconisent une lutte purement légale et parlementaire, à laquelle toutes les poussées prolétariennes sont sacrifiées. Ainsi se boucle le cycle de l'opportunisme « communiste » par un retour à des formes substantiellement social-démocrates.

21. — De même que la Russie, appuyée par les partis communistes opportunistes des différents pays, avait lutté aux côtés des impérialismes, elle participa avec eux à l'occupation des pays vaincus, pour empêcher le soulèvement des masses exploitées, et sans perdre pour autant l'appui de ces partis. Tout au contraire, cette occupation à fins contre-révolutionnaires fut pleinement justifiée par tous les prétendus socialistes et communistes lors des conférences de Yalta et Téhéran. Toute possibilité d'attaque révolutionnaire des pouvoirs bourgeois, aussi bien dans les pays vainqueurs que chez les vaincus, fut ainsi anéantie. Cela confirma la position de la Gauche italienne qui jugeait impérialiste la seconde guerre, et contre-révolutionnaire l'occupation des pays vaincus, et avait prévu que la seconde guerre ne pourrait être suivie d'aucune reprise révolutionnaire.

22. — La Russie et les partis affiliés sont parfaitement cohérents avec leur passé contre-révolutionnaire quand, modernisant la théorie de la collaboration permanente entre les classes, ils proposent la coexistence pacifique entre Etats capitalistes et socialistes et leur émulation pacifique. La substitution de cette position à celle qui réduisait le conflit de classe à une prétendue lutte entre Etats socialistes et capitalistes est leur ultime injure au marxisme révolutionnaire. S'il ne déclare pas la guerre sainte aux Etats capitalistes, un Etat socialiste déclare et entretient au moins la guerre de classe à l'intérieur des pays bourgeois, dont il prépare théoriquement et pratiquement les prolétaires à l'insurrection. C'est la seule position conforme au programme des partis communistes qui dédaignent de cacher leurs opinions et leurs intentions (*Manifeste* de 1848) et préconisent ouvertement la destruction violente du pouvoir bourgeois.

Donc les Etats et les partis qui admettent, même seulement par hypothèse, la coexistence et l'émulation pacifiques entre Etats au lieu d'affirmer l'incompatibilité absolue entre les classes et de proclamer la nécessité de la lutte armée pour l'émancipation du prolétariat, sont des Etats capitalistes et des partis contre-révolutionnaires, et leur phraséologie dissimule seulement leur nature anti-prolétarienne.

La persistance de telles idéologies au sein du prolétariat retarde tragi-

quement toute reprise de classe et elles doivent être résolument dépassées pour que celle-ci puisse avoir lieu.

23. — L'opportunisme de la troisième vague est aussi le plus abject des trois, car il pêche dans la plus trouble des eaux, celle du pacifisme.

Pacifisme ; apologie de la guerre des Partisans ; de nouveau pacifisme, mais pimenté par la phraséologie anti-capitaliste de la guerre froide, et enfin pacifisme insipide, total de la coexistence du même nom : tous ces tournants se sont accompagnés d'autant de variations scandaleuses dans la définition des puissances anglaise et américaine : impérialistes en 1939, « libératrices » démocratiques du prolétariat européen en 1942, impérialistes à nouveau après la guerre, concurrentes pacifiques dans la compétition entre capitalisme et « socialisme » aujourd'hui. Les véritables marxistes savent, eux, que l'impérialisme américain a pris dès la première guerre mondiale la relève du « despote » anglais dans le rôle de principale garde blanche du monde, comme le montrèrent souvent Lénine et la Troisième Internationale dans la glorieuse période de la lutte révolutionnaire.

Inséparable du pacifisme social, le pacifisme tout court exploite incontestablement la haine des ouvriers contre les guerres impérialistes. Cela n'empêche que la défense de la Paix, qui est une propagande commune à tous les partis et à tous les Etats, bourgeois ou pseudo-ouvriers, est tout aussi opportuniste que la défense de la patrie. Les révolutionnaires doivent l'abandonner à l'O.N.U., qui repousse avec horreur la lutte des classes, mais n'est elle-même, comme la S.D.N., qu'une caverne de brigands.

En plaçant le pacifisme au-dessus de toute autre exigence, comme l'ont montré les khrouchtcheviens dans leur polémique anti-chinoise, les opportunistes d'aujourd'hui montrent non seulement qu'ils sont en dehors de tout processus révolutionnaire, non seulement qu'ils sont tombés dans une totale utopie, mais qu'ils n'arrivent pas à la cheville des Utopistes, Saint-Simon, Owen, Fourier, et même de Proudhon.

Le marxisme révolutionnaire rejette le pacifisme comme théorie et comme moyen de propagande, et subordonne la paix à la destruction violente de l'impérialisme mondial : tant que le prolétariat ne sera pas libéré de l'exploitation bourgeoise, il ne pourra y avoir de paix. En outre, il dénonce le pacifisme comme une arme de l'ennemi de classe pour désarmer les prolétaires et les soustraire à l'influence de la Révolution.

24. — Tendre la perche aux partis de l'impérialisme pour constituer des gouvernements d' « union nationale » est une pratique désormais courante de l'opportunisme, qui réalise cette aspiration à l'échelle internationale dans un gigantesque organisme supra-étatique, l'O.N.U. Tout le mensonge consiste à laisser croire que, pourvu que la guerre entre Etats soit évitée, la collaboration des classes pourra non seulement devenir une réalité, mais apporter ses fruits doux et sucrés à la classe ouvrière, l'Etat impérialiste et de classe se convertissant en instrument démocratique du bien public.

Ainsi, dans les démocraties populaires, l'opportunisme a installé des pouvoirs nationaux dans lesquels toutes les classes sociales sont représentées. Il prétend que, de cette façon, leurs intérêts opposés peuvent être harmonisés. En Chine, par exemple, où règne le bloc des quatre classes, le prolétariat, loin d'avoir conquis le pouvoir politique, subit la pression incessante du jeune capitalisme industriel après avoir fait les frais de la « Reconstruction Nationale » tout comme les prolétaires des autres pays du monde. Le désarmement des forces révolutionnaires offert à la bourgeoisie par les social-patriotes de 1914 et par les ministérialistes à la Millerand, Bissolati, Vandervelde, Mac Donald et Cie, fustigés et éliminés par Lénine et l'Internationale Communiste, s'estompe devant le collaborationnisme scandaleux et impudent des social-patriotes et des ministérialistes actuels. La Gauche communiste italienne qui, dès 1924, s'opposait au « gouvernement ouvrier et paysan » (mot d'ordre auquel on donnait le sens de « dictature du prolétariat », mais qui entretenait une équivoque fatale ou, pis, signifiait tout autre chose), rejette à plus forte raison la collaboration ouverte des classes que l'opportunisme d'aujourd'hui ne craint pas de préconiser ; elle revendique pour le prolétariat et son parti le monopole inconditionnel de l'Etat, la dictature de classe unitaire et *indivisible*.

#### IV. — ACTION DU PARTI

1. — Depuis sa naissance, le capitalisme présente un développement historique irrégulier, où alternent les crises et les périodes d'expansion économique intense.

Les crises sont inséparables du capitalisme qui, toutefois, ne cessera de croître et de s'étendre tant que les forces révolutionnaires ne lui porteront pas le coup final. Parallèlement, l'histoire du mouvement prolétarien présente des phases d'élan impétueux et des phases de repli provoquées par des défaites brutales ou de lentes dégénérescences pendant lesquelles la reprise révolutionnaire peut se faire attendre pendant des décennies. La Commune de Paris fut vaincue violemment et sa défaite ouvrit une période de développement capitaliste relativement pacifique pendant laquelle naquirent des théories révisionnistes ou opportunistes, dont l'existence même prouvait le repli de la révolution. La révolution d'Octobre a été vaincue au cours d'une lente régression qui culmina lors de la suppression violente de ceux de ses combattants qui avaient survécu. Depuis 1917, la révolution est la grande absente, et aujourd'hui encore la reprise des forces révolutionnaires ne paraît pas imminente.

2. — Pour le matérialisme historique, tandis que le développement de la technique, de l'économie et de la société capitalistes dans les divers pays, ainsi que leur extension au monde entier, procèdent d'une manière à peu près continue, l'évolution des forces de classe en présence dépend des vicissitudes de leur lutte historique, c'est-à-dire de leurs victoires ou au contraire de leurs défaites, qui proviennent toujours d'erreurs stratégiques ou tactiques. Les premiers chocs entre bourgeoisie et prolétariat remontent à 1789 ; puis il

y eut 1848, 1871, 1905, 1917, qui ont donné à la bourgeoisie l'occasion de fourbir ses armes contre le prolétariat dans la mesure même où son économie se développait.

Par contre-coup, le prolétariat, devant l'extension gigantesque du capitalisme, n'a pas toujours su employer son énergie de classe avec succès ; retombant après chaque défaite dans les filets de l'opportunisme et de la trahison, il restait éloigné de la révolution pour une période toujours plus longue.

3. — Le cycle des luttes victorieuses, des défaites, même les plus désastreuses, et des vagues opportunistes au cours desquelles le mouvement révolutionnaire se soumet à l'influence de la classe ennemie, constitue un vaste domaine d'expériences positives où mûrit la révolution.

Après les défaites, la reprise révolutionnaire est longue et difficile ; mais le mouvement, bien qu'il ne se manifeste pas à la surface, ne s'interrompt pas : il maintient, cristallisé dans une avant-garde réduite, les revendications révolutionnaires de classe.

Les périodes de dépression politique du mouvement révolutionnaire sont nombreuses. De 1848 à 1867, de la deuxième révolution parisienne à la veille de la guerre franco-prussienne, le mouvement révolutionnaire s'incarne presque exclusivement en Marx, Engels et un cercle restreint de camarades ; de 1872 à 1889, de la défaite de la Commune au commencement des guerres coloniales et au retour de la crise capitaliste qui mènera à la guerre russo-japonaise de 1905, puis à la guerre de 1914, l'intelligence de la révolution est représentée par Marx et Engels ; de 1914 à 1918, pendant la première guerre mondiale au cours de laquelle la Seconde Internationale s'écroule, c'est Lénine, avec d'autres camarades de quelques pays, qui assure la continuité et la progression victorieuse du mouvement.

En 1926, une nouvelle période défavorable à la révolution s'est ouverte, qui a vu la liquidation de la victoire d'Octobre. Seule la Gauche communiste italienne a su maintenir intacte la théorie du marxisme révolutionnaire et en elle seule a pu se cristalliser la promesse d'une reprise révolutionnaire. Durant la seconde guerre mondiale les conditions du mouvement ont encore empiré, tout le prolétariat adhérant à la guerre de l'impérialisme et du faux socialisme stalinien.

Aujourd'hui, nous sommes au fond de la dépression et on ne peut prévoir une reprise à bref délai du mouvement révolutionnaire. La longueur de la période de dépression que nous traversons correspond à la gravité de la dégénérescence ainsi qu'à la plus grande concentration des forces capitalistes adverses. La troisième vague opportuniste réunit les pires caractéristiques des deux précédentes, tandis que le processus de concentration capitaliste, qui fait la force de l'ennemi, est beaucoup plus poussé qu'après la première guerre mondiale.

4. — Aujourd'hui, malgré la dépression et la limitation des moyens d'action à sa disposition, le parti, suivant en cela la tradition révolutionnaire, n'entend pas renoncer à la préparation historique de la reprise du

mouvement de classe qui, plus formidable que toutes les précédentes, fera siens les résultats des expériences passées. Les restrictions à l'activité pratique n'impliquent pas le renoncement aux objectifs révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée dans certains secteurs, mais il entend faire face toutefois, dans la mesure du possible, aux diverses tâches de parti.

5. — L'activité principale, aujourd'hui, est le rétablissement de la théorie du communisme marxiste. Nous en sommes encore à l'arme de la critique. Le Parti ne présentera aucune théorie nouvelle, mais il réaffirmera la pleine validité des thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire, amplement confirmées par les faits et falsifiées et trahies par l'opportunisme pour couvrir ses retraites et ses défaites. La Gauche marxiste dénonce et combat les stalino-khrouchtcheviens et les maoïstes comme des révisionnistes et des opportunistes, ainsi qu'elle l'a toujours fait pour toutes les formes d'influence bourgeoise dans le prolétariat.

Le prolétariat est la dernière classe exploitée de l'histoire et aucun régime d'exploitation ne succèdera au capitalisme : c'est justement pour cela que la doctrine qui est née avec le prolétariat lui-même ne peut être ni modifiée ni réformée. Le développement du capitalisme de ses origines à aujourd'hui a confirmé et confirme les théorèmes marxistes énoncés dans les textes fondamentaux du Parti prolétarien. Les quarante dernières années n'ont rien apporté de nouveau, et tout ce qu'elles nous ont « appris », c'est que le capitalisme a la vie dure et qu'il faut l'abattre. Le point central de la position doctrinale actuelle du mouvement est donc le suivant : *aucune révision des principes originels de la révolution prolétarienne.*

6. — Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme. Il analyse, il confronte et commente les faits récents et contemporains, répudiant l'élaboration doctrinale tendant à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme pour expliquer les phénomènes.

Le même travail de démolition de l'opportunisme et du déviationnisme que Lénine a accompli (et défini dans *Que faire ?*) est toujours à la base de notre activité de parti, qui suit en cela aussi l'exemple des militants du passé pendant les périodes de recul du mouvement prolétarien et de renforcement de l'opportunisme.

7. — Bien que peu nombreux et n'ayant que peu de liens avec les masses prolétariennes, et d'ailleurs jalousement attaché à ses tâches théoriques, qui sont primordiales, le Parti, grâce à cette juste appréciation de ses devoirs révolutionnaires dans la période actuelle, évite de devenir un cercle de penseurs ou de simples chercheurs de vérités nouvelles, de « rénovateurs » par manque de mémoire, et refuse absolument d'être considéré comme tel.

Aucun mouvement ne peut triompher dans la réalité historique sans la continuité théorique, qui n'est que la conservation de l'expérience des luttes passées. En conséquence, le Parti dénie à quiconque se réclame du marxisme

la liberté d'élaborer (ou mieux élucubrer) de nouveaux schémas ou explications du monde contemporain. Aucun membre du Parti, fût-il intellectuellement le plus formé, n'a individuellement la liberté de développer des analyses, des critiques et des perspectives : le Parti défend en effet l'intégrité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science même du prolétariat, édifiée avec des matériaux séculaires, non par des penseurs, mais par l'histoire elle-même, se reflétant dans la conscience historique de la classe révolutionnaire et se cristallisant dans le parti révolutionnaire.

8. — Malgré le nombre restreint de ses adhérents qui répond à des conditions nettement contre-révolutionnaires, le Parti fait œuvre continue de prosélytisme et de propagande orale et écrite, il considère la rédaction et la diffusion de sa presse comme sa principale activité dans la phase actuelle, celle-ci étant un des moyens les plus efficaces (dans une situation qui nous en laisse peu) pour indiquer aux masses la ligne politique à suivre et pour diffuser de façon systématique et plus large les principes du mouvement révolutionnaire.

9. — Ce sont les événements, et non pas la volonté ou la décision des militants, qui déterminent l'ampleur de la pénétration du Parti dans les grandes masses. Bien qu'aujourd'hui cette activité ne soit qu'une petite partie de l'activité d'ensemble, le Parti ne perd aucune occasion d'intervenir dans les conflits de classe, sachant bien qu'il n'y aura pas de reprise tant que cette intervention ne se sera pas largement développée, et même, ne sera pas devenue la forme dominante d'action du Parti.

10. — L'accélération du processus dépend non seulement de causes sociales profondes, c'est-à-dire de crises historiques, mais du prosélytisme et de la propagande du parti, même avec les moyens réduits qui sont à sa disposition. Le Parti exclut absolument qu'on puisse stimuler ce processus par des manœuvres en direction des groupes, des cadres, des appareils de parti qui usurpent le titre de prolétariens, socialistes, communistes. Ces manœuvres qui constituaient toute la tactique de la Troisième Internationale lorsque la maladie contraignit Lénine à se retirer de la vie politique n'ont eu d'autre résultat que de la désagréger en tant que théorie et que force organisée, chaque « expérience tactique » faisant perdre au parti un peu de sa substance. Nous laissons donc au mouvement trotskyste et à la IV<sup>e</sup> Internationale le soin de revendiquer et de revaloriser de pareilles méthodes, qu'ils considèrent à tort comme communistes.

Revendiquant le déterminisme marxiste, la Gauche italienne a toujours nié que le parti pût conserver intacte son influence sur les masses au moyen d'expédients, et elle a toujours dénoncé cette théorie erronée comme une déviation des principes. Sur la ligne des expériences passées, le Parti s'abstient donc de lancer et d'accepter des invitations, des lettres ouvertes ou des mots d'ordre d'agitation en vue de constituer des comités, des fronts, des ententes avec d'autres organisations politiques, quelles qu'elles soient.

11. — Le parti ne se dissimule pas qu'une phase de reprise ne se traduira pas seulement par son propre développement autonome, mais par la renais-

sance d'organisations de masse. Bien qu'il ne puisse jamais être libre de toute influence ennemie et qu'il ait fonctionné bien souvent comme le véhicule de déviations profondes ; bien qu'il ne soit pas spécifiquement une arme révolutionnaire, le syndicat ne peut rester indifférent au parti qui ne renonce jamais volontairement à y travailler, ce qui le distingue nettement de tous les autres groupements politiques soi-disant « d'opposition ». Le Parti reconnaît qu'aujourd'hui, son travail syndical ne peut être mené que de façon sporadique ; cependant il ne renonce pas à pénétrer dans les organisations économiques, ni même à en conquérir la direction, dès le moment où le rapport numérique entre ses membres et ses sympathisants d'une part, les syndiqués d'une branche donnée de l'autre, lui sera favorable, du moins si le syndicat en question n'exclut pas statutairement toute possibilité d'action de classe.

12. — Le courant international auquel nous appartenons ne peut être caractérisé par son abstentionnisme électoral, bien que la « Fraction Abstentionniste » du parti socialiste italien ait eu la part prépondérante dans la fondation de la section italienne de la III<sup>e</sup> Internationale dont nous revendiquons la lutte et l'opposition à l'Internationale Communiste.

L'Etat capitaliste prenant de façon toujours plus évidente la forme d'une dictature de classe que le marxisme avait depuis le début dénoncée, le parlementarisme perd nécessairement toute importance. Les organes élus et les parlements de la vieille tradition bourgeoise ne sont plus que des survivances. Ils n'ont plus de contenu, seule subsiste la phraséologie démocratique, qui ne peut dissimuler le fait que dans les moments de crise sociale, la dictature de l'Etat est l'ultime ressource du capitalisme, et que contre cet Etat doit s'exercer la violence révolutionnaire du prolétariat. Dans ces conditions, le Parti se désintéresse des élections de toutes sortes et ne développe pas son activité dans ce domaine.

Le culte des individus est un aspect dangereux de l'opportunisme : il est naturel que des chefs vieilliss et usés passent à l'ennemi et tombent dans le conformisme, la règle n'ayant connu que de rares exceptions. C'est un fait d'expérience que les générations révolutionnaires se succèdent rapidement. C'est pourquoi le Parti accorde le maximum d'attention à la jeunesse et consacre le maximum d'efforts à recruter de jeunes militants et à les préparer à l'activité politique, en dehors de tout arrivisme et de tout culte de la personnalité.

Dans l'ambiance historique actuelle, qui non seulement est contre-révolutionnaire, mais risque de le rester longtemps, la formation de jeunes dirigeants capables d'assurer la continuité et la tradition révolutionnaires jusque dans un avenir lointain s'impose. Sans apport d'une nouvelle génération révolutionnaire, la reprise du mouvement est impossible.

# SOCIALISME ET SYNDICALISME

## DANS LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

### III

#### *Le Syndicalisme Révolutionnaire contre le Réformisme (1)*

*Marqué par l'anarchisme*

« Nous sommes les ennemis inconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat, et des amants passionnés de la culture de soi-même ». Cette déclaration faite par Pelloutier le 1<sup>er</sup> mai 1895, rappelle on ne peut mieux la nature anarchiste de l'idéologie qui régnait chez les syndicalistes fondateurs de la C.G.T. Cette déclaration de principe des dirigeants de la première organisation prolétarienne de masse n'est qu'une expression particulière des concepts de la petite-bourgeoisie révolutionnaire (2). Elle est individualiste et professe que chaque citoyen détient une parcelle de la sagesse sociale de la nation. Elle est fille de la raison parce qu'elle pense que la misère, l'oppression et le chaos de l'économie marchande sont les fruits de l'ignorance et de la superstition. Elle exècre l'autorité et l'Etat parce qu'elle les considère, non comme des formes historiquement nécessaires et que l'histoire éliminera, mais comme des excroissances monstrueuses et inutiles de la société humaine. Pour tous ces motifs, qui correspondent à la croyance en une antinomie éternelle entre « Bien » et « Mal » social, l'œuvre de ces premiers syndicalistes était axée principalement sur la *propagande des idées* et la *culture des individus*, qui constituaient tout à la fois le moyen et la fin de leur activité, la raison suffisante de leur volonté d'autonomie à l'égard du mouvement politique ouvrier.

---

(1) Le lecteur est prié de se reporter au n° 22 de notre revue pour le début de cette étude : 1 — *Cadre historique et social du mouvement ouvrier français* et aux nos 23 et 24 pour le second chapitre : *Le parti ouvrier et l'essor syndical*.

(2) L'origine et le milieu social des syndicalistes de l'école de Pelloutier confirment ce trait de leur psychologie : « Pelloutier représente bien la génération d'alors. Celle-ci n'était nullement marxiste... Paris ignorait le marxisme ; son élite (de l'artisanat ouvrier, NdR) pouvait frayer avec un bourgeois en rupture de ban tel que Pelloutier » (Dolléans ; op. cit.).

La principale contradiction de ce syndicalisme vient de ce que, par suite des circonstances historiques et sociales, cette idéologie de petits-bourgeois se trouvait transplantée, non plus dans des milieux restreints de travailleurs, mais dans un organisme *de classe* du prolétariat, c'est-à-dire dans un organisme dont l'existence même infirmait les principes de ses fondateurs. Qu'un individualiste convaincu comme Pelloutier, un ennemi décidé de l'autorité et donc du centralisme, un fanatique du rationalisme soit devenu le promoteur d'un mouvement qui suppose la primauté du collectif sur l'individuel, dont la force réside dans la supériorité du centralisme sur la dispersion et dont les principes sont déterminés par l'action, et non vice-versa, c'est en apparence paradoxal. Pour expliquer le fait, il faut se souvenir des conditions qui favorisaient l'infiltration des idées anarchistes dans la classe ouvrière française. Si la naissance d'un syndicalisme français est à rapporter à l'élimination partielle de ces conditions, le fait qu'elles ne l'aient jamais été totalement explique les caractères anachroniques du mouvement.

L'idéologie anarchiste est essentiellement la sublimation des illusions libérales de la petite-bourgeoisie, d'autant plus vives que la transformation capitaliste de l'économie a été plus tardive et moins complète. Comment, en France, ces illusions pouvaient-elles survivre en 1890 ? Tout simplement parce que le développement du capitalisme dans ce pays avait laissé subsister, aux côtés de la concentration manufacturière, souche de l'industrie moderne, d'innombrables métiers semi-artisanaux. Ces métiers, notamment ceux qui occupaient les travailleurs à domicile et, d'une façon plus générale, tous ceux dont les membres nourrissaient l'espoir de devenir un jour leur propre patron, facilitaient la diffusion de l'utopie anarchiste de la « libre association » car la condition de *détenteurs des moyens de production* qui caractérisait des catégories de travailleurs leur interdisait une vision prolétarienne de l'émancipation sociale : la *socialisation des moyens de production*. Ces catégories étaient d'autant plus ouvertes à la *phrase incendiaire* de l'anarchie que leur cloisonnement ne leur permettait d'autre action collective que la révolte sur la place publique. Par ailleurs, dans ces métiers, le niveau de culture générale était souvent plus élevé que chez les salariés industriels ; or, en l'absence d'un fort mouvement prolétarien, toute élévation du degré d'instruction d'un travailleur est facteur d'idéologie petite-bourgeoise.

L'implantation de l'idéologie anarchiste dans des branches entières de métiers s'explique donc aisément et sa diffusion est fonction de l'importance des métiers semi-artisanaux. On a déjà évoqué le cas de la Fédération Jurassienne dans la Première Internationale (3) et on a déjà dit quelles formules

---

(3) Autre illustration de ce fait : la composition sociale de la seconde commission de l'Association Internationale en France. Elle comprend : un tailleur (Verlin), un teinturier (B. Malon), un bijoutier (Combault), un doreur sur métaux (Mollin), un ciseleur (Landrin), un tailleur de cristaux (Humbert), un menuisier en meubles sculptés, un brossier (Granjon), c'est-à-dire essentiellement des « petits métiers » ou les métiers de luxe de Paris, à l'exclusion de tout salarié industriel (D'après Dolléans ; op. cit.).

et professions de foi anarchistes avaient servi de cri de ralliement aux militants hostiles à l'emprise du parti sur les syndicats. De même, ce sont surtout des arguments idéologiques contre la participation du *Parti Ouvrier* (4) aux élections que les libertaires et bakounistes ont fourni au mouvement syndical qui, dans la période des attentats anarchistes de 1892 et 1893, expression sublimée de l'exaspération et de l'impuissance des classes exploitées, prenait son premier essor.

Par la suite, aussi bien l'organisation exigée par la lutte syndicale que cette lutte même imposèrent au mouvement ses caractères propres et obligèrent ses chefs à « théoriser » les moyens tactiques employés. Ce furent notamment les *Bourses du Travail*, avec la structure d'organisation syndicale qui en dérivait, qui donnèrent ses traits dominants à la période d'essor du syndicalisme français qui va de 1895 à 1906 environ. Dans la seconde et dernière période, qui va jusqu'à la guerre de 1914, on assiste à une vigoureuse réaction de l'avant-garde ouvrière contre l'opportunisme croissant du parti socialiste et en particulier le « ministérielisme » (ou participation de socialistes au gouvernement). C'est dans leur développement historique que nous allons donc examiner les théories qui caractérisent le syndicalisme révolutionnaire français (5).

#### *Des Bourses du Travail aux « théories » du syndicalisme révolutionnaire*

Comme nous l'avons vu plus haut, la Fédération des Chambres syndicales a connu des jours difficiles, la médiocrité de ses résultats contrastant avec l'ambition du Parti ouvrier qui, tout comme les sections allemande et belge de l'Internationale socialiste, entendait contrôler les destinées des syndicats. En fait, c'est le mouvement des Bourses du Travail, vigoureusement impulsé par Pelloutier, qui devait l'emporter en France sur celui des Chambres syndicales. Les Bourses du Travail présentaient un gros avantage sur ces dernières : celui de grouper les salariés disséminés dans diverses professions sur une base territoriale, qui favorisait le dépassement du particularisme des syndicats de métier. Mieux placées que les syndicats pour diffuser les idées révolutionnaires, elles avaient en outre le mérite de répondre à des besoins immédiats impérieux. « Les Bourses, écrit Dolléans, attiraient les syndiqués

---

(4) « Les anarchistes de la Fédération Jurassienne, animés par James Guillaumes, avaient toujours été les ennemis de Guesde et ils le prouvèrent dès la parution de son journal « L'Egalité » (1876). Cependant, certains anarchistes, comme Jean Grave, avaient pris part au congrès de Marseille, quelques autres avaient assisté au congrès du Havre, où, pour repousser l'assaut des modérés, ils s'étaient joints aux socialistes. Mais ils concevaient un parti ouvrier exclusivement révolutionnaire et absentéiste ; en voyant le Parti accepter un programme électoral, ils l'attaquent avec violence » (A. Zévaès ; op. cit., p. 112).

(5) « Griffuelhès (le successeur de Pelloutier) a dit que la période de 1892-1900 est marquée par la réaction de la classe ouvrière contre l'influence déprimante de

par les services qu'elles leur rendaient : placement, caisse de secours et de chômage, enseignement ». A ces avantages d'intérêt capital en une époque qui ignorait toute législation sociale, tout système de prévoyance pour les salariés, s'ajoutaient, pour les militants syndicaux, la possibilité d'un contact étroit avec les travailleurs et les enseignements d'une expérience journalière. En outre, les bibliothèques ouvertes par les Bourses du Travail à des travailleurs encore avides de s'instruire, favorisaient le rayonnement des idées syndicalistes, mais c'est plus à l'efficacité immédiate de leur action que les syndicalistes durent leur succès auprès des ouvriers qu'aux mérites de doctrines fumeuses.

La rupture de Pelloutier avec l'anarchisme illustre bien le souci d'efficacité des promoteurs des Bourses, qui ne s'embarassèrent jamais de « principes » quelconques. La dynamique du mouvement était à ce point impérative que Pelloutier lui-même n'hésita pas à fouler aux pieds l'individualisme cher aux libertaires à l'intention desquels il écrivait : « En même temps qu'il travaille à l'affaiblissement de ses ennemis, à la désagrégation de la centralisation gouvernementale, le prolétariat doit accomplir la concentration de ses propres forces pour augmenter de plus en plus ses propres chances de victoire et hâter l'heure de la transformation sociale » (*Histoire des Bourses du Travail*, pp. 238-239). Nul, fût-il anarchiste, ne pouvait en effet prendre en charge l'organisation de la lutte ouvrière sans se convertir au centralisme, mais ce simple texte suffit à démontrer que la seule lutte immédiate et l'expérience acquise au cours de son organisation engendrent une conscience politique bien inférieure aux besoins de la révolution moderne. En effet, si Pelloutier revendique la centralisation de l'organisation ouvrière, il voit dans la décentralisation de l'Etat bourgeois un facteur favorable à la victoire ouvrière, ce qui était non seulement ignorer la tendance historique de cet Etat, mais rejeter toute l'expérience des révolutions antérieures, de la révolution jacobine notamment, qui dut son succès au *centralisme*. Pelloutier avait donc rompu avec les anarchistes en matière de *moyens d'action* et de *formes d'organisation* de la lutte ouvrière, mais il demeurait un des leurs en fait d'idéologie. Fermant délibérément les yeux sur les enseignements de la Convention et de la Terreur de 1793, il continuait à rêver d'une révolution sans contrainte et sans dictature : « La Révolution faite, écrivait-il à la fin du paragraphe cité, il n'y aura plus d'Etat, par conséquent plus de centralisation ».

Comme la lutte quotidienne des ouvriers pose constamment des problèmes d'orientation auxquels elle ne fournit pas par elle-même de solutions, la tendance syndicale créée par Pelloutier fut, au fur et à mesure de ses expériences, amenée à se donner une doctrine qu'elle ne possédait pas à l'ori-

---

l'action politique sur les syndicats et la période 1900-1910 par la réaction des syndicats contre les gouvernements radicaux et jacobins » (Dolléans ; op. cit.). Cette délimitation correspond sensiblement à celle que nous avons établie : la première phase est occupée par la rivalité idéologique entre socialisme et syndicalisme, et le triomphe du second ; la seconde période par un renforcement de cette rivalité, mais cette fois exclusivement due à l'attitude réformiste du parti.

gine. Faute de s'être ralliés au programme du socialisme, les syndicalistes qui pendant vingt ans s'étaient cru à la veille de la révolution, furent amenés à « théoriser » leur action ou, tout au moins, à la justifier en fonction de considérations générales : leur doctrine était donc essentiellement empirique. Griffuelhes, qui mieux que Pelloutier, tôt disparu, incarne l'esprit des dirigeants de la C.G.T., disait que l'action conduite par les syndicats n'avait jamais été « une manifestation se déroulant suivant un plan prévu d'avance ». Il se défendait, explique Dolléans, « d'être un théoricien ». Il se défiait, ajoutait-il, des formules inventées par les idéologues, il craignait ces formules qui « *dévient l'action et divisent les hommes* menant une lutte commune ». C'est peut-être là la caractéristique la plus saillante du militant ouvrier français de toute une époque : la défiance envers la théorie, l'utilisation de bribes de doctrine exclusivement dans la mesure où elles peuvent justifier la pratique adoptée. Tout, dans l'histoire du mouvement ouvrier français, contribuait à cette défiance : le vieux fonds défaitiste qui attribuait les échecs de 1848 et 1871 à l'intrusion d'idéologues bourgeois ; l'allemanisme ouvrieriste qui acceptait le parti, mais seulement comme instrument de propagande ; l'éclectisme de militants passés par toutes les écoles politiques, de l'anarchisme au socialisme... bref, toute une tradition qui peut être prolongée jusqu'aux cégétistes d'aujourd'hui pour lesquels, tout comme avant 1917, le but de la C.G.T. est « Bien-être et Liberté » et dont toute la science politique, forme dégénérée de l'empirisme de Griffuelhes, tient dans cette formule : *écartons tout ce qui divise, recherchons tout ce qui unit* (6).

Comment un mouvement qui affirmait les plus hautes ambitions révolutionnaires a-t-il pu se développer sans bases théoriques bien définies ? Cela ne peut s'expliquer que par le divorce qui s'était déterminé entre parti et syndicat : ses nombreuses batailles politiques détournaient le parti de sa tâche de combat dans les organisations économiques, absorbées de leur côté dans la lutte immédiate. Tout au long de cette époque de lutte entre monarchistes et républicains et d'ascension du radicalisme bourgeois, les différentes fractions de la classe dominante ne cessèrent de se compromettre alternativement dans des scandales politiques et financier, la gauche s'emparant de l'affaire Dreyfus, comme la droite du scandale de Panama. La réaction cléricale harcelait continuellement l'équipe au pouvoir de reproches sur son « libéralisme »

---

(6) Le jugement porté par Griffuelhes sur les *possibilistes* et les *allemanistes* éclaire bien l'utilitarisme étroit du leader de la vieille C.G.T. De ces tendances, d'où était sorti le réformisme que le syndicalisme révolutionnaire *allait combattre*, Griffuelhes dit : « Le travail fait par les syndicats animés de l'esprit allemaniste a permis plus tard de créer un mouvement autonome et indépendant. Sans la besogne des possibilistes qui créèrent la Bourse de Paris et sans celle des allemanistes, la Fédération des Bourses n'aurait pu être créée en 1892 » (Cité par Dolléans). Concernant l'influence des scissions socialistes sur le mouvement syndical, l'opinion de l'anarchiste Besnard a du moins le mérite d'une cynique franchise : « Si ces scissions, écrit-il dans *l'Encyclopédie anarchiste*, eurent pour conséquence de gêner considérablement le développement du syndicalisme, elles empêchèrent, par contre, un parti d'accaparer son action et de le mettre en tutelle ».

à l'égard des socialistes et des syndicats ouvriers. A peine légalisés, les syndicats faisaient l'objet de toutes sortes de pressions destinées à paralyser leur action ; le droit syndical était refusé aux fonctionnaires ; quantité de réformes purement bourgeoises demeuraient en suspens. Le syndicat avait à défendre son existence non seulement contre le patronat, mais contre l'Etat, et c'est dans cette lutte qu'il puisait ses inspirations. Absorbés par des besoins d'organisation, les militants se souciaient peu de questions de doctrine. La « doctrine » de la « grève générale expropriatrice » étant extrêmement vague et le « collectivisme socialiste » n'étant guère mieux élucidé par le parti, bien trop occupé à codifier sa tactique électorale et parlementaire, il pouvait sembler aux militants de l'époque que la voie à suivre résultait de l'expérience et non d'un programme pré-établi. Les théories et les doctrines étaient donc laissées à la « libre » opinion de chacun, et personne ne devait tenter d'en « imposer » une. Pour les syndicalistes de cette époque, leur mouvement était un « idéal » vers lequel convergeaient toutes les écoles politiques du mouvement ouvrier.

D'influence relativement faible si on pense au nombre des syndiqués, mais très important par ses positions politiques, le syndicalisme révolutionnaire ne pouvait pas ne pas susciter diverses interprétations.

Le théoricien *de fait* du syndicalisme révolutionnaire fut Sorel, dont nous ne pouvons ici que résumer la doctrine (7). Partant d'une critique du parlementarisme socialiste et profondément impressionné par l'œuvre syndicale de Pelloutier, Sorel en était arrivé à une conception de l'histoire et du mouvement prolétarien diamétralement opposée à celle de Marx. Pour le marxisme, la succession des modes de production et les bouleversements sociaux qui l'accompagnent proviennent de conflits entre les classes, qui se groupent en fonction de leur rôle dans la production et s'opposent en fonction des intérêts antagoniques qui en résultent. Dans la classe intéressée à la destruction du capitalisme, le prolétariat, le socialisme et le communisme expriment la conscience de ce processus historique et la volonté révolutionnaire de le clore en instaurant une société sans classes rendue non seulement possible, mais nécessaire, par tout le développement antérieur. Pour Sorel, cette vision de la société future n'est qu'une nouvelle édition, plus savante, plus « mystificatrice » de *l'utopie* révolutionnaire. A l'utopie, il oppose le *mythe* qui, sous sa plume, n'a pas un caractère péjoratif, puisqu'il stimule les masses et les porte à la violence collective, expression spécifique de la classe ouvrière à entretenir soigneusement comme telle.

Assez prisé chez les syndicalistes des autres pays (en Italie notamment), Sorel semble n'avoir eu que peu d'influence sur les militants révolutionnaires de la C.G.T. Ses seuls disciples se recrutèrent dans cette poignée de violents et de « saboteurs » que le Bureau Confédéral désayoua peu avant la guerre, et peut-être ignoraient-ils leur filiation, d'ailleurs. Quant aux dirigeants du syndicalisme révolutionnaire français, ils parlaient plutôt avec mépris de Sorel, Griffuelhes, par exemple, déclarant ne rien connaître de ses théo-

---

(7) On en trouvera la critique dans le n° 1 de Programme Communiste, 1957.

rics. Il n'en demeure pas moins que la seule justification théorique du syndicalisme révolutionnaire qui ait été tentée est le sorélisme. En admettant, comme on le faisait communément dans les milieux dirigeants de la C.G.T., que la révolution prolétarienne n'est rien d'autre qu'un idéal accrédité par une vague tradition révolutionnaire, on ne pouvait plus réfuter sa doctrine.

Si dans la première phase de son existence, le succès du syndicalisme s'explique par la faiblesse et la prétention injustifiée du parti, dans la seconde, c'est la dégénérescence opportuniste et la trahison de celui-ci qui lui fournit ses principaux atouts.

### *Le « ministérialisme » et la réaction des syndicats*

La seconde phase de l'histoire du syndicalisme révolutionnaire commence en 1906 au congrès d'Amiens où la C.G.T. affirma avec force son indépendance et son hostilité à la politique du parti socialiste. Pour comprendre les mobiles de cette manifestation qui rallia tous les éléments sains du mouvement syndical, il nous faut résumer les principales étapes du grand tournant qui amena le parti socialiste à la crise du « millerandisme » et à la réunification de ses tendances les plus disparates.

Au moment même où le mouvement syndical met sur pieds sa grande organisation unitaire, le socialisme français est en effet divisé en diverses fractions, les vrais marxistes et les vrais révolutionnaires n'étant qu'une minorité (8). Le drame de ceux-ci fut d'être contraints sous la pression des événements et des autres partis de l'Internationale, de fusionner avec les pires représentants de l'opportunisme électoral et de se corrompre à leur tour.

Pour la fraction de Guesde, une des tâches les plus difficiles était d'obtenir les réformes juridiques et économiques nécessaires pour l'organisa-

---

(8) A cette époque on ne compte pas moins de six partis ou fractions socialistes. Les voici avec un résumé de leurs caractéristiques :

1° *Le Parti Ouvrier français* de Lafargue et Jules Guesde.

2° *Le Parti Socialiste révolutionnaire* ou *Comité révolutionnaire central*, issu du blanquisme, composé d'émigrés de la Commune ; authentiquement révolutionnaire, mais partisan de « putsch » politiques et fortement imprégné des traditions nationales.

3° *La Fédération des travailleurs socialistes* : les « possibilistes » de Brousse, issus de la scission de 1882.

4° *Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire* : « allemanistes », issus du « possibilisme » ; ouvriéristes et partisans de la « grève générale révolutionnaire ».

5° *L'Alliance communiste*, issue de l'allemanisme et se situant à sa gauche.

6° *Les Socialistes indépendants*, véritables électoralistes prétendant « rester en dehors » des querelles des autres fractions. Jaurès en fut le représentant le plus brillant.

Entre ces fractions existe déjà une ligne de délimitation : le *Parti ouvrier* de Guesde, les *blanquistes* (parti socialiste révolutionnaire) et *l'Alliance communiste* sont CONTRE la participation ministérielle des socialistes ; les possibilistes, les indépendants lui sont favorables, tandis que les allemanites n'ont pas de position.

tion et la simple survie du prolétariat (9), mais tout autant pour la sauvegarde de la domination bourgeoise, même si la bourgeoisie répugnait au sacrifice. L'écueil était, comme dans tous les pays industriels, de tomber dans le réformisme, c'est-à-dire de considérer les réformes, non pas comme un moyen de vivifier la lutte prolétarienne et d'en clarifier les buts, mais comme une *fin* s'identifiant avec un socialisme pacifiquement imposé.

Le parti de Guesde avait dû se séparer des éléments qui prêchaient ouvertement un tel réformisme et préconisaient la lutte exclusivement pour les réformes « possibles ». Grâce à Guesde, inébranlable sur la question des principes, le parti était demeuré fermement opposé à cette déviation née en son sein. Il lui restait cependant à affronter de fortes secousses extérieures qui n'étaient pas des épreuves moins redoutables. A plusieurs reprises les cléricaux-monarchistes avaient laissé courir le bruit qu'ils se préparaient à des coups de force contre le gouvernement. La chose paraissait d'autant plus vraisemblable que les scandales successifs avaient davantage discrédité les équipes gouvernementales des « radicaux-opportunistes », suscitant de vives réactions de l'opinion publique. Pourtant, le danger de restauration n'existait plus : les classes qui avaient soutenu la monarchie pouvaient encore défendre quelques privilèges anachroniques (pour le clergé, par exemple, les monopoles de l'enseignement et de l'assistance publique) mais non faire rétrograder les formes capitalistes de production et les formes politiques correspondantes. En raison

---

(9) Un caractère marqué de la société capitaliste française en pleine décomposition politique avant d'avoir atteint son maximum de développement économique, et qui fait justice, entre mille autres exemples, de la « démocratie modèle » qu'on a voulu y voir, ce sont, d'une part les explosions sociales à caractère individuel ou collectif de cette période, de l'autre la profusion de violences, exactions et lois scélérates promulguées par les gouvernements de toutes couleurs politiques. A chaque initiative de la classe ouvrière, à chaque pas en avant du mouvement syndical, la répression s'abat sur les ouvriers, de même que lors de chaque scandale politique ou financier c'est encore à la répression que la bourgeoisie a recours pour masquer sa propre corruption. On se bornera à citer ici quelques cas. Le premier mai 1891 ont lieu de grandes manifestations ouvrières. A Fourmies, l'armée tire sur la foule : 12 morts, dont des enfants. L'effervescence est vive dans tout le pays. Un violent débat s'ouvre à la Chambre. Contre les interpellations et demandes d'enquête, les conservateurs et cléricaux, *pour la première fois*, votent pour le gouvernement radical qui prescrit... des poursuites judiciaires contre les socialistes. Le 15 avril, 1895 la Compagnie minière de Carmaux congédie un ouvrier qui avait été élu maire de la ville en tête de la liste socialiste aux élections municipales. Grève et état de siège. Le Président du Conseil, Loubet, « arbitre » en faveur de la compagnie. La grève se poursuit durant trois mois ; finalement, la compagnie cède et, en conclusion, Jaurès est élu député de la circonscription aux élections législatives. Le 8 décembre 1893, l'anarchiste Vailland lance une bombe dans l'hémicycle du Palais Bourbon. Première loi scélérate contre la liberté de la presse. Le socialiste J.L. Breton est inculpé pour avoir expliqué le geste de Vailland dans son journal. Le 24 juin 1894, Sadi Carnot est assassiné à Lyon ; seconde loi scélérate sanctionnant « toute propagande anarchique », « faite par un moyen quelconque ». Le 6 janvier 1895 Gerault-Richard est condamné à un an de prison pour avoir titré « A bas Casimir » (Casimir Perrier était alors président de la République). On pourrait continuer ainsi longtemps. Cette politique a duré jusqu'à la guerre, et même après, contre les communistes, et toujours avec la complicité des radicaux bourgeois.

de leur formation jacobine, nombre de socialistes n'en demeuraient pas moins extrêmement sensibles aux « menaces de la réaction », et c'est grâce à eux que le réformisme sentimental et humanitaire de Jaurès commença à contrebalancer l'orthodoxie marxiste de Guesde.

Ces deux courants expriment respectivement une conception authentiquement marxiste, quoique souvent ampoulée et scolastique dans l'expression, et une tendance révisionniste qui, bien que généreuse et combative chez Jaurès, n'en traduit pas moins les illusions politiques classiques des petits-bourgeois. Leur conflit prit à propos de l'affaire Dreyfus une gravité lourde de conséquences pour tout le mouvement. Les deux leaders, ainsi que leurs partisans respectifs, se trouvèrent d'accord pour dénoncer à cette occasion la décomposition des organismes militaire et judiciaire de la société bourgeoise, qui laissaient condamner un innocent sous prétexte d'espionnage, simplement parce qu'il était juif, mais ils n'accordaient pas la même importance à l'agitation à conduire : parfaitement orthodoxe, Guesde jugeait que la classe ouvrière n'avait pas à prendre parti dans un conflit entre deux fractions de la bourgeoisie (10). Jaurès, au contraire, épousait totalement « la cause de la justice » contre celle de l'iniquité et voulait mobiliser les travailleurs pour la réhabilitation de l'accusé, voyant dans cette campagne l'occasion de battre la réaction et les cléricaux, toujours menaçants, selon lui, et dressés contre la République (11).

Dans le déroulement des faits, l'erreur d'appréciation commise par la fraction de Jaurès devait faciliter l'évolution opportuniste du parti, en dépit

---

(10) La position de Guesde, courageuse et clairvoyante, une première fois contre les opportunistes du parti, une seconde fois contre Jaurès, mérite d'être rapportée. Aux premiers (Viviani, Jourde et Millierand) qui craignaient de compromettre leurs chances électorales en s'engageant dans la bagarre de l'affaire Dreyfus, il riposte : « ... Si le suffrage universel utilisé par le prolétariat doit aboutir à une simple question de réélection, de mandats à conserver, mieux vaut rompre avec la tactique parlementaire... ». (Quand à Roubaix, lors des élections qui suivent, le patronat fait campagne contre lui, l'appelant « Guesde-chômage », « Guesde-trahison », il fait afficher : « Qu'aucun patron, qu'aucun capitaliste ne vote pour moi ; je ne veux ni ne puis représenter les deux classes en lutte ; je ne veux et ne puis être que l'homme de l'une contre l'autre »). A Jaurès, Guesde, un peu plus tard, répondra dans le manifeste publié sur l'Affaire en juillet 1898 : « Les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur... Nous entendons bien qu'il y a des victimes et que c'est pour leur libération que, faisant appel aux plus nobles sentiments, on voudrait nous entraîner dans la bagarre. Mais que pourraient être ces victimes — de la classe adverse — comparées aux millions qui constituent la classe ouvrière et qui, enfants, femmes, hommes torturés dans les bagnes patronaux, passés au fil de la faim, ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leur organisation et leur lutte victorieuse pour se sauver?... C'est à elles et à elles seules que se doit le parti socialiste, le parti ouvrier, qui, après avoir arraché, comme il était nécessaire, son masque démocratique à l'anti-sémitisme et exposé en pleine lumière son vrai visage de réacteur, ne saurait, sans duperie, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre et s'égarer dans des redressements de torts individuels qui trouveront leur réparation dans la réparation générale » (Cité par Zévaès ; op. cit., p. 268).

(11) Sur ce point, comme le reconnaît Léon Blum dans ses *Souvenirs sur l'Affaire*, l'optimisme de Jaurès fit erreur. La plupart de ceux qui, au cours de l'Affaire, avaient

de toute la fermeté montrée par Guesde. Dans la conception marxiste l'éviction du féodalisme et les révolutions démocratiques sont des étapes nécessaires au plein développement de la dernière des luttes historiques de classe, la lutte moderne entre prolétariat et bourgeoisie. L'appui de la classe ouvrière à l'avènement de la démocratie bourgeoise est nécessaire quand celle-ci lutte révolutionnairement contre l'ancien régime. Quand elle a vaincu, le prolétariat n'a plus à l'« appuyer », mais à la combattre, car elle devient le principal obstacle sur le chemin de la révolution. Toute la difficulté est de définir le moment où l'appui à la démocratie bourgeoise cesse d'être stratégie révolutionnaire du prolétariat pour devenir trahison du socialisme. En France, après le massacre de juin 1848 et plus encore après la Commune de 1871, le prolétariat ne pouvait plus appuyer la démocratie bourgeoise à des fins socialistes. Pourtant, bien après cette date, le mouvement ouvrier français a vécu dans la crainte de la réaction monarchique, car en deux occasions le royalisme et le césarisme se trouvèrent à deux doigts de prendre le pouvoir. Dans de telles conditions, la tactique du parti prolétarien devait se subordonner aux conditions d'ensemble du développement économique et social et tenir compte du rapport de force réel entre les classes, plutôt que des vicissitudes immédiates. Seule l'exactitude de cette analyse pouvait préserver l'autonomie du parti ouvrier tant que la lutte entre républicains et monarchistes occupait encore la scène politique, masquant le cheminement souterrain des forces du capitalisme et de la République bourgeoise.

Durant toute l'Affaire, la menace d'un coup de force monarchique se profile derrière les polémiques, mais la révélation des faux sur lesquels s'appuyait l'accusation contre Dreyfus porte à la droite un coup dont elle ne se relèvera pas. On est alors en août 1898, et pour mettre un comble à la fureur de la réaction éclate une grève de vingt mille ouvriers du bâtiment qui, bientôt, gagne les travailleurs des chemins de fer. Des régiments bivouaquent dans les rues de Paris, tandis que des groupes de réactionnaires et de nationalistes, encouragés par la complicité du président Félix Faure et par la veulerie des radicaux, se livrent à des manifestations bruyantes en jouant aux préparatifs de coup d'Etat militaire. Le sang-froid s'impose d'autant plus que c'est manifestement là leur dernière manifestation de vie. Mais Jaurès, un des chefs socialistes les plus populaires, ne songe qu'à « défendre la République » contre la « réaction monarchique et cléricale ». Guesde, plus clairvoyant, résiste au mouvement qui porte ainsi le Parti aux côtés des républicains bourgeois. Il met l'occasion à profit pour faire le procès des positions pro-dreyfusardes de Jaurès et pour dénoncer l'opportunisme qu'elles en-

---

paru désertier les rangs de la bourgeoisie libérale pour rallier le socialisme, s'empressèrent, la bataille terminée et la victoire acquise grâce au concours populaire, de rallier leurs anciens partis. Jaurès le reconnut lui-même: « ...ceux que la mode nous a donnés, la mode nous les a repris, qu'elle les garde, ils vieilliront avec elle ». (Zévaès ; op. cit., p. 266). Mais malheureusement, et en grande partie grâce à Jaurès, la « mode » qui consistait à prendre parti pour une fraction de la bourgeoisie contre une autre fraction, ce fut le *parti socialiste* qui la « garda », et cela devait lui devenir bientôt fatal.

gendrent au sein du Parti (12). Mais lorsque les réactionnaires intensifièrent leur campagne et leur agitation, toutes les tendances du socialisme, y compris les possibilistes et les broussistes, avec lesquels le Parti de Guesde avait rompu quelques années plus tôt, se retrouvèrent côte à côte dans des regroupements de « défense » destinés à faire front à la réaction. Quand des énergumènes royalistes se livrèrent à des voies de fait sur la personne du président Loubet (l'homme qui lors des grèves de Carmaux les avait livrés à la vengeance de la compagnie minière !), tous les ouvriers manifestèrent en sa faveur, se faisant matraquer bien plus durement par la police que les énergumènes en question : résultat suprême du long travail électoral des socialistes !

Cette manifestation ouvrière au cri de « Vive la République ! », ce regroupement des réformistes et des marxistes sur le même front annonce déjà l'Union Sacrée à laquelle après quinze ans d'opportunisme croissant les socialistes — Guesde tout le premier — seront amenés, jusqu'à participer au gouvernement de guerre. En cet instant de 1898, il avait lui aussi subi l'entraînement fatal au front « contre la Réaction », bien que lors de l'entrée de Millerand au gouvernement il ait encore tenté de retenir le parti sur la pente de la collaboration, dénonçant prophétiquement le ministérialisme en ces termes : « J'affirme qu'un pareil état de choses, si l'on n'y mettait vite fin, amènerait la banqueroute irrémédiable du socialisme ».

Ce qui fait la gravité de la position de « défense de la République » prise par la fraction de Guesde lors des incidents politiques de 1898, c'est qu'elle la conduisit à renouer avec l'opportunisme possibiliste qu'elle avait toujours âprement combattu jusqu'alors. Sans même déterminer si la « menace contre la République » était réelle, les socialistes orthodoxes se rapprochaient ainsi des opportunistes dont ils s'étaient résolument et à juste raison écartés quelques années plus tôt. Ils ne pouvaient plus échapper aux conséquences d'un tel acte, qui devait étouffer pour longtemps dans le mouvement ouvrier français la flamme frêle mais vivace du socialisme marxiste.

En juin 1899 se constitue le cabinet Waldeck-Rousseau et, fait inouï et sans précédent dans l'histoire du socialisme, mais conséquence logique du désarroi du Parti socialiste français en 1898, le socialiste Millerand prend place aux côtés de Galifet, massacreur de la Commune, dans un gouvernement d'Union Nationale. Jaurès et ses amis sont favorables à cette participa-

---

(12) Répondant aux critiques de Jaurès, selon lesquelles l'attitude de Guesde inciterait les travailleurs à se « désintéresser » de l'affaire Dreyfus, Guesde disait : « Le Parti ouvrier a rappelé aux travailleurs leur devoir de classe, mais il ne leur prêchait pas le désintéressement ou l'abstention. La déclaration (du P.O.F., NdR) portait en toutes lettres : Préparez-vous à retourner contre la classe et la société capitalistes les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. Ce que nous voyions en effet dans l'affaire Dreyfus, c'était les hontes étalées qui atteignaient et ruinaient le régime lui-même. Il y avait là une arme puissante et nouvelle, dont on pouvait et dont on devait frapper toute la bourgeoisie, au lieu de mobiliser et d'immobiliser le prolétariat derrière une fraction bourgeoise contre l'autre » (Zévaès ; op. cité., p. 269, souligné par nous).

tion, si l'ex-blanquiste Vailland la dénonce violemment et Guesde accable le transfuge sous des foudres oratoires terribles mais désormais impuissantes : le principe de la « défense de la République » l'avait emporté sur celui de la lutte de classe au sein du socialisme français, puisqu'après la démission de Millerand Jaurès et ses partisans soutiennent le gouvernement radical Combes, sous le prétexte que les socialistes devaient appuyer sa politique anticléricale.

Pourtant, le contenu le plus clair de la victoire de la forme républicaine, c'était la promotion parlementaire et ministérielle de la petite-bourgeoisie, représentée par le parti radical qui, grâce à l'appui des socialistes, prenait la relève des vieilles dynasties politiques réactionnaires auxquelles le grand capital accordait jusque là sa confiance. Rompant avec les cliques royalistes, militaires et cléricales, mais s'assurant un personnel administratif et politique non moins féroce dans la répression et non moins sordide dans la corruption que le précédent, la bourgeoisie s'était enfin républicanisée. La République démocratique était enfin assise, mais au prix de l'asservissement du mouvement politique du prolétariat. La Seconde Internationale pouvait bien condamner de façon toute platonique le ministérialisme socialiste et Guesde les positions de Jaurès, le parti marxiste avait cessé de vivre en France. En 1904, ce sera la réunification des possibilistes aux millerandistes, de Guesde à Jaurès, modèle de ces « unités » fallacieuses dans lesquelles le mouvement ouvrier perd en force révolutionnaire ce qu'il croit gagner en puissance numérique.

Pour en revenir au syndicalisme révolutionnaire, le « millerandisme » n'eut pas pour lui des conséquences moins désastreuses, car Millerand s'efforça, par des faveurs officielles, d'attirer au gouvernement les dirigeants et militants syndicaux de l'industrie ou de l'administration. La corruption pénétra dès lors dans les Bourses du Travail, mais une réaction énergique se fit jour parmi les dirigeants de la C.G.T. qui lancèrent alors la formule « d'indépendance rigoureuse » des syndicats à l'égard des partis et des sectes. Jusque là apanage d'une tendance du syndicalisme, cette formule prit de l'importance et la force d'un principe général de tout mouvement syndical, rencontrant parmi les militants un écho qui constituait une *réaction de classe* indiscutable contre l'*opportunisme parlementariste*.

Ainsi se dessine la personnalité « apolitique » de la C.G.T., qui s'affirmera avec véhémence, puisque les dirigeants syndicalistes repousseront la motion de Renard, des Textiles du Nord, affirmant que les syndicats ne pouvaient se désintéresser de la législation sociale, ni donc de la composition du gouvernement et de la majorité parlementaire dont elle dérive et qui se prépare dans les élections. Finalement, c'est la résolution connue sous le nom de « Charte d'Amiens » qui fut adoptée et qui devait demeurer la bible du syndicalisme révolutionnaire.

### *Le « dada » de l'indépendance syndicale*

Une affirmation capitale de cette Charte règle les rapports entre parti politique et syndicat selon la conception syndicaliste révolutionnaire : « ...en-

tière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, *de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors* ».

Cette formule libérale exprime à la fois une réaction, saine en soi, contre la corruption parlementaire, et l'ingénuité de cette génération de syndicalistes qui espéraient obtenir des réformistes qu'ils s'engagent moralement à accepter, dans le domaine syndical, l'action directe qu'ils désavouaient en politique, et qui croyaient pouvoir exclure du syndicat l'opportunisme et l'arivisme par la seule vertu d'un article de code.

Le caractère illusoire de pareilles garanties ne pouvait apparaître immédiatement. La première raison en est que la défiance, d'ailleurs justifiée, à l'égard des politiciens petits-bourgeois était trop enracinée dans le mouvement ouvrier français pour disparaître à l'égard d'hommes politiques *prolétaires* dont il faudra d'ailleurs attendre vingt ans pour avoir, avec les Russes Lénine et Trotsky, des exemples — exemples inconnus en France d'hommes de parti qui étaient aussi des adversaires de la collaboration des classes et de véritables *destructeurs* de l'Etat. La seconde raison est que le danger de la déviation parlementariste lui-même était sous-estimé, le « millerandisme » semblant n'affecter qu'une minorité du parti, impression que l'intervention du Bureau de l'Internationale ne pouvait que confirmer. La troisième raison est enfin qu'en laissant aux syndicats la charge des revendications ouvrières et en se réservant la lutte parlementaire pour les réformes, les socialistes eux-mêmes accréditaient l'idée d'une *séparation* entre lutte économique et lutte politique.

Pour toutes ces raisons, le vice fondamental de l'indépendantisme syndical tel que le concevait la Charte d'Amiens échappait aux militants les plus avertis. Se préoccupant essentiellement de préserver le syndicat de l'influence de cadres éventuellement acquis au gouvernement, quitte à faire confiance à l'esprit de lutte des autres socialistes et à passer des accords limités avec eux, on passait à côté du vrai problème : l'unité de toutes les formes politiques et syndicales de la lutte prolétarienne. Les vantardises sur la maturité du syndicalisme passé de l'enfance à la majorité se réduisaient finalement à prétendre que selon qu'il agit dans le syndicat ou au-dehors, l'ouvrier se manifeste comme citoyen votant dans le cadre de la législation et de l'Etat bourgeois, « selon sa conception philosophique ou politique », ou comme révolutionnaire préparant la plus grande atteinte au droit capitaliste, « la grève générale expropriatrice » (13). Or les deux choses sont incompatibles !

La plateforme d'indépendance syndicale et de grève générale insurrectionnaliste permettait bien l'exclusion du socialisme marxiste, mais elle ne pouvait empêcher l'intrusion du réformisme parlementaire dans le mouvement syndical, l'intégrité de celui-ci ne dépendant pas de statuts quel-

---

(13) On ne peut mieux mettre en évidence ce caractère de *superstition démocratique* du syndicalisme révolutionnaire qu'en citant ce commentaire apologiste : « Non

conques, mais du rapport politique des forces de classe. A un certain degré de l'expansion du capitalisme, la bourgeoisie reconnaît qu'elle a intérêt à légaliser le syndicat, mais le réformisme ouvrier apparaît fatalement aussi, pour devenir une arme entre les mains de la classe dominante. En France, pour les raisons dites ci-dessus, l'opportunisme s'était tout d'abord emparé du parti ; pour les mêmes raisons, la colonisation du syndicat ne pouvait suivre immédiatement, non point en raison de sa force, mais tout au contraire de sa faiblesse car il ne mettait pas encore sérieusement en danger le patronat, s'il était capable d'inquiéter le gouvernement par sa propagande. La tentative de corruption des représentants syndicaux par Millerand était peu de chose à côté des moyens employés par la suite par les différents gouvernements pour venir à bout des syndicalistes-révolutionnaires (14), mais dans ce pays essentiellement « politique » qu'est la France, c'est finalement par l'adhésion politique du secrétaire général de la C.G.T. à l'Union Sacrée de 1914 que l'opportunisme s'empara officiellement du syndicat.

### *La C.G.T. et l'impasse du syndicalisme révolutionnaire*

L'indépendance syndicale n'a jamais été une réalité de fait, en ce sens que lorsque le mouvement syndical la posséda, il était encore faible, et que lorsqu'il prit le caractère d'une organisation de masse, ce qui ne se produisit qu'après la guerre, il avait perdu toute indépendance de classe. La *grève générale*, autre pilier de l'idéologie syndicaliste, ne vit pas davantage le jour, du moins pas de la façon dont la concevaient ses théoriciens, comme « moyen pacifique et légal... (de) hâter la transformation économique et assurer, sans réaction possible, le succès du quatrième état » (15). En Russie, elle a été le prélude de la révolution politique violente, non une pacifique expropriation des « patrons ».

---

seulement la Charte d'Amiens proclame la neutralité du syndicalisme vis-à-vis des partis, mais elle l'exige du syndiqué dans le syndicat... Elle place ainsi le producteur en première ligne, au-dessus du citoyen. Et c'est juste parce que le travailleur est une réalité de tous les jours, invariable dans son état comme dans ses désirs, tandis que le citoyen est une entité fugace. Le citoyen peut changer d'opinion... le travailleur reste semblable à lui-même » (P. Besnard ; *Encyclopédie anarchiste*, p. 401). La belle affaire que le travailleur soit toujours semblable à lui-même dans le bagne de l'usine s'il n'a pas la possibilité de confronter cette expérience empirique avec ce qu'on lui fait faire comme citoyen ! Or, confronter l'expérience empirique de l'exploitation avec la définition de ses causes sociales, n'est-ce pas transporter dans le syndicat les « opinions qu'il professe au dehors » ? Il serait plus honnête de dire simplement : les syndicalistes sont pour une seule conception générale dans les syndicats, c'est la leur ; ils ne tolèrent qu'une « philosophie », c'est l'idéologie anarchiste... même amendée.

(14) Il faudrait toute une chronique pour énumérer les cas de militants syndicaux dont le gouvernement s'est assuré, soit par la voie des concessions intéressant une catégorie — c'est le réformisme « mineur », celui des démarcheurs d'antichambres ministérielles — soit par le chantage, lorsque des dirigeants brisés par une grève avortée n'ont été réintégrés qu'en échange de leur soumission syndicale.

(15) Comme l'indiquait l'une des premières résolutions adoptées dans le mouvement syndical français en faveur de la grève générale, au congrès de Tours des Bourses du Travail (1892).

Il est indéniable que le « mythe » de la grève générale, tout teinté de l'utopisme des décennies précédentes qu'il ait été, a stimulé l'initiative et l'action de militants dévoués et intègres. La valeur d'une doctrine et d'une « école » politique du mouvement ouvrier — « le syndicalisme est une *théorie sociale nouvelle*, une *doctrine particulière* (Congrès d'Amiens) — ne peut pourtant se juger seulement à cela : elle doit être jugé sur sa capacité à réaliser l'organisation du prolétariat en classe — entreprise dans laquelle le Parti ouvrier avait finalement échoué, mais dans laquelle le syndicalisme révolutionnaire échoua tout autant, comme le prouve la crise de la décade 1914-1924, qui vit l'éclatement de la guerre impérialiste et la révolution russe d'Octobre.

Avant 1914, le prolétariat avait peu à peu perdu son ardeur révolutionnaire et, usant du suffrage universel, se contentait d'envoyer des socialistes au parlement. Le choc du premier massacre impérialiste et la victoire prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie ranimèrent cette ardeur. Mais alors que, dans de nombreux pays, des fractions socialistes de gauche se séparaient des dirigeants opportunistes, en France il n'est pas un seul chef ouvrier qui n'ait trempé dans la collaboration de guerre. Sans doute quelques syndicalistes révolutionnaires qui n'avaient cessé de défendre l'internationalisme prolétarien ont-ils eu le courage de combattre la vague chauvine qui emportait tout. Mais, en tant que mouvement, le syndicalisme révolutionnaire ne sut pas rester fidèle à sa tradition subversive quand le besoin s'en faisait le plus sentir : lors de l'éclatement de la guerre et de la révolution. Quelques-uns de ses militants rallièrent le camp de la révolution russe (non sans des défections lorsqu'il s'agit, non plus de *paix* à imposer, mais d'*assaut révolutionnaire* à préparer) ; l'organisation que des militants de la C.G.T. s'enorgueillissaient d'avoir soustraite à l'influence du socialisme de gouvernement resta étrangère et hostile à ce grand événement, le plus grand de toute l'histoire du prolétariat mondial.

Cette faillite de classe, le syndicalisme révolutionnaire la doit à sa contradiction fondamentale. Par définition, la lutte syndicale s'exerce à l'*intérieur* des rapports de production bourgeois et ne pose jamais par elle-même la question du pouvoir, tandis que la révolution politique est par excellence négation de l'économie fondée sur le salariat et destruction du pouvoir qui la défend. Au *syndicat* adhèrent tous les travailleurs poussés à la coalition par la défense immédiate de leurs conditions de salaire et de vie. Au *parti* viennent tous ceux qui ont déjà une conscience, au moins élémentaire, du rôle historique de la classe ouvrière et des conditions générales de son affranchissement. Le parti peut influencer le syndicat, lui communiquer sa vision universelle et historique, il ne peut se substituer à lui pour la lutte revendicative qui est une nécessité tant que dure le capitalisme. Le syndicat peut aider le parti, lui gagner, par l'expérience de la lutte quotidienne, les travailleurs politiquement moins avertis, il ne peut prendre sa place pour la propagande du programme de classe et la définition de la stratégie révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire entendait remplir les deux fonctions : celle du syndicat et celle du parti. Il s'efforçait de propager parmi les ouvriers la foi

révolutionnaire, se heurtant au faible développement du prolétariat français et au fait qu'il était, en grande partie, fermé à la vision du socialisme. En œuvrant tout de même pour le plus large groupement des exploités, il empêchait que la foi en question devint plus qu'une vague foi précisément, une doctrine cohérente de classe permettant de résister à la pression formidable de la bourgeoisie aux moments cruciaux de la guerre et de la révolution.

L'opinion des syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes sur la nature et le rôle de l'organisation qu'ils ont créée est une preuve manifeste de cette contradiction. Dès qu'il est toléré par la bourgeoisie, le syndicat lutte sur un plan légal et, dans la mesure où elle se contente de rechercher une répartition différente de la plus-value, cette lutte n'est pas encore une lutte de classe. Tout en utilisant toutes ses possibilités, les révolutionnaires s'efforcent de combattre en son sein l'illusion *légalitaire* selon laquelle la lutte revendicative par corporations suffit à l'émancipation du prolétariat. Ils se gardent bien de condamner toute entorse de la légalité par les ouvriers au cours de la lutte, et dénoncent les dirigeants qui, au nom de cette légalité, font obstacle au déploiement de toute l'énergie de classe. Mais ils n'ignorent pas que les travailleurs, *comme masse*, n'abandonneront le cadre légal qu'au moment où ils cesseront de revendiquer des améliorations économiques pour revendiquer le pouvoir et la transformation révolutionnaire totale de la société. Les syndicalistes révolutionnaires, aveugles à ces limites de la lutte et de l'organisation syndicales, la définissaient comme *l'illégalité en permanence* (16), mais la violence de la formule ne doit pas dissimuler l'étroitesse de la réalité. Dénonçant farouchement le réformisme envahissant, que faisaient-ils eux-mêmes, sinon s'enfermer dans le cadre de la société bourgeoise, luttant seulement pour grignoter, voire « abolir le bénéfice » patronal, variété eux-mêmes du réformisme ? De là le continuel déchirement entre leurs exigences révolutionnaires subjectives et les nécessités objectives de l'action de masse, l'opposition entre la pensée et l'action, le contraste entre certains éléments exaltés et irresponsables et les dirigeants conscients et sérieux, bref tout ce qui caractérise le syndicalisme révolutionnaire pendant son bref apogée.

De ces contradictions, il ne sortit jamais, et elles finirent par prendre une réalité « physique » dans le conflit des tendances et des groupes, et le

---

(16) « La C.G.T. est l'illégalité en permanence » disait Griffuelhes (Cité par Rosmer), et Merrheim, apostrophant les socialistes au congrès d'Amiens, s'était écrié : « Vous avez voulu faire du syndicat un groupement inférieur, *incapable de sortir de la légalité*. Nous affirmons le contraire. Il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire et il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes » (Cité par l'*Encyclopédie anarchiste*, p. 400). Mais « briser la légalité », « enfanter un droit nouveau », n'est-ce pas là des problèmes de pouvoir ? Quel type de pouvoir ? Quel droit substituer au droit bourgeois ? Voilà des points sur lesquels toute la littérature syndicaliste ne nous éclaire pas, si ce n'est par la formule de « libres associations de travailleurs » qui appartient tout à fait au droit bourgeois.

divorce entre la « théorie » appliquée par une coterie d'exaspérés, et l'organisation qui, épurée de ces derniers, se soucia bien peu de justifier doctrinalement une pratique toujours plus conformiste. Qui donc s'efforça de « théoriser » la grève générale et d'entretenir par des arguments « doctrinaux » la combativité des travailleurs ? Sorel, auteur à peu près inconnu d'une *Théorie de la violence*, que les dirigeants de la C.G.T. repoussaient avec véhémence comme n'étant des leurs ni par son origine, ni par sa formation. Qui appliqua avec cohérence (même sans la connaître) cette doctrine, en transformant les grèves en des actes de sabotage effectif des installations ? Une « minorité agissante » que le Bureau confédéral désavoua nettement (17).

Ainsi, à la veille de la guerre, les éléments hétérogènes qui constituaient le syndicalisme révolutionnaire tendent à se diviser. On a, d'un côté, des dirigeants qui comme Griffuelhes et Monatte sont essentiellement des empiristes, des militants syndicaux peu préoccupés de doctrines, et de l'autre les anarchistes, représentant la tradition utopique du mouvement français et les hervéistes, immédiatistes de la violence qui se prononceront, bien sûr, pour la violence de guerre quand en 1914 le moment en sera venu... Ceux qui incarneront la version syndicaliste de l'opportunisme faisandé du parti ne sortiront à la lumière que plus tard.

Que reste-t-il de ce mouvement qui, dix ans plus tôt, affrontait superbement le réformisme des socialistes de gouvernement ? Peu de choses et Rosmer en donne objectivement les raisons : « ...la formule sur laquelle elle (la

---

(17) A la veille de la guerre, en pleine agitation anti-militariste, les anarchistes accusèrent la C.G.T. de se dérober à sa tâche. De leur côté, les hervéistes, furieux phraseurs de l'anti-patriotisme, l'attaquent aussi car elle a dû renoncer, faute de forces suffisantes, à déclencher contre la loi du service militaire de trois ans, la grève générale. Il est visible que, dès cette époque, la C.G.T. s'essouffle. Comme l'écrit Rosmer, après 1909 « la C.G.T. n'avancait plus du même élan, elle n'exerçait plus la même attirance sur les mouvements ouvriers ». Il est difficile, sinon sous la forme d'une chronique fastidieuse, de suivre les vicissitudes de cette période, dont aucune n'est marquante : les tentatives ministérielles de corruption par personne interposée de la presse syndicaliste, les petits scandales intérieurs du Bureau confédéral, les rivalités sourdes qui s'y dessinent, etc. La vérité est que la volonté et l'extrémisme à vide ne peuvent longtemps tenir lieu de base théorique à une organisation de masse. Les syndicalistes ont gaspillé une quantité considérable d'énergie de classe, souvent sous des prétextes effarants, comme celui « d'entraîner » les ouvriers en vue de la grève générale. Leurs cadres conservaient une cécité étonnante en face de la situation réelle du mouvement, se leurrant eux-mêmes, en cercles fermés, sur les possibilités effectives de mobilisation révolutionnaire : « On croit dans les milieux syndicalistes de la C.G.T., écrit Dolléans, à une révolution proche, c'est-à-dire à « une catastrophe pouvant éclater demain et pour laquelle il faut se préparer aujourd'hui. Tout pour et par la grève générale ». En un certain sens, la mise au plont effectuée par Monatte (*Vie Ouvrière*, 5 août 1913) pour rejeter les critiques des « extrémistes » apportait un peu de clarté et témoignait qu'une nouvelle étape de l'évolution des syndicalistes de formation anarchiste au contact de la réalité de la lutte de classe était — au moins pour quelques-uns — en voie de réalisation : « Des années durant, les syndicalistes gardèrent le silence devant le tapage insurrectionnaliste de la *Guerre Sociale* (journal d'Hervé, Ndr) première manière. Ce silence a coûté cher au mouvement ouvrier. C'est lui qui permit à une confusion

C.G.T.) s'est constituée et a vécu est usée, parce que les hommes qui l'ont appliquée avec éclat sont, eux aussi, usés » (18). Mais Rosmer est aussi de l'école syndicaliste et ne peut admettre que, du moment où une formule flanche parce que ceux qui la représentent sont usés, c'est que cette formule n'a pas la valeur universelle et permanente qu'elle voudrait s'attribuer. Contre Pouget — un des co-fondateurs de la C.G.T., avec Pelloutier — Rosmer affirme que la C.G.T. a eu sa doctrine ; or Pouget avait dit : « Le but proposé par la déclaration de principe de la Confédération s'identifie donc avec l'idéal posé par toutes les écoles de philosophie sociale ; seulement elle le pose expurgé de toutes les superfétations doctrinales, de toutes les vues particulières aux sectes, pour n'en conserver que l'essence » (19).

Cette formule est la définition la plus exacte et la plus claire de l'idéologie syndicaliste. « L'idéal » de toutes les écoles de philosophie sociale est de nature petite-bourgeoise, et a été valable pour toutes les révolutions démocratiques. Ce que Pouget appelle les « superfétations doctrinales » ne sont en réalité que la traduction de ces révolutions en termes généraux d'idéologie ; en en conservant « l'essence », le syndicalisme révolutionnaire conservait en réalité la grande superstition qui les avait toutes animées, à savoir que l'humanité se transforme et s'améliore grâce à une progression et une sélection des idées, se proclamant lui-même le dernier mot de celles-ci.

Au contact du prolétariat et de sa lutte, certains éléments issus de la petite-bourgeoisie avaient trouvé un aliment nouveau à leur idéal de « progrès humain » ; ils s'étaient débarrassés de bien des préjugés, mais n'avaient pu renoncer à ce culte de l'Homme et de la Liberté, dont l'existence même du prolétariat est la négation ; voilà toute la raison de la faillite du syndicalisme révolutionnaire et de « l'usure » de ses militants.

(Au prochain numéro : « La C.G.T., l'Internationale et la guerre »)

---

fâcheuse de s'établir, non seulement dans l'opinion publique, mais dans l'esprit de beaucoup de camarades. Pendant plusieurs années, le syndicalisme et l'insurrectionnalisme sont apparus comme une seule et même conception... Les résultats sont là sous nos yeux : des gens fatigués, dégoûtés du mouvement et qui se sont jetés à l'écart ; d'autres qui ont cyniquement retourné leur veste (allusion à Hervé, qui devint ensuite patriote et jusqu'au-boutiste, (NdR)). Oui toute la démagogie hervéiste ne pouvait aboutir à autre chose. Mais il a fallu que nous vivions cette expérience jusqu'au bout pour en être convaincus... Elle ( la C.G.T.) n'a pas renié un pouce de l'idéal révolutionnaire du syndicalisme ni de ses méthodes. Ce qu'elle a répudié ce sont les coups de tête de l'insurrectionnalisme ; elle a saisi l'occasion de signifier qu'elle en avait assez des tranche-montagnes qui découvrent une situation révolutionnaire tous les quinze jours » (cité par Rosmer, *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, p. 34).

(18) Op. cit., p. 35.

(19) Reproduit dans Rosmer ; op. cit., p. 35 (souligné par nous).

## VERS L'INTERNATIONALE BABELISTE ?

On connaît l'attention qu'accorde à la question coloniale le groupe de la « Voie communiste ». Sur treize pages d'articles de fond, le numéro 36 (juin-juillet) lui en consacre neuf (Algérie, Cuba, Colombie, Pérou, Brésil, Moyen-Orient, Angola, Union Sud-Africaine et Antilles), contre un peu plus d'une à la « Paix », une aux relations sino-soviétiques, une aux vaticinations ABC Daires du P.S.U. (qui n'en mérite vraiment pas tant), et une demie seulement aux grèves, dont un quart seulement pour les mineurs.

Dans la correspondance, qui porte surtout sur cette même question, un lecteur approuve un article d'un numéro précédent qui, dit-il, « pose bien le problème de l'internationalisme aujourd'hui », et la citation qu'il en tire donne une assez bonne idée des perspectives de ce groupe : « trouver les moyens pratiques de faire prendre conscience aux prolétariats sur-évolués sur le plan économique mais en sommeil sur le plan politique, des pays d'Europe, de la nécessité de travailler en liaison intime avec les prolétariats sous-évolués des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, en vue de la révolution mondiale, et trouver les moyens pratiques d'organiser cette collaboration ».

Comme on sait quels espoirs ardents ces opposants à Khrouchtchev et à Thorez ont mis dans la « révolution algérienne » et surtout quelle valeur d'exemple a pour eux le castrisme, il est intéressant de voir comment ils ont encasé les deux coups durs du second trimestre : le ralliement de Castro à Khrouchtchev en mai, à Moscou, le début du passage de Ben Bella à la répression contre les « forces socialistes », le P.R.S., en juin.

D'autre part, comme ces opposants n'hésitent pas à se réclamer de la fi-

délité à l'appel essentiel de Marx « Prolétaires de tous les pays unissez-vous », il est intéressant d'examiner aussi comment ils apprécient la détérioration rapide des rapports russo-chinois prélude à la désagrégation irrémédiable du mouvement mondial prétendu communiste.

\*\*\*

Il nous faut citer presque entièrement l'article : « Cuba, Moscou les dangers d'un voyage ». Il en vaut la peine.

*« Pourquoi la révolution cubaine nous tient-elle à tous, tellement à cœur ? Pour deux raisons. Parce qu'elle a été le premier succès de la révolution en Amérique latine, secteur décisif, s'il en fut, pour l'avenir de la révolution mondiale. Et parce que l'esprit dans lequel elle s'est développée, jusqu'ici, est aussi proche que possible de celui dans lequel cherchent à travailler les militants communistes qui rejettent le stalinisme, mais refusent de se rallier à la politique krouchtchéviennne.*

*...Or le castrisme, la révolution cubaine, qu'on le veuille ou non, c'est Fidel pour le moment.*

(Le castrisme c'est Castro évidemment, on goûtera néanmoins le restrictif « pour le moment ». Nos démocrates croient, c'est logique, au rôle de l'individu et au rôle décisif de l'individu exceptionnel, du grand homme dans l'histoire, mais il ne veulent pas « tomber dans le Culte », NDR)...

*C'est lui qui les symbolise, à la face du monde entier. C'est lui qui les porte sur son dos. Rien de ce qu'il fait, par conséquent, ne peut nous laisser indifférent. Et qu'a-t-il fait, tout récemment ? Il est allé en U.R.S.S., chez les khrouchtchéviens.*

*Il les a honorés de sa présence pendant trente-huit jours (26 avril-3 juin),*

lui, l'homme de la Seconde déclaration de La Havane (4 février 1962), l'homme qui avec l'aide de Pékin, grâce à Pékin, avait su et pu tenir tête à Mikoyan, du 3 au 20 novembre 1962, sur la question de « l'inspection internationale » ; il leur a apporté sa caution à la veille des pourparlers qu'ils s'apprétaient à engager avec le P.C. chinois et au moment même où, non contents de travailler au rapprochement avec les partis de la IIème Internationale en Europe de l'Ouest, ils multipliaient les conciliabules avec Kennedy et s'employaient plus que jamais à jourvoyer les différents P.C. d'Amérique latine dans les impasses de la révolution par étapes, de la collaboration avec la bourgeoisie « nationale », du légalisme.

Mieux : choisissant d'oublier, ce qui s'était passé entre lui et les Soviétiques, l'année dernière, le numéro 1 de Cuba a renié dès le 24 avril, à la veille de son départ pour l'U.R.S.S., dans une interview accordée à la journaliste Lisa Howard, qui devait être diffusée le 11 mai aux Etats-Unis par la chaîne de télévision ABC, l'essentiel des propos qu'il avait tenus à Claude Julien deux mois auparavant au sujet de l'installation des fusées soviétiques à Cuba pendant l'été 1962 comme au sujet du comportement des Soviétiques pendant la crise de l'automne 1962 (voyez le Monde des 23 et 23 mars 1963) et qui exprimaient à n'en pas douter ce qu'il pensait pour de bon, ce qu'il pense toujours pour de bon, très probablement, au fond de lui-même ; (Ce qu'il dit, c'est pour de rire ! NdR) il a encore déclaré le 23 mai à Moscou que toutes les mesures prises en commun par les gouvernements soviétique et cubain à la veille et au cours de la fameuse crise avaient été correctes, puisque aussi bien elles avaient permis d'éviter à la fois l'invasion de Cuba et la troisième guerre mondiale ; et il a contre-signé, le 23 mai également une déclaration soviéto-cubaine où l'on trouve un peu de tout, certes, comme dans la Déclaration des « 81 » : de magnifiques paroles sur l'irrésistible élan révolutionnaire des peuples du Tiers monde et d'insistants rappels de la nécessité de considérer la lutte pour la paix et pour le désarmement comme la tâche primordiale à l'époque actuelle, mais qui par là même, autant que par le contenu de ses passages les plus « mous », est de

style et d'orientation typiquement khrouchtchéviens.

De toutes ces indications, faut-il donc déduire comme on ne s'est pas fait faute de le laisser lourdement entendre à Moscou, que Fidel s'est définitivement aligné sur le camarade « K » qu'il a pris le parti des Soviétiques contre les Chinois, qu'il s'est laissé enchaîner à leur char et même qu'il a « trahi » les Chinois ? Evidemment non.

Fidel, en premier lieu, ne saurait avoir « trahi » les Chinois pour l'humble raison que, quelle que soit la sympathie qu'ils lui aient inspirée, à la fin de l'année dernière, il n'a jamais pris leur parti.

Fidel, en second lieu, n'a jamais cessé d'éprouver depuis 1960, une réelle amitié pour le camarade « K » en tant qu'homme. (Sous-entendu, pas en tant que politicien, NdR).

Et l'on doit estimer qu'il est parfaitement sincère lorsqu'il en vante les « mérites ».

Fidel, en troisième lieu, a obtenu des Soviétiques pour prix des concessions de caractère surtout verbal qu'il leur a faites, des avantages très substantiels. Il a obtenu d'eux notamment, qu'ils s'engagent publiquement (bien que de manière encore quelque peu équivoque) à le couvrir pour de bon de leur bouclier nucléaire, et qu'ils cessent, surtout de tirer de scandaleux profits de l'aide qu'ils lui apportent en se décidant enfin à lui payer son sucre au cours mondial. (C'est nous qui soulignons, P.C.)

Fidel, en quatrième lieu, n'a pas cédé sur les principes, en dernière analyse, puisqu'il n'a pas renié, au contraire, la charte du castrisme à l'échelle de l'Amérique latine, la Seconde déclaration de La Havane, un texte dans lequel les Chinois ont vu à juste titre l'un des plus beaux effets du souffle révolutionnaire qui soulève en ce moment le Tiers monde, et qu'ils n'ont manqué de traduire eux-mêmes dans toutes les langues et de diffuser à leurs frais dans tous les pays du monde pour faire pièce au révisionnisme des dirigeants du Kremlin.

Khrouchtchévien pour tout dire, Castro l'est peut-être devenu sur le papier, (Non pas sur le papier, mais sur le mausolée de Lénine. O léninisme, que de crimes on commet en ton nom ! P.C.) depuis qu'il est allé en U.R.S.S., au regard des affaires qui concernent l'ensem-

ble de la planète, mais... à l'exception de celles qui concernent son propre théâtre d'opération : l'Amérique latine.

Qui oserait, dès lors, lui jeter la pierre ? Qui ne serait prêt, dès lors, à lui pardonner ses sentiments personnels pour le numéro 1 de l'Union soviétique d'aujourd'hui ?

...A moyen terme, la révolution à Cuba est condamnée si elle ne « prend » pas sur le continent latino-américain (au Venezuela par exemple, ou en Colombie) : condamnée soit à périr sous les coups de l'armée des Etats-Unis ainsi que le désirent les plus bêtes des politiciens de Washington, soit, plus probablement, à pourrir sur elle-même pour donner lieu à quelque nouvelle variété de socialisme bureaucratique, ainsi que l'espèrent les 2 « K » Khrouchtchev et Kennedy, quoique pour des motifs assez différents. Mais à court terme, c'est l'inverse : c'est la révolution sur le continent latino-américain qui est condamnée, si elle meurt à Cuba. Nous en sommes arrivés, autrement dit, à un moment critique, dans cette zone critique de la lutte générale, pour en finir avec l'impérialisme et avec le capitalisme. Et Fidel l'a perçu.

Le voilà coincé entre un Kennedy très malin, d'autant plus malin que Khrouchtchev lui donne les « trucs », et un Khrouchtchev bien décidé à mettre la révolution en Amérique latine au pas du plan de développement de vingt ans de l'Union soviétique, d'autant plus décidé à le faire que Kennedy ne rêve que de l'y aider. Le voilà pris, Fidel, entre les deux « K », qui, sur tous les continents, courtisent les mêmes sortes de gens : les dirigeants des partis dits socialistes en Europe de l'Ouest, les représentants des bourgeoisies dites nationales dans le Tiers Monde et les bureaucrates révisionnistes (pour l'extérieur) et sectaires (pour l'intérieur) dans les pays socialistes. Le voilà obligé de louvoyer entre un adversaire et un protecteur qui se sont mis d'accord (tacitement ou secrètement, peu importe) : a) pour « neutraliser » la révolution cubaine, pour la « désamorcer », pour l'« assagir », pour lui faire perdre chaque jour un peu plus de son éclat et de sa virulence, de sa puissance d'attraction, pour la mettre en cage ; b) pour favoriser dans toute l'Amérique latine l'ascension de jeunes bourgeoisies industrielles et commerçantes aux dépens de la vieille classe des grands propriétaires fonciers, pour les aider à désarmer leurs bandes de gue-

rrillers d'inspiration castriste, en menant à bien des semblants de réformes agraires.

De deux choses l'une, dans ces conditions : ou Fidel, ralliant les Chinois, dénonce le révisionnisme des dirigeants soviétiques, au nom des intérêts supérieurs de la révolution dans l'ensemble de l'Amérique latine, et Moscou lui coupe les vivres, la révolution cubaine a vécu ; ou il épouse les points de vue des dirigeants soviétiques, au nom des intérêts immédiats de la révolution cubaine, et c'est le développement de la révolution dans l'ensemble de l'Amérique latine dont dépend l'avenir de la révolution cubaine, qu'il compromet. Voilà le dilemme.

Pour y échapper, Castro n'a eu d'autre choix que de jouer les acrobates. (C'est le plus brillant, en effet, de l'International Khrouchtchev Circus, NdR.)

C'est-à-dire de donner assez de gages aux Soviétiques pour qu'ils continuent à permettre au castrisme de survivre à Cuba, mais assez peu pour que le castrisme, à l'échelle du continent latino-américain, garde toutes ses chances.

Ce sport, toutefois, ce sport dont Fidel ne s'est pas mal tiré, jusqu'ici, est dangereux. Comment ne pas voir, en effet, que les P.C. d'Amérique latine, qui sont pratiquement tous d'obédience khrouchtchévienne, à l'exception du P.C. du Venezuela (et encore, il faudrait voir) et du P.C. bis du Brésil, comment ne pas voir que ces P.C. férocelement réformistes vont exploiter le voyage de Castro à Moscou contre les castrismes constitués ou potentiels qui leur font déjà ou menacent de leur faire une redoutable concurrence ?

Ces P.C.-là, bien sûr, ne sauraient arrêter la roue de l'histoire. Mais ils peuvent beaucoup pour en freiner le mouvement ainsi qu'ils l'ont déjà prouvé à de multiples reprises. Car ils n'ont peur de rien, pas même de révéler à l'ennemi de classe les noms des chefs révolutionnaires avec lesquels ils ne sont pas d'accord, sous prétexte d'en stigmatiser « l'aventurisme », ainsi qu'en témoignent les faits rapportés dans l'article sur la Colombie que l'on trouvera ci-dessous...

...Jamais, à vrai dire, les pratiques politiciennes, au sens péjoratif du terme, (il doit y avoir un sens dithyrambique du terme, NdR) des dirigeants soviétiques n'étaient apparues sous un jour aussi cru qu'à l'occasion du récent voyage de Castro à Moscou. Et s'il est un biais par lequel cela n'a pu échapper à personne,

c'est bien dans la manière dont le camarade « K » a cherché à tirer profit de chaque sourire de son hôte pour renforcer sa propre position tant à l'intérieur, contre ses opposants réels ou virtuels, qu'à l'extérieur, contre les Chinois.

Ici, nous tomberons d'accord avec l'auteur : c'est bien le sens qu'avait la présence de Fidel au défilé du premier mai : avec K. contre Mao. Mais si on veut en saisir toute la valeur il faut rappeler le chantage au ralliement aux thèses chinoises que Castro avait exercé contre les Russes pendant tout le premier trimestre de cette année. Le plus bel exemple en est le discours qu'il prononça à La Havane à l'occasion du congrès des femmes de toute l'Amérique (publié dans le n° 9, mars-avril 1963, de *Partisans*).

« Il y a des théoriciens assez farfelus pour affirmer que le passage du capitalisme au socialisme s'est fait à Cuba par des moyens pacifiques. Cela revient à nier que des milliers et des milliers de combattants soient tombés sur notre sol (...) Il nous a fallu combattre et sans cela, il n'y aurait pas eu de « passage » du tout dans notre pays (...) Nous croyons avoir le droit de dire au moins notre vérité historique. Ce n'est pas à quelques théoriciens qui n'ont jamais mis les pieds à Cuba de dire ce qui s'y est passé (...) Ces fausses interprétations de l'histoire tendent à créer ce conformisme qui est si agréable à l'impérialisme. Elles facilitent la résignation, le réformisme et la politique attentiste qui repousse aux calendes grecques les révolutions. Ces fausses interprétations de l'histoire ne saurait s'appliquer à l'immense majorité des pays d'Amérique latine où il existe des conditions objectives, mais où les conditions subjectives font défaut.

Et les conditions subjectives il faut les créer. C'est d'ailleurs à l'aide de la vérité historique qu'on les crée et non pas en falsifiant l'histoire. On ne les fait pas naître en affirmant qu'à Cuba s'est effectué dans la béatitude, un changement politique. Ceux qui l'affirment ne sont pas des lâches : ce sont des gens qui font fausse route. Ils se sont trompés dans leur analyse (n'oublions pas que Fidel a, « personnellement », de la sympathie pour Nikita, Ndr). Nous ne nions pas la possibilité d'un passage pacifique, encore que nous en attendons toujours le premier exemple. Nous ne la nions, toutefois, nullement, car nous ne sommes pas des dog-

matiques (attention ! il ne faudrait pas nous prendre pour des Chinois, Ndr). Nous comprenons le changement incessant des conditions historiques et des circonstances historiques. Nous ne le nions pas, mais ce que nous affirmons ici, c'est que, à Cuba, il n'y a pas eu de passage pacifique. Nous protestons contre le fait que l'on essaie d'utiliser l'exemple de Cuba pour induire en erreur les révolutionnaires d'autres pays, des pays où les conditions objectives d'une révolution existent, les pays où l'on peut faire, la même chose qu'à Cuba...

...Que les théoriciens de l'impérialisme prêchent le conformisme, soit ! mais que les théoriciens révolutionnaires n'aient pas peur d'appeler à la révolution !

C'est là ce que nous pensons. Nous l'avons dit dans la Déclaration de La Havane que certaines organisations révolutionnaires de pays frères ont mise aux oubliettes quand elle mérite d'être largement diffusée...

...Il faut mener les masses à la lutte ! C'est là le devoir des dirigeants et des organisations révolutionnaires, faire avancer les masses et les conduire au combat. C'est ce que l'on a fait en Algérie. C'est ce que les patriotes sont en train de faire au Vietnam du sud ».

Ces passages, et d'autres (« résister à l'agression, c'est défendre la paix... Plus l'impérialisme sera faible, moins il sera dangereux, moins il sera agressif... La lutte des peuples pour leur souveraineté et leur indépendance, c'est la lutte pour la paix » et encore « le nombre de ceux qui, tous les ans, meurent en Amérique latine de faim et de maladie sans assistance, est, sans aucun doute, supérieur au nombre de ceux qui disparaîtraient en libérant les peuples de l'Amérique latine »), tous ces passages sonnent « chinois » (avec quelques précautions que nous avons soulignées).

Et que disait donc Castro des rapports russo-chinois ? «... Nous souffrons des divisions — ou du désaccord — (quelle que soit la terminologie plus ou moins optimiste qu'on veuille leur appliquer) à l'intérieur du camp socialiste. Nous avons déjà précisé notre position : nous n'allons pas jeter de l'huile sur le feu pour alimenter ce désaccord. Qui le fait lèse gravement les intérêts du mouvement révolutionnaire mondial.

Face à l'impérialisme cette réalité est amère, elle est dure. Nous avons dit quel-

le est notre position, quel est notre devoir et comment nous l'entendons : il ne s'agit pas d'alimenter ces discordes, il s'agit de lutter pour l'unité du camp socialiste. Unité dans le cadre des principes ! Il faut lutter pour l'unité avec la méthode marxiste-léniniste.

Le marxisme-léninisme est suffisamment riche en ressources idéologiques et en expériences pour trouver les formes capables de surmonter ces difficultés et de tourner cet obstacle. Il suffit de se le proposer.

Nous estimons lamentable, très lamentable que ces difficultés aient pu surgir. Il faut lutter contre, car la première chose est de s'unir. Marx a dit « Proletaires de tous pays unissez-vous ».

Ce texte est clair : pas un mot contre les Chinois. Les critiques sont réservées aux positions khrouchtchéviennes, bien que Castro se défende d'alimenter le désaccord.

Pourquoi donc, après cette réfutation ouverte des thèses fondamentales du khrouchtchévisme, ce voyage inopiné à Moscou, suivi d'un silence obstiné, d'autant plus curieux, chez un orateur aussi prolifique qu'il s'établit au moment précis où les Chinois attaquent publiquement et violemment ces mêmes thèses.

Pour nous, et pour le rédacteur de la « Voie Communiste », aussi, si nous l'avons compris, les raisons en sont claires. Que Castro ait pensé, pour de bon ou non, ce qu'il disait à La Havane, il était obligé d'agir, effectivement, tout autrement. Castro est prisonnier de Khrouchtchev depuis que, devant le blocus implacable des Etats-Unis, il a dû accepter le recours à l'« aide socialiste » de l'U.R.S.S.

Mais la « V.C. » s'indigne des profits scandaleux que « les soviétiques » tirent de l'aide qu'ils apportent à Cuba ! Pourtant ce qui est bien plus scandaleux, et en tout cas vraiment stupéfiant, c'est de croire ou de laisser croire qu'un pays, un Etat, une économie, qui tire de l'échange avec un pays sous-développé le moindre profit, le profit « normal », puisse être socialiste : c'est de se prétendre marxiste et ne pas connaître l'A.B.C. du marxisme à savoir que dans le commerce « normal » (sur le développement duquel l'U.R.S.S., compte pour prouver la supériorité du socialisme sur le capitalisme), dans l'échange entre équivalents entre industrie et agriculture, c'est toujours l'industrie qui gagne, le « riche » qui devient plus riche et le « pauvre » qui devient plus pauvre, et que pour battre les

mercantils capitalistes (qui en connaissent un bout) il faut être plus mercanti qu'eux ; ce qui est scandaleux c'est de vouloir faire la morale aux « soviétiques » en omettant de rappeler que dans la Déclaration du 30 octobre 1956, ils avouaient, pour reprendre en main la situation en Hongrie, avoir passé avec ce pays des « accords économiques inégaux ». (Nous, matérialistes, dirons : d'exploitation, ne connaissant que des rapports de classes et n'accordant aucun respect à « l'égalité » cette grue métaphysique chère aux bourgeois de 89, aux titistes et aux Chinois, qui la vénèrent tout en écrasant avec application les orteils de leurs voisins). Fallait-il être un marxiste averti pour comprendre qu'on ne passe pas des accords « inégaux » par erreur ? sans le savoir ? par hasard ? pour comprendre que la sénilité de Staline n'y était pour rien, mais qu'une économie fondée sur le salariat, qu'un Etat qui avait soumis son prolétariat à une surexploitation forcée pour « rattraper les pays avancés » au lieu d'appeler à la destruction de leur Etat bourgeois, qu'une nation sortie victorieuse mais ruinée de la guerre, n'hésiterait pas à utiliser son armée pour piller les pays « libérés », au risque de provoquer une révolte générale ?

Peut-on donc se dire léniniste et ne pas voir que l'U.R.S.S., est un pays impérialiste, au sens classique, économique, léninien du terme ? Et qu'il DOIT d'autant plus piller Cuba qu'il est plus pressé de remplacer et de dépasser le compétiteur yankee.

Comme le dit la « V.C. » Castro est coincé. Mais pas parce qu'il a affaire à deux gros maîns. Il est coincé parce que tout son courage de *barbudo en battle dress* ne peut rien contre les lois d'acier du commerce, du marché, du capitalisme mondial, et contre l'entente, tacite, de ses deux gendarmes américain et russe. L'impérialisme ne recule que devant la force comme l'ont prouvé les retraits stratégiques des Américains à Cuba et des Russes en Hongrie. Or aujourd'hui, il semble bien que, parmi les nations sous-développées le seul Etat qui dispose d'une force capable de tenir un défi durable aux pays industrialisés soit la Chine : elle le doit, à la fois à son étendue, sa richesse et son nombre et au fait que la révolution bourgeoise y est l'aboutissement d'un long et profond mouvement populaire insurrectionnel. Elle peut donc tenter, malgré un isolement total, ce qu'a réussi la

Russie stalinienne grâce à l'impulsion prolétarienne mais qu'aucun autre pays nouvellement indépendant — pas même l'Inde où la paysannerie n'a pas encore bougé — ne peut espérer entreprendre (au moins tant que le prolétariat des pays industrialisés ne sera pas reparti à l'assaut des citadelles du capital).

Quant à Castro il ne peut rien, en face du chantage russe à l'aide économique, que répondre par un chantage diplomatique en sens contraire, en utilisant l'opposition sino-soviétique dans la course aux faveurs des pays sous-développés. Il ne pouvait donc que monnayer son appui à la puissance dont il dépend réellement parce qu'elle est la seule à pouvoir le « soutenir » économiquement : en obtenant du rapace russe que le sucre lui soit enfin acheté au cours mondial il s'est vendu un peu plus cher, mais il s'est vendu un peu plus. Cette interprétation matérialiste ne plaira évidemment pas à la « V.C. » pour qui le castrisme est avant tout un « esprit ».

*« Car enfin, qu'est-ce que le castrisme, en tant qu'un esprit », sinon une combinaison de ce qu'il y a de plus sain dans les conceptions chinoises de la révolution mondiale (refus de céder au chantage aux armes nucléaires de l'adversaire, acharnement à poursuivre la lutte contre la bourgeoisie internationale, partout, en comptant essentiellement sur le dynamisme révolutionnaire des masses) et de ce qu'il y a de moins malsain dans le khrouchtchévisme (aspiration encore timide mais tout de même très prometteuse à en finir, à l'extérieur, avec le stalinisme, voire avec tout le système du socialisme bureaucratique) ? »*

Cette « combinaison » ressemble fort au pâté et on sait ce que devient le pâté d'alouettes dans les conserveries industrialisées : de moins en moins d'alouette et de plus en plus de cheval. Si nous suivons la « V.C. » sur le terrain du charcutier, nous dirons que le pâté castriste sera fait de moins en moins de « plus sain » et de plus en plus de « moins malsain ». C'est d'ailleurs à cela que la « V.C. » pense quand elle écrit que la révolution cubaine peut « pourrir sur elle-même pour donner quelque nouvelle variété de socialisme bureaucratique ». Elle sera nouvelle, en effet : si Fidel, ami personnel de Nikita, n'est pas balayé par des khrouchtchéviens purs nous aurons un grand homme de plus dans la galerie des guides : un Batista-titiste. En tous cas « pour le

moment » on étend les superficies cultivées en canne à Cuba.

Que dans les conditions actuelles d'hégémonie mondiale des rapports de production et d'échange mercantiles capitalistes, en l'absence d'une action autonome généralisée du prolétariat mondial, les mouvements de libération nationale (et surtout ceux des petits pays qui surviennent à la fin de la poussée décolonisatrice) ne puissent déboucher sur le socialisme, la preuve éclatante en est donnée par l'Algérie. Nous n'avons pas cessé de montrer ici, en même temps que nous dénoncions la collusion du P.C.F., avec l'impérialisme français, la vocation bourgeoise du F.L.N.

Nous avons rappelé la thèse léniniste selon laquelle le prolétariat des pays coloniaux tout en participant à la lutte des masses non salariées pour l'indépendance nationale, devait, au cours même de la lutte, forger ou conserver son autonomie de classe. Nous avons montré aussi pourquoi il n'en était pas ainsi en Algérie, comment, après des débuts méritoires, le mouvement prolétarien algérien avait subi très tôt les conséquences désastreuses de la victoire du « socialisme dans un seul pays », comment en particulier la politique anti-fasciste du P.C.F. et la création du P.C.A. intégrationniste avaient définitivement condamné toute autonomie prolétarienne en Algérie.

Nous en avons conclu qu'on assisterait en Algérie à un simple transfert de pouvoirs au profit de l'impérialisme mondial, l'impérialisme français y conservant de fortes positions ; que la transformation sociale serait très limitée, l'Algérie continuant à fournir matières premières et main-d'œuvre à l'industrie européenne ; mais que, dialectiquement, ne pouvant résoudre ses problèmes vitaux, l'Algérie restera une poudrière, la solution ne pouvant venir que de la seule révolution mondiale.

Parler de « néo-colonialisme » est stupide. Pour ceux qui emploient ce terme vide de sens l'Algérie serait « libre », « égale » aux plus grands, mais RISQUERAIT de retomber dans l'exploitation : c'est ne pas comprendre la différence élémentaire entre le colonialisme et l'impérialisme. Le colonialisme n'était que la forme ancienne de l'exploitation capitaliste, pré-impérialiste, dont les fondements étaient l'occupation militaire, le pacte colonial et l'économie de traité. L'impérialisme est la forme moderne d'exploitation qui repose avant tout sur

la sujétion économique engendrée par l'interdépendance des différentes régions du monde (spécialisation des productions) et l'exportation des capitaux. Il y a cinquante ans déjà que Lénine a classé les pays soumis à l'impérialisme en : « pays coloniaux, semi-coloniaux et dépendants ». Le fait qu'aujourd'hui la plupart des colonies aient changé de statut juridique et soient devenues des semi-colonies ou des pays dépendants n'empêche pas l'impérialisme de dominer le monde comme le montre l'exemple de Cuba : cette île ne peut pas étendre ses cultures vivrières aux dépens de la canne, car seule la vente du sucre lui permet d'acheter les machines et les matières premières nécessaires à son industrialisation. Mais si elle maintient sa spécialisation sucrière, elle dépend du marché mondial et de ses cours insuffisants et fluctuants. Nous dirons plus : si la promotion d'une colonie au rang de pays politiquement indépendant apporte quelque changement c'est dans le sens opposé à celui que chantent nos progressistes adorateurs impénitents du principe national : le pays LIBERE est MOINS dépendant DU pays exploiteur (qui lui réservait en revanche un marché sûr) et PLUS dépendant DE L'ENSEMBLE des pays exploités de l'impérialisme mondial. On considère que Castro remporte un succès en vendant son sucre au prix normal alors qu'il doit le payer d'une complète trahison politique. Bientôt on admirera les mérites d'un Ben Bella parce qu'il aura réussi à vendre « son » vin en France. En vérité, Cuba et l'Algérie n'ont perdu les chaînes de la servitude que pour gagner les angoisses mortelles de la liberté.

En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais attendu rien d'autre de Ben Bella ou du F.L.N. en général que la construction d'un Etat national de classe destiné à assurer l'exploitation de la paysannerie pauvre et du prolétariat algérien au profit de l'impérialisme mondial et de la médiocre petite bourgeoisie algérienne. C'est pourquoi nous ne protesterons pas contre les atteintes aux sacro-saintes libertés individuelle et d'expression qui frappent les « anciens camarades de combat », et nous n'enverrons pas de « télégramme respectueux » à Ben Bella pour défendre ces « forces vives de la révolution algérienne ». C'est pourquoi nous n'irons surtout pas chercher le moindre germe de socialisme dans les réformes survenues ou à venir

en Algérie. Et nous ne perdrons pas notre temps, comme le fait Robert Bonnaud dans l'article « *L'Algérie entre Nasser et Castro* », pour prouver que les exploitations d'auto-gestion ne sont pas socialistes et qu'on ne peut pas compter sur les « *turbans co-gestionnaires* » « *aristocratie ouvrière agraire* ou si l'on veut *koulaks collectivistes* » pour être « *la force essentielle ou dirigeante de la révolution socialiste* ». Ces comités de gestion, que les paysans sans terre et sans travail accusent à juste titre de n'être rien d'autre que la continuation de « *l'auto-défense des colons* », l'auteur de l'article n'a pas pensé à les comparer aux kolkhozes riches de Russie. C'est pourtant simple puisqu'il s'agit de vastes exploitations coopératives sans lopins individuels mais disposant d'un puissant matériel, mis en œuvre par un nombre restreint de co-gestionnaires permanents, employant un grand nombre de salariés saisonniers (la seule différence est qu'en U.R.S.S. la main-d'œuvre libérée par la mécanisation trouve à s'employer à la ville). C'est simple mais gênant, car si l'exploitation auto-gérée n'est pas socialiste, le kolkhoze ne l'est pas davantage. Mais si le kolkhoze ne l'est pas, l'économie soviétique ne l'est pas non plus. Et si l'économie russe n'est pas socialiste, il faut bien qu'elle soit capitaliste. Et si l'économie russe est capitaliste, Khrouchtchev et tous les khrouchtchéviens du monde sont des agents du capitalisme mondial, de la contre-révolution mondiale. Quant à ceux qui continuent à leur courir aux basques pour les critiquer, les persuader, les redresser et les régénérer, contribuant ainsi à accrédir leur faux communisme et à retarder leur chute honteuse, ce sont tout simplement de sinistres farceurs, qui ne s'aperçoivent pas qu'en acceptant les postulats fondamentaux du stalino-khrouchtchévisme (les voies nationales au socialisme, la construction du socialisme pays par pays) ils en arrivent à formuler les pires aneries anti-léninistes. R. Bonnaud écrit « Que la classe des travailleurs permanents des villes soit dans de nombreux pays sous-développés et en tous cas en Algérie, relativement privilégiée par rapport aux paysans pauvres notamment, qu'elle ne soit pas la force essentielle, pas plus que la force dirigeante de la révolution socialiste, cela est vrai ».

Comme on le voit, de même que nos opposants ne peuvent comprendre que le capitalisme est un, et que si le colonialis-

me disparaît l'impérialisme subsiste et se renforce, ils ne peuvent saisir — tant ils sont profondément enlisés dans la confusion provoquée par la victoire du « socialisme national » stalinien et la démoralisation ouvrière qui s'en est suivie — que le prolétariat lui aussi est un, qu'il est une classe mondiale, et que « s'il est national, il ne l'est nullement au sens bourgeois du mot » (*Manifeste*). Considérant le prolétariat pour l'instant amorphe des pays industrialisés, ils ne cherchent pas à comprendre la raison profonde de cette apathie, qui n'est que la manifestation d'une situation de défaite, d'une défaite d'autant plus grave qu'elle fut sournoise dans sa forme, lente et progressive. Ils ne voient pas non plus les motifs qui pousseront à nouveau ce prolétariat à l'action et la force qu'en tirera le prolétariat minoritaire des pays arriérés s'il agit unitairement avec le premier. Aussi vont-ils chercher l'espoir socialiste dans la masse des paysans pauvres, et la contradiction principale de l'histoire mondiale dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, tout comme les Chinois.

Face à cette conception défaitiste de la révolution socialiste nous rappellerons dogmatiquement, c'est-à-dire sans « l'enrichir » en rien, la formulation léninienne du développement de la contradiction fondamentale du capitalisme (entre le mode de production, social, et le mode d'appropriation, privé) dans sa phase impérialiste. Ce développement affecte à la fois trois aspects :

— contradiction capital-travail (entre bourgeoisie dépersonnalisée ou « bureaucratifiée » et prolétariat) ;

— contradiction entre grands groupes d'intérêts capitalistes (monopoles ou Etats) ;

— contradiction entre pays impérialistes et pays indépendants.

Ces trois contradictions, si elles occupent tour à tour la première place sur la scène mondiale, jouent ENSEMBLE. Penser que la contradiction capital-travail qui tint le devant de la scène en Europe de 1917 à 1924-26 ne réapparaîtra plus, c'est refuser de voir quelle crise de surproduction gigantesque (dont celle de 1929-32 n'aura été qu'un avant-goût) la folie expansionniste fait mûrir quotidiennement sous nos yeux. Certes, chacun des groupes impérialistes essaie, en planifiant, de rejeter la contradiction vers l'extérieur, chez l'autre et en particulier chez le sous-dé-

veloppé, et il est possible que la prochaine crise révolutionnaire mondiale généralisée éclate d'abord dans le Tiers monde. Mais ce qu'on peut affirmer c'est que si le mouvement des peuples sous-développés n'est pas relayé par un formidable assaut prolétarien dans les pays industrialisés et avant tout en Europe, si l'impérialisme subsiste dans toutes ses citadelles mondiales, ce mouvement échouera encore une fois sans peut-être même parvenir à une situation chinoise, c'est-à-dire à la possibilité d'une transformation capitaliste de l'économie nationale.

Quand on a compris que le socialisme, comme l'est le capitalisme qui en crée jour après jour les bases matérielles objectives, sera une économie organisée à l'échelle mondiale, on doit en conclure qu'il ne saurait être réalisé sans l'action également mondiale du prolétariat des différents pays, industrialisés et sous-développés, sans l'organisation de ce prolétariat en classe mondialement dominante. Et il est clair qu'il n'atteindra ce résultat que s'il reconstruit son Parti mondial, son Internationale marxiste.

\*\*

Cette nécessité de la reconstruction de l'Internationale prolétarienne que notre courant n'a cessé de défendre l'opposition communiste la constate aussi. Mais comment ? En bonne immédiatiste, à la remorque des « événements » à regret : « La rupture entre la Chine et l'U.R.S.S. est pratiquement acquise. Faut-il s'en féliciter ? Oui et non.

*Non, parce qu'elle est le résultat d'un acharnement plus que regrettable (ce qui ne veut pas dire inexplicable) de Khrouchtchev et de ses compagnons à faire prévaloir une stratégie de la révolution mondiale parfaitement stérilisante et au demeurant hyper-stalinienne ; la stratégie dite de la coexistence pacifique fondée sur le principe inavoué mais transparent de la subordination des intérêts de la révolution mondiale à ceux de l'Etat soviétique pendant toute la durée de l'édification de la base matérielle du communisme en U.R.S.S. (1960-1980).*

*Oui, parce qu'en raison, justement, de l'acharnement des khrouchtchéviens à défendre une stratégie erronée de la révolution mondiale, il n'était plus possible à de vrais révolutionnaires, depuis longtemps déjà, de se sentir solidaires du P.C. soviétique et que l'on ne peut que se réjouir que les dirigeants d'un grand*

et puissant P.C. comme le P.C. chinois aient fini par aboutir à la même conclusion ».

Nous avons déjà dit ici quelle était la nature des « intérêts de l'Etat soviétique », quelle était la réalité économique et politique de la société russe pour ne pas revenir sur cette question. Pour la même raison nous n'insisterons pas sur le fait que la coexistence pacifique n'est en aucune façon une « stratégie », même « erronée » de la révolution mondiale, mais bien au contraire le chef-d'œuvre, l'achèvement de la contre-révolution mondiale. C'est pourquoi nous pouvons reprocher à nos opposants de s'être sentis vraiment trop longtemps solidaires du P.C.U.S.

Quant à la dispute sino-soviétique, nous n'avons pas attendu le déballage chinois des « infamies khrouchtchéviennes » pour comprendre comme les journalistes bourgeois qu'il s'agissait d'un conflit entre Etats et en aucune manière d'une controverse idéologique entre marxistes. Dès les premières manifestations publiques de la querelle (voir P.C. N° 13, p. 57 et P.C. N° 18, p. 52) nous avons montré quelles étaient les raisons matérielles objectives du conflit.

Mais nous devons reconnaître que si notre analyse n'a pas changé, les positions essentielles des oppositions communistes n'ont pas varié non plus : « à l'intention des camarades français, qui, mus par le désir de sortir enfin du marasme le mouvement révolutionnaire français, pourraient être tentés de se lancer dans une aventure politique impossible : celle de la création d'un nouveau Parti communiste polarisé sur Pékin, à la manière dont l'ancien — celui de Thorez — l'est sur Moscou... (la « V.C. » rappelle que) la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire destinée à remplacer le P.C.F. serait aujourd'hui vouée à l'échec. Quelque défailtante que soit la direction actuelle, le P.C.F. est encore une solide machine. Il n'a plus les masses en lui, mais il en a encore une large fraction derrière lui. Il tient par vitesse acquise, mais il tient. Dans les conditions présentes, ce serait mal servir la cause de la révolution tant en France que dans le reste du monde, que de lui susciter un rival, peut-être irréprochable du point de vue de l'orientation idéologique mais absolument dérisoire du point de vue de l'efficacité politique. Ce serait geler inutilement une

neuve fois, de précieuses énergies, alors qu'il faut les employer à préparer lentement l'avenir par une action patiente à l'intérieur et sur les marges des grandes formations politiques et syndicales de gauche existantes ».

On éliminera donc la « bureaucratie », les cadres supérieurs pourris et une partie des cadres moyens abrutis, et avec une nouvelle direction idéologiquement irréprochable on encadrera les militants de base, démoralisés et dépolitisés mais qu'on aura tôt fait de régénérer. Et c'est sur cette belle « machine », après avoir procédé à un échange-standard en règle, qu'on roulera à toute vitesse vers la « nouvelle Internationale ».

*« Une nouvelle internationale se profile à l'horizon. Nous ne pouvons pas ne pas en être. Mais quelle forme lui donner ? »*

Chacun comprend évidemment que l'Internationale nouvelle sera à l'image des machines renouvées qui croisent vers elle. Chaque machine apportera sa vieille expérience (comme le disait un numéro précédent de la « V.C. » : Nous ne sommes ni Russes ni Chinois, mais Français). Chacun apportera démocratiquement sa vérité partielle pour faire une vérité globale, car :

*« Les camarades chinois sont les camarades chinois et comme tels, ils parlent bien de ce qu'ils connaissent bien, moins bien de ce qu'ils connaissent moins bien. Ils parlent bien, par exemple, des luttes des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et moins bien des luttes des prolétariats de nos pays. »*

Les machines nationales pavillon au vent, vont donc converger vers la nouvelle Tour de Babel. Le problème des langues sera vite résolu grâce aux traductions simultanées (on fait déjà comme ça à East River dans la Tour de l'O.N.U.). Oui, mais la Tour ? « quelle forme lui donner » ?

*« La forme du Komintern des années 1919-1927, c'est-à-dire, d'une Internationale centraliste démocratique ? Non. Car une telle Internationale ne vise finalement à rien qu'à fonctionner comme gouvernement de l'ensemble des pays socialistes et de la révolution mondiale, ce qui est dans les conditions actuelles une prétention insoutenable. »*

*La forme du Komintern des années 1927-1942, c'est-à-dire d'une Internatio-*

*nale centraliste anti-démocratique ? Encore moins cela va de soi.*

*La forme de la ligue des formations révolutionnaires souveraines, égales en droit telle que le P.C. soviétique n'a cessé à la fois d'en préconiser le modèle et d'en torpiller la pratique de 1956 à 1963, la forme d'une Internationale démocratique non-centraliste, autrement dit ? Oui. Car c'est ce type d'Internationale qui convient au monde entier très cloisonné dans lequel nous vivons.»*

Ici, nous ne pouvons plus suivre, nous devons nous arrêter, saisis que nous sommes par l'horreur du vide.

Nous qui pensons naïvement que la tâche de l'Internationale sera justement de supprimer ce cloisonnement national, ce que le capitaliste réalise lui-même mais avec une infinie lenteur et au milieu de terribles souffrances, d'abolir les nations.

Que ce sera précisément sa tâche de fonctionner comme gouvernement des divers Etats prolétariens qui surgiront avec un certain décalage, et qu'elle devra assumer cette tâche jusqu'à la victoire définitive des forces prolétariennes à l'échelle mondiale, prélude au dépérissement totale de l'Etat et donc des nations.

Que si (hypothèse absurde) le mouvement soi-disant communiste actuel était vraiment communiste il existerait toujours l'Internationale et que cette Internationale dirigerait à la fois l'Etat russe et l'Etat chinois, empêchant d'apparaître et de grandir le conflit qui les oppose.

Que c'est précisément parce que la Troisième Internationale s'est soumise aux intérêts de l'Etat russe, parce qu'elle a accepté la thèse antiléniniste de la construction du socialisme dans un seul pays, qu'elle est allée de reniement en reniement, de fronts populaires en fronts nationaux jusqu'à sa dissolution formelle pour la plus grande gloire du capitalisme mondial. Et sa débâcle idéologique fut telle qu'aujourd'hui ceux qui prétendent s'opposer au khrouchtchévisme mais qui en sont, comme lui, les légitimes héritiers puisqu'ils ne remettent en cause à aucun moment le postulat stalinien fondamental du socialisme national, ne savent même plus cette chose élémentaire que l'Internationale Communiste à ses débuts était tout le contraire, l'antithèse vivante de cette « Ligue des formations révolutionnaires souveraines, égales en droit » qu'était la Seconde Internationale finissante. Ils

ont même oublié que le centralisme était justement, parmi 21 conditions « horribles » celle que les partis sociaux-démocrates (qui au nom de leur souveraineté et de leur égalité en droit avaient appelé les prolétaires européens à s'entre-massacrer en 1914) repoussaient avec le plus d'indignation.

Ils ont oublié que l'Internationale Communiste n'était pas une fédération de partis, une sorte de front où chacun dit la sienne, mais un parti centralisé international dont les différents détachements n'étaient que des sections, et dont les sections n'étaient pas « égales » n'avaient d'autre importance que celle que leur donnaient leur contribution théorique et politique, leur expérience et le secteur de lutte dans lequel elles se trouvaient à un moment précis du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Ils ont oublié que la force de cette Internationale ne résidait pas dans la démocratie (l'opposition prolétarienne russe y fut battue par une majorité stalinienne où l'on comptait les Cachin par dizaines) mais dans la fidélité à son programme qui fixait pour tâche première l'extension continue de la dictature prolétarienne et non des succès économiques intéressants uniquement la Russie et de caractère non socialiste.

Car si le centralisme est un principe, la démocratie n'en est pas un. Nous la laissons volontiers aux bourgeois qui d'ailleurs savent s'en débarrasser quand ils sont dans une situation difficile, c'est-à-dire précisément, ainsi que l'a prouvé le fascisme, quand le prolétariat monte à l'assaut. Mais si nos « opposants » ont tout oublié nous ferons en sorte que le prolétariat retrouve ses souvenirs qu'il tire de la sanglante expérience de l'Opposition révolutionnaire russe, et de l'expérience de la Gauche italienne qui l'avait en vain mis en garde, les leçons nécessaires à la reconstruction de son parti international de classe.

Nous ferons en sorte que la future Internationale soit centraliste non démocratique ; qu'elle se refuse impitoyablement à accepter en son sein les fabricants de machines démocratiques rénovées.

A bas l'Internationale stalino-khrouchtchévienne !

A bas l'Internationale stalino-maoïste !

A bas l'Internationale stalino-babéliste !

## LE PRIX DE L'UNITÉ SYNDICALE

« Tous unis nous sommes invincibles ». « Une seule classe ouvrière, un seul syndicat ». La trahison de la grève des mineurs était encore toute chaude que la C.G.T. à l'occasion de son 34<sup>e</sup> Congrès, lançait à toute volée ces slogans retentissants de son énième appel à l'unité. L'unité syndicale va de soi. La division est contre nature. C'est une monstruosité, un accident, une vieille querelle de famille qui appartient au passé. Nous sommes tous contre les patrons, nous devons tous marcher ensemble et nous unir. C'est avec des niaiseries de ce genre que l'opportunisme le plus impudent que le mouvement ouvrier ait jamais connu cache aux prolétaires que la division syndicale est son œuvre propre, que la prolifération d'organisations jaunes, paternalistes, corporatistes n'est que le fruit de la capitulation historique de son propre parti. C'est à l'aide d'affirmations d'un simplisme aussi écoeurant que la C.G.T. dissimule aux ouvriers que la pluralité syndicale qui règne depuis bientôt deux décennies est le produit social et la condition politique de cette « prospérité » démocratique qu'elle a défendue et veut défendre encore. C'est en hurlant de pareils lieux communs qu'elle escamote le triomphe absolu, dans l'entreprise, des redoutables méthodes de division capitalistes qui n'auraient jamais pu vaincre sans la complicité active des organisations syndicales. En un mot, c'est en frappant sur la grosse caisse de l'unité que la C.G.T. estompe cette constatation qui peu à peu se fait jour : aujourd'hui, dans la division ou dans l'unité, le prolétariat est trahi par ses chefs. Ces compères, qui s'invectivent du haut des tribunes des congrès, ne trouvent le moyen de se mettre d'accord que pour capituler devant le patron. Tous unis, disent-ils au début des grèves, nous irons à la victoire. Mais ils laissent se battre un seul bataillon pour mieux lui asséner le coup de matraque

des accords « inévitables » et « raisonnables » passés avec l'adversaire.

Ce déploiement de phrases unitaires destinées à dissimuler le travail de sape et de division qu'accomplit la C.G.T. au détriment des bases réelles, pratiques de l'unité ouvrière (notamment en encourageant la politique de catégorie, en prônant les actions par entreprises, etc.), ne serait pas aussi efficace s'il n'était que le fait d'aussi sinistres cabotins. Mais tout l'éventail politique fait chorus. Il n'y a que F.O. pour considérer toute réunification sous les jours les plus sombres. Mais sa domestication sociale est si évidente, sa frousse du machiavélisme « stalinien » si comique qu'une telle opposition renforce, en définitive, le battage cégétiste autour de l'unité. En contre-partie d'ailleurs, la position de tous les « extrémistes » connus, les anciens et les néo, qui, tout en critiquant la C.G.T. et le P.C. les adjuvent de bien vouloir « s'unir » avec leurs divers rivaux, ne peut qu'apporter de l'eau au moulin... à paroles de Fra-chon. La plupart des « gauchistes », pro ou anti-khrouchtcheviens, les thoréziens dissidents, les trotskystes, les opposants syndicalistes et autres « révolutionnaires » qui prétendent concilier la démocratie et le socialisme, la lutte de classe et la collaboration avec les syndicats qui la sabotent, contribuent, dans une mesure certainement importante, à accréditer cette idée que, lorsque tout le ramassis de renégats qui domine aujourd'hui le mouvement ouvrier se sera enfin mis d'accord, le prolétariat volera vers de suprêmes victoires.

C'est ce mensonge que nous combattons. L'unité syndicale est nécessaire à la lutte ouvrière, mais elle n'est qu'un aspect de l'unité tout court du prolétariat. Pour en convaincre les prolétaires les plus combattifs, pour les cuirasser contre les trahisons qui les attendent encore, l'expérience historique, notre expérience, est et de-

meurera longtemps la seule arme que nous pouvons mettre dans leurs mains. Rouvrons donc le livre sévère où sont consignées les amères leçons du passé.

\*\*\*

De l'époque héroïque de la vieille C.G.T. d'avant 1914, il n'est guère nécessaire de parler. Le terme même de « division » y était inconnu, mais le mouvement ne groupait pas un sixième du prolétariat. De même, si le syndicalisme français de cette époque était d'inspiration révolutionnaire, il ne l'est resté qu'aussi longtemps qu'il n'était pas un syndicalisme de masse. Du reste, la division, inconnue sur le plan formel, y existait cependant de façon dissimulée, sur le mode alors commun à tous les grands pays capitalistes : au parti réformiste revenait la tâche politique dans les parlements, au syndicat les revendications corporatives. Le fait que le syndicalisme français sut envelopper son activité d'une authentique flamme de classe ne l'empêcha pas de sombrer, comme tous les autres, dans l'union sacrée de 1914 et nous en avons longuement donné les raisons par ailleurs.

La phase impérialiste introduit à l'intérieur même du mouvement ouvrier la lutte de classe entre les révolutionnaires et les opportunistes qui ne sont, selon l'expression de Lénine, que les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. En France, la première scission syndicale date du lendemain de la première guerre et exprime purement et simplement l'exclusion de toute l'aile révolutionnaire et prolétarienne de la C.G.T. hostile à la politique d'union sacrée. Elle est essentiellement une offensive victorieuse de l'opportunisme social-démocrate qui réussit à exclure des syndicats la fraction qui s'est ralliée à la révolution russe et à l'Internationale communiste. Les révolutionnaires ne sauvent leur drapeau qu'en fondant la C.G.T.O. et en abandonnant à Jouhaux et à ses compères plus de la moitié du prolétariat français. C'est une tactique d'autant plus désastreuse qu'elle consacre la division sur le terrain où l'unité organique doit être absolument sauvée, alors que sur le plan politique, où l'autonomie des principes et de l'organisation du prolétariat conditionne son rôle de classe, se dessine déjà, avec la tactique du Front Unique, la contamination idéologique du jeune Parti communiste français.

Après la scission de 1921, la division syndicale occupe, en France, les quinze années qui sont nécessaires pour parachever la déroute internationale du mouvement communiste. La réunification qui suit succède de peu à la défaite irrémédiable du prolétariat allemand et à la contre-révolution stalinienne qui met en pièces l'œuvre de Lénine et sa grande perspective révolutionnaire. Ce qui prouve déjà que cette unité organique n'est nullement l'écho d'une montée générale du prolétariat. Epousant la politique du P. C.F. qui, en parfait synchronisme avec le « tournant » de Moscou, abandonne l'internationalisme prolétarien pour défendre la démocratie capitaliste française contre le non moins capitaliste fascisme allemand, la C.G.T.U., toute honte bue, réintègre la vieille C.G.T. de Jouhaux. Cette réunification, que les trotskystes célèbrent encore aujourd'hui comme une grande victoire ouvrière, c'est en réalité l'extinction de toute voix révolutionnaire et de classe dans le mouvement syndical français. C'est le triomphe électoral du Front Populaire et les promesses d'amélioration sociale qu'il comporte qui — dit-on alors — justifie ce véritable Canossa. Mais les « avantages » sociaux acquis à ce prix, augmentations de salaires immédiatement noyées dans l'inflation, semaine de 40 heures abrogée au bout de quelques mois en raison des nécessités de la défense nationale, « congés payés » qui préludent au grand congé gratuit de la mobilisation générale, conventions collectives qui consacrent le principe de l'arbitrage de l'Etat en matière de conflits du travail, tout le miel étendu sur la pilule que le prolétariat français et international avalera bientôt, sont payés par l'intrusion définitive dans l'orientation syndicale de l'idéologie réformiste, parlementariste, patriotique et chauvine, que la C.G.T.U., à sa belle époque, combattait si âprement chez Jouhaux et consorts. Dans ce domaine les syndicalistes staliniens convertis au nationalisme et au bellicisme antifasciste dépasseront leurs maîtres.

La « grande unité » du Front Populaire c'est, en effet, l'unité de la trahison. Le prolétariat y happera quelques miettes en matière de salaire et de conditions de travail, et quelques perfides « avantages sociaux » du paternalisme bourgeois. Mais le conflit est là, tout proche. A peine les lampons des 14 juillet patriotiques sont-ils éteints, à peine l'accordéon qui ac-

compagnait les grèves sur le tas s'est-il tu, que les bonzes syndicaux, véritablement « tous unis », crient déjà « Sac au dos ! » Voilà ce que cache la mythologie de « juin 36 » chère aux trotskystes : « l'unité » et ses « conquêtes » n'avaient d'autres buts que de convertir au bellicisme le prolétariat français traditionnellement antimilitariste ; d'autres buts que d'arracher les formules révolutionnaires et internationalistes que les syndicats avaient inscrites cinquante ans plus tôt sur leur drapeau. Prolétaires, vous l'avez payée d'un océan de sang et d'un million de séismes artificiels plus terribles que celui de Skopje, la belle « unité retrouvée » de Frachon et de Jouhaux !

Ce que l'impérialisme a fait, d'ailleurs, l'impérialisme le défait bien vite. Staline avait recherché l'alliance des démocraties occidentales contre Hitler ; ce tournant diplomatique était à l'origine du Front Populaire et de la réunification syndicale qui l'avait suivi, même si les ouvriers, cela se comprend, aspiraient à l'unité pour des raisons bien différentes. L'accord militaire entre l'URSS et le capitalisme franco-anglo-saxon ayant échoué, la Russie pactisant avec Hitler juste au moment où la guerre éclate, la CGT explose une seconde fois. Les hommes de Jouhaux collent toujours à la politique de guerre du gouvernement, ceux de Frachon, brusquement reconvertis au pacifisme, vont en prison. Cette scission n'est plus, comme en 1921, la rupture entre les révolutionnaires et les laquais de la bourgeoisie. Les hommes, de part et d'autre, sont à peu près les mêmes. Depuis la contre-révolution stalinienne et la liquidation de la III<sup>e</sup> Internationale, socialistes et « communistes » ne font plus qu'un même corps de renégats, plus ou moins chevronnés dans la carrière de la trahison, mais tous acquis à la défense des intérêts, des institutions, des valeurs du capitalisme. Avec cette seule nuance que cette clique uniforme de valets de la bourgeoisie est maintenant contrainte d'épouser la querelle de ses maîtres, voire de donner sa vie et sa liberté pour régler les contradictions internes d'une classe qui a toujours lavé ses disputes intestines avec le sang des autres.

Après l'avance foudroyante d'Hitler en Ukraine, l'URSS est contrainte de changer d'allié. Elle se range du côté des anglo-saxons. Envahie par les Allemands, jetant au carnage ses millions de paysans

pour stopper le colosse germanique, le gouvernement de Staline offre au capitalisme anglo-américain, en plus de cette hécatombe de Russes qui permettra la victoire alliée sur le front atlantique, tous ses militants et tous les prolétaires qui les suivent dans les pays occidentaux : pour le P.C.F. la « lutte contre l'occupant » commence. Contre-partie syndicale : l'appareil de Frachon se réconcilie, dans la clandestinité, avec celui de Jouhaux. Encore une fois, pour le prolétariat, la réunification ne servira qu'à consentir à la classe ennemie de nouveaux et plus terribles sacrifices. Sans la collaboration politique et syndicale des antifascistes, les gouvernements du capital occidental n'auraient eu que la chair à canon que la loi et le gendarme pouvaient leur procurer. Grâce à la CGT et au P.C. clandestins, ils disposent désormais de tous les Résistants, partisans et réfractaires au S.T.O., de tout le bétail humain que les troupes d'Hitler ne parviennent pas à enrôler dans leur immense armée du travail. La mobilisation morale du prolétariat est encore plus terrible que la mobilisation physique, car c'est elle qui écartera tout risque révolutionnaire à la fin du conflit. L'unité syndicale née du « coude-à-coude » de la Résistance n'a qu'un but et qu'un résultat : mettre toute la révolte et toute la misère engendrées par la guerre à la disposition non pas de la Révolution comme en 1917, mais de la conservation capitaliste.

Cette signification cachée de l'unité de 1944, les ouvriers, dès que sonnera l'heure de la paix, la ressentiront bien vite dans leur chair. Après les ruines et les morts, le capitalisme réclame à nouveau du travail, beaucoup de travail. La crise de surproduction a été purgée par le fer et le feu, le cycle recommence : après l'enfer de la destruction, l'enfer de la production et de l'accumulation. La C.G.T. réunifiée et le P.C. sont les principaux artisans de la remise du prolétariat au travail, de son acceptation des conditions les plus infâmes. Cette fois, plus de miel sur la pilule. Frachon et Jouhaux se sont donnés l'accolade, et se déclarent, à la bonne heure, unanimes : produire, produire, produire ! Pour le reste, la situation des ouvriers face aux patrons, les grandes « conquêtes » de 36 à récupérer, on verra bien après. L'unité est complète, absolue, terrible. Qui parle de revendication est un saboteur, un fasciste. Qui veut résister

à l'exploitation forcenée est un traître, un agent de la cinquième colonne. La grève ? C'est devenu « l'arme des trusts ! » Dans la vieille bâtisse confédérale se livre une ahurissante chasse aux sorcières contre quelques attardés qui s'étonnent de ce syndicaliste nouveau style et qui osent quelquefois évoquer témérairement la lutte de classe d'antan.

Mais la troisième unité syndicale dure ce que durent les roses. Survient la guerre froide. Le PC passe dans l'opposition. La tactique dite « Molotov » veut utiliser contre le Plan Marshall d'ingérence américaine dans l'économie française le mécontentement accumulé durant la période du « produire d'abord » : encore une fois c'est à la défense des intérêts de la patrie et de la production nationale que les staliniens veulent offrir les révoltes partielles du prolétariat ! C'est de nouveau la discorde dans la C.G.T. D'un côté les larbins traditionnels de l'Etat bourgeois, de l'autre ceux qui ne le servent qu'avec la permission du Kremlin. D'une part la conception pro-américaine des intérêts du capitalisme français, de l'autre son acception pro-russe. Mais dans un camp comme dans l'autre pas de trace des intérêts spécifiques, internationaux, du prolétariat. La scission survient en pleine grève : c'est la déroute d'une grande vague de mouvements. Cette fois les staliniens conservent la C. G. T., Jouhaux fonde « Force Ouvrière » : d'une guerre à l'autre le point d'appui de l'opportunisme s'est déplacé de la social-démocratie au communisme dégénéré.

L'unité de 1944 a laissé un héritage encore plus lourd que celui de son aînée de 1936. Travail aux pièces, primes et hiérarchisation infinie des salaires, toutes ces formes haïes de l'exploitation combattue par le syndicalisme d'autrefois ont été introduites de 1945 à 1947. De toutes les mesures qui sont à la base de l'inextricable division professionnelle actuelle et de la concurrence entre ouvriers qui en découle, il n'en est pas une qui ne soit revêtue de la signature d'un ministre « communiste » ou paraphée par un dirigeant syndical de cette époque. Couronnant toutes ces bases matérielles de la division, règne en maîtresse absolue l'idéologie de la contre-révolution (culte de la démocratie bourgeoise, de la production nationale et de la grandeur du pays) qu'ont pieusement recueilli

chaque des organisations rivales nées de la scission de 1947. Mais cette période nous a laissé un autre résultat que les actuels « champions de l'unité » se gardent bien d'évoquer : l'importance prise par le syndicalisme chrétien. Dans la Résistance patriotique « celui qui croyait en Dieu et celui qui n'y croyait pas » ont fraternisé contre le « Boche ». Les braves jeunes gens des patronages ont grandi : les syndicats jaunes fondés en 1936 par le patronat chrétien ont gagné dans « la lutte contre l'occupant » leurs galons et brevets de démocrates ; la C. F. T. C. a acquis le droit d'encadrer et de duper à son tour les ouvriers. Aux côtés des traîtres de la social-démocratie et des renégats du communisme, un autre candidat à la division syndicale apparaît : la gent militante du curé..

\*\*

La suite du rosaire est bien connue et ce que nous avons rapidement égréné suffit à faire justice du mythe des unités perdues et retrouvées. Durant toute la phase examinée l'unité réelle du prolétariat, son unité de classe tendue vers la suppression du capitalisme, n'a pas existé ; pas plus sous le régime de la pluralité syndicale que sous celui de l'unité formelle. Le capitalisme moderne veut la fragmentation, la division de la classe ouvrière pour étouffer dans l'œuf les révoltes partielles des ouvriers. Les « unités » comme celles de 1936 ou 1944, il ne les a tolérées que pour pouvoir traverser des périodes difficiles au cours desquelles son allié l'opportunisme devait se présenter en un seul bloc contre la misère et la colère prolétariennes afin de mieux les détourner de la lutte révolutionnaire.

C'est pourquoi il serait vain d'attendre l'unité syndicale si un profond réveil de classe ne survenait pas. Mais ce réveil se heurtera, et, potentiellement, se heurte déjà, aux syndicats de collaboration de classe, à ceux-là même qui crient plus fort que les autres « Unité ! ». Quelques indices pourtant nous incitent à penser que la supercherie touche à sa fin. Les ouvriers sont divisés, non seulement sur le plan de leur affiliation syndicale, mais encore et davantage sur celui de l'horizon borné de l'entreprise, de la profession ou même du poste de travail. Pourtant, de plus en plus fréquemment, ces barrières tombent et de sérieux mouvements

éclatent. Dans ces mêmes circonstances, les syndicats aussi trouvent le moyen de se mettre d'accord ; mais ce n'est nullement pour conduire ces luttes jusqu'au bout, c'est pour mieux les trahir. Ainsi apparaît peu à peu la vérité : les ouvriers peuvent être unis pour la lutte, les bureaucrates syndicaux ne le peuvent que pour la trahison.

La conclusion est brève : l'unité syndicale de demain ne se fera pas avec mais CONTRE tous les syndicats aujourd'hui existants, elle ne sortira pas d'une réconciliation publique des traîtres à la classe ouvrière, Jouhaux et Frachon, Thorez et Mollet, mais de la lutte de classe.

## A UN MILLIARD DE TÉLÉCRÉTINISÉS

Moscou a renoncé à conquérir la lune. La nouvelle s'est discrètement glissée dans les dépêches d'agence et les journaux du monde entier. L'humanité téléspectatrice n'a pas bronché. Elle ne s'en est même pas aperçu. La conquête de la lune ou celle de l'automobile ; l'héroïsme de Gagarine ou celui de J. P. Belmondo, c'est tout un. Pourvu que conquête et héroïsme il y ait. Pourvu que ça se voie à la Télé.

Nous savions que Moscou renoncerait, non pas d'hier, mais dès 1957 et même 1946. En 1952, nous écrivions : « L'ère capitaliste est plus chargée de superstitions que toutes celles qui l'ont précédée. L'histoire révolutionnaire la définira non point comme l'ère de la raison, mais comme celle de la misère. De toutes les idoles que l'homme a révérees, nulle ne sera jamais tombée des autels avec un tel fracas que celle du Progrès lorsqu'elle s'écroulera enfin. »

Depuis, les Spoutnik ont montré à quels hauteurs le Progrès est capable de s'élever aujourd'hui. Preuve que nous, marxistes orthodoxes, sommes des dogmatiques, des talmudistes, des fous, comme Khrouchtchev le dit et comme le Pape le confirme ? Le Progrès est certain, grâce aux techniciens, aux prêtres, au commerce, à Kennedy et Khrouchtchev, ces hommes de bonne volonté qui aiment tant la paix ? Vous avez raison, progressistes ! La Thalidomide le prouve. Le semi-carboxyde de cadmium le démontre. La digue qui s'est écroulée devant Kiev l'illustre. Les milliers de mineurs asphyxiés ou enterrés dans les mines tchèques, allemandes, françaises, belges, américaines, etc., en ont fait l'expérience probante. Tous ceux qui meurent annuellement dans les catastrophes

ferroviaires, aéronautiques et automobiles aussi. Et les poulets congelés des Etats-Unis en convaincront bientôt les estomacs des paysans immigrés dans les grandes villes.

Le Progrès est mille fois prouvé, et nous ne sommes que des oiseaux de mauvais augure. La science-fiction est une grande chose, et la science-fiction russe est la première de toutes. Nous avons lu « La nébuleuse d'Andromède ». Nous lisons tous les jours l'Humanité pour savoir la vérité qu'on peut et qu'on doit savoir. Quand la Russie lança sa sonde en direction de Vénus, nous avons appris par elle avec joie que Vénus n'est pas une planète. « Le socialisme à la conquête des étoiles » : Vénus est une étoile. Nous avions talmudiquement calculé et prévu que la sonde n'arriverait jamais à Venus. Or, comme chacun sait, elle est arrivée. L'Humanité, qui dit toujours la vérité, ne l'a pas publié, mais qui ne dit mot consent. La sonde est arrivée. En quel lieu, c'est ce que le Congrès mondial d'astronautique établira dans une dizaine d'années. Dans une dizaine d'années, nous saurons peut-être aussi si le cosmos commence à 300 km de la surface de la terre ou un peu plus loin. Jusqu'à nouvel ordre, l'homme a conquis le cosmos.

Sur ce point, il semble que de graves divergences aient éclaté entre les progressistes. Quelques progressistes qui le sont bien peu semblent penser que puisque le cosmos a été conquis, ce n'est plus la peine de conquérir la lune. Mais l'humanité téléspectatrice n'y croit pas. Elle est sûre que dans deux ou trois ans, la lune aussi sera conquise. Par un Russe et une Américaine. Et que sur l'astronef un enfant naîtra : l'enfant de la paix.

Après, il se produira de grandes merveilles. L'économiste russe Liberman fondera sur la lune une gigantesque entreprise anglo-russo-américaine pour l'exploitation du bitume. Naturellement, cette entreprise fonctionnera selon la formule du profit. Ainsi, dans les nouvelles

conditions lunaires, la preuve sera définitivement faite que le capitalisme peut être socialiste et vice-versa. Le problème de la faim dans le monde sera résolu à jamais. Les Chinois ont faim parce que ce sont des jaunes : ils mangeront du bitume lunaire.

## SOUSCRIPTION

Nos camarades d'Italie vont incessamment publier le premier volume couvrant la période 1913 - été 1919, de l'HISTOIRE DE LA GAUCHE MARXISTE ITALIENNE. Ce fort volume, d'un intérêt historique et doctrinal de premier ordre, comportera de très nombreuses annexes : articles, motions et discours de la période considérée. La traduction française de cet ouvrage est en cours, et sera publiée dès que nos moyens financiers nous le permettront. Plusieurs autres volumes lui feront suite, qui couvriront la période 1919 à nos jours.

Nous invitons nos lecteurs et nos sympathisants à souscrire pour nous aider à publier cet important ouvrage.

Nom :

Adresse :

souscrit à l'édition française du premier volume de l'

### **HISTOIRE DE LA GAUCHE MARXISTE ITALIENNE**

et verse la somme de 30 F à F. GAMBINI, C.C.P. 2202-22, MARSEILLE

**Nous annonçons à nos lecteurs et sympathisants  
la parution des deux premiers numéros  
d'un supplément mensuel ronéotypé à la revue :**

# LE PROLÉTAIRE

**Sommaire du n° 1 (juillet 1963) :**

— Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

**Sommaire du n° 2 (août-septembre 1963) :**

- Vive le parti unique de la révolution sociale !
- Le conflit sino-soviétique.
- La limitation du droit de grève.
- Lutttes ouvrières en Italie.
- La grève des marins.

**LECTEUR, SYMPATHISANT, ABONNE-TOI !**

**Le numéro : 0,20 F**

Abonnement annuel : normal **2 F** — de soutien **5 F**.

Abonnement combiné (« Le Prolétaire » et « Programme Communiste ») : **10 F**.

## Nos publications

### EN LANGUE FRANÇAISE :

- **Dialogue avec Staline** (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) ..... 2,— F
- **Dialogue avec les morts** (critique du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., 159 pages) ..... 4,— F
- **L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours**, ainsi que **Le Marxisme et la Russie** (148 pages) ..... 4,— F
- **Programme Communiste** (chaque année — 4 numéros — à partir de 1959 inclus) ..... 8,— F

### EN LANGUE ITALIENNE :

- **Il Programma Comunista** : journal bimensuel ;
- Abonnement annuel ..... 6,— F
- Un numéro ..... 0,30 F
- **Spartaco** (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de **Programma Comunista**) ;
- Un numéro ..... 0,20 F
- **Documents ronéotypés** :
- 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica ..... 3,50 F
- 2) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe ..... 3,50 F
- 3) I fondamenti del comunismo rivoluzionario ..... 3,50 F
- 4) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista ..... 3,50 F
- 5) L'abaco dell'economia marxista ..... en réimpression

### EN LANGUE ALLEMANDE :

- **Die Faden der Zeit** : N° 1 Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.

## SOUSSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 19. — Guy, 10 ; Robespierre, 10 ; Robert, 10 ; Ernest, 5 ; Roger, 10 ; Michel, 5 ; Claude, 5 ; Antonio, 5 ; Elio, 80 ; Amedeo, 55 ; Jacques, 5 ; Bruno, 10 ; Candoli, 10 ; Witte, 20 ; Danielis, 10 ; Gennarino, 55 ; Denise, 10 ; Ferruccio, 10 ; Natino, 104 ; Serge, 10 ; Guiliano, 5 ; Bruno, 10 ; Julien, 10 ; Oscar, 5 ; Russo et Roseline, 10 ; Suzanne, 10 ; En souvenir d'Ottorino, 10 ; Libero, 10 ; Lucien, 5 ; Goupil, 5 ; Piccino, 5 ; Furio-Anne, 20 ; Mariotto, 10 ; Lupo, 5 ; Livio, 5 ; Sebastiano, 5 ; Calogero, 5 ; Fogino, 50 ; Vera, 5 ; Angot, 5 ; Marcel, 20 ; Mario, 24 ; Viviane, 10 ; Ferruccio, 5 ; Martin, 40 ; X..., 5 ; reste sur restaurant, 51,50 ; Jean, 1 ; André, 1 ; J.P., 1 ; Marius, 1 ; Victor, 1 ; Rémy, 1 ; Michel, 1 ; Jo, 1 ; Martin, 1 ; René, 1 ; Louis, 1 ; Robert, 2 ; Pierre, 2 ; César, 2 ; Mario, 2 ; François, 2 ; Emile, 1 ; un postier rouge, 2 ; un étudiant, 2 ; docker, 2 ; un maçon, 2 ; Jules, 1,50 ; Lucien, 1 ; Oscar, 1 ; Albert, 1 ; Christian, 1 ; Julien, 1 ; Roland, 1 ; Libertino, 20 ; merde à la démocratie, 10 ; un retraité P.T.T., 10 ; une femme de ménage, 5 ; François salue Russo, 30 ; souscription recueillie à la réunion de Marseille sur le « Parti », 14,20 ; E viva i Sarcastici entusiasti ! 10 ; complimenti al compagno Mariotto per il suo senso dell'orientazione, 10 ; vive l'enthousiaste révolutionnaire gabonais, 10 ; Petrovitch, 24.

Total liste N° 19 .....	<b>F 920,20.</b>
Total des listes précédentes .....	<b>F 6.784,34</b>
	<b>F 7.704,54</b>

« Programme Communiste » est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

### PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.  
 Kiosque place du Théâtre-Français.  
 Librairie du XX<sup>e</sup> Siècle.  
 Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.  
 Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.  
 Presses Universitaires de France.  
 Librairie Montchrétien, 158, rue St-Jacques.

### MARSEILLE

Kiosque, place Félix-Baret. Face P. et T.

### AIX-EN-PROVENCE

Librairie Goulard, 37, cours Mirabeau.

### BRUXELLES

Librairie Lefèvre, 7, rue des Colonies.

### TURIN

Libreria Ape D'oro, Corso Francia 35 ;  
 Libreria Petrini, Via Pietro Micca ;  
 Libreria dell'Università (Gheroni) via Carlo  
 Alberto 13 ; Ed. Piazza Carlo Felice ;  
 Ed. via Po, n. 9.

### MILAN

Libreria Feltrinelli, via Manzoni ;  
 Libreria Algani, piazza Scala ; Libreria  
 Casiroli, corso Vitt. Emanuele I ; Edic.  
 Perego, Galleria Corso ; Libreria San  
 Babila, corso Monforte 2 ; Edic. Asti,  
 piazza Fontana ; Libreria Sella, corso  
 Porta Vittoria ; Libreria Cantoni, via Vis-  
 centi di Modrone 29.

### GENES

Libreria Athena Feltrinelli, via P.E. Bensa  
 32/2 ; Libreria Mario Bozzi, via Cairoli  
 2 a/r ; Libreria Bozzi, via Balbi, di fronte  
 Università.

### NAPLES

Libreria Maone, via Scarlatti ; Libreria  
 Fiorentino, Calata Trinità Maggiore ; Libre-  
 ria Deperro, via dei-Mille ; Libreria Partenia,  
 via Chiaia ; Edic. ang. via Roma, Angiporto  
 Galleria ; Edic. ang. piazza Bovio, via Cam-  
 podisola.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

CETTE REVUE EST ENTièrement RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR SYMPATHISANT, DIFFUSE

## **PROGRAMME COMMUNISTE.**

ÉCRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

« L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA  
L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES ! »

---

DIRECTEUR-GERANT

**F. GAMBINI**

adresser toute correspondance à :

« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert  
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

- C.C.P. 2202-22 Marseille